

TELEMATIQUE

Le marché de l'électricité en France, le 7 septembre 1988, a été marqué par une baisse des prix de gros, due à la forte production d'énergie hydraulique. Les prix de gros ont baissé de 1,5 % par rapport à la veille. Les prix de détail ont également baissé, de 0,5 %.

Les trade-unions déchirées

C'est sans doute la crise la plus grave que le mouvement syndical ait connue en Grande-Bretagne depuis la seconde guerre mondiale. Coupable d'avoir mis au code de conduite du Trades Union Congress (TUC), le syndicat des électriciens dirigé par M. Eric Hammond vient d'être, à la surprise de l'organisation, exclu de l'organisation. Que lui reproche-t-on ? D'avoir signé avec la direction de deux sociétés des accords de « paix sociale ».

En s'engageant à ne pas recourir à la grève pour résoudre les conflits, les électriciens ont obtenu divers avantages, à commencer par une sorte de monopole syndical dans les entreprises, le droit de parler au nom de tous les employés. C'est sur ce point que les électriciens se sont fait tirer les oreilles. Le TUC ne conteste pas le principe de tels engagements, à condition qu'ils soient évaluablement représentés par les syndicats professionnels dans ces entreprises. Or ceux-ci n'ont pas été consultés. Les électriciens ont fait cavalier seul.

Fort de trois cent trente mille membres, le syndicat de M. Hammond (EETPU), qui regroupe électriciens, électroniciens, plombiers et employés des télécommunications, est une organisation prospère dont les adhérents jouissent de salaires sensiblement plus élevés que la moyenne des syndicats britanniques. Il est clair que ce conflit a une teinte nettement politique. A la différence d'autres dirigeants syndicaux, M. Hammond a, lui, accepté les conséquences de la « révolution thatchérienne », la grève des syndicats comme une entreprise. Une maison qui joue à la Bourse, investit dans l'immobilier et met sur pied des campagnes publicitaires de recrutement... volontiers sur le territoire des autres syndicats. Devenu ainsi la bête noire des fédérations d'extrême gauche, il a baptisé fort justement sa démarche : « nouveau réalisme ». En exposant son point de vue devant le congrès du TUC, il n'a fait aucune concession et dit d'embellie qu'il n'était pas venu à Bournemouth « pour demander pardon ».

Ses divergences avec le TUC ne se limitent pas aux questions de paix sociale et d'appartenance syndicale. M. Eric Hammond a peu d'estime pour la « guerre des classes » ou la doctrine officielle de la désarmement nucléaire unilatéral de la Grande-Bretagne. Il s'interroge sur le bien-fondé d'éventuelles renationalisations et affirme son attachement à l'économie de marché. Conscient du fait que le syndicalisme n'est plus guère populaire en Grande-Bretagne, il souhaiterait, avec ce nouveau réalisme, combler le fossé qui se creuse entre les directions des organisations et la base qui se plaint de ne pas être écoutée.

(Lire nos informations page 4.)

Les leçons de la crise polonaise vues de Moscou Le pluralisme syndical n'est pas une hérésie nous déclare un responsable soviétique

L'un des principaux responsables de Solidarité, M. Jacek Kuron, a averti, le lundi 5 septembre, que de nouvelles grèves seraient déclenchées si la table ronde prévue entre les autorités et l'opposition polonaise n'aboutissait pas à la légalisation du syndicat dissous. A Genève, le directeur du Bureau international du travail, M. Francis

Blanchard, a adressé au général Jaruzelski un message lui demandant de prendre un « risque calculé » en reconnaissant le syndicat fondé par Lech Walesa. A Moscou, où les événements de Pologne sont suivis de près, l'idée d'un pluralisme syndical n'est pas rejetée « a priori » par les responsables soviétiques.

« Nous suivons, bien sûr, les derniers développements de près, nous a déclaré M. Chichline, mais nous considérons que les Polonais sont, en tout état de cause, mieux informés que nous de la situation de leur pays et que c'est à eux de prendre telle décision ou telle autre. » Quant à nous, poursuit-il, nous sommes, en l'absence d'attentes à la leçon, car nous sommes, nous aussi, à la recherche des moyens de stabiliser notre

situation, notamment dans le domaine économique, car nous sommes confrontés, nous aussi, à la question de la réforme des prix et nos économistes comprennent mieux à la lumière des événements polonais qu'il faut être prudents en ce domaine. »

Autrement dit, si nous n'avons pas de solution toute prête pour nous-mêmes, nous en avons encore moins pour la Pologne où le pluralisme est si développé, dit en souriant M. Chichline, qu'il faut au moins trois interlocuteurs pour comprendre ce qui s'y passe : un catholique, un deuxième catholique et un troisième catholique.

BERNARD GUETTA.

(Lire la suite page 4.)

Les socialistes embarrassés par l'initiative de M. Barre

L'ancien premier ministre demande l'interdiction des fusions de listes entre les deux tours

PAGES 8 et 9

Les difficultés du RPR

Au-delà de la ferveur militante la nécessaire réorientation du mouvement

PAGE 9

La campagne présidentielle américaine

Le vrai coup d'envoi d'un duel qui s'annonce très serré

PAGE 3

La nouvelle diplomatie française

Six ministres pour les affaires étrangères

PAGE 5

Les cardinaux Lustiger et Decourtray contre le film de Martin Scorsese

« Nous protestons d'avance contre sa diffusion »

PAGE 24

La rentrée des expositions

De Cézanne à Tinguely, en attendant Gauguin

PAGE 13

Le sommaire complet se trouve en page 24

URSS

Le procès Tchoubarov

Le procès Tchoubarov, qui a débuté hier à Moscou, est considéré comme l'un des plus importants de l'année. Il s'agit d'un procès d'espionnage, mais les accusations sont plus graves que dans les affaires habituelles. Tchoubarov, un haut fonctionnaire soviétique, est accusé d'avoir livré des secrets militaires à l'étranger. Le procès est suivi avec beaucoup d'intérêt par les médias occidentaux.

Le procès Tchoubarov a débuté hier à Moscou, à 10 heures, dans une salle de la Cour suprême. Le procureur général, I. I. Fiodorov, a ouvert les débats en déclarant que Tchoubarov était un traître qui avait vendu à l'étranger des secrets militaires de grande importance. Tchoubarov, qui est âgé de 55 ans, a été arrêté en 1987. Il est accusé d'avoir livré à l'étranger des documents secrets sur les armes nucléaires soviétiques.

Le procès Tchoubarov est considéré comme l'un des plus importants de l'année. Il s'agit d'un procès d'espionnage, mais les accusations sont plus graves que dans les affaires habituelles. Tchoubarov, un haut fonctionnaire soviétique, est accusé d'avoir livré des secrets militaires à l'étranger. Le procès est suivi avec beaucoup d'intérêt par les médias occidentaux.

Le procès Tchoubarov a débuté hier à Moscou, à 10 heures, dans une salle de la Cour suprême. Le procureur général, I. I. Fiodorov, a ouvert les débats en déclarant que Tchoubarov était un traître qui avait vendu à l'étranger des secrets militaires de grande importance. Tchoubarov, qui est âgé de 55 ans, a été arrêté en 1987. Il est accusé d'avoir livré à l'étranger des documents secrets sur les armes nucléaires soviétiques.

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

- Poussières de calculs : deux nouvelles techniques.
- Téléphones à images.
- Aux sources de la vie : une hypothèse contestée.

Pages 17 et 18

DEMAIN

Le Monde

CAMPUS

- Le supplément du « Monde » reparait demain dans une nouvelle formule hebdomadaire.
- Les lycées au secours des régions.
- L'inspectrice est optimiste.
- Ma première classe... en 1888.
- A l'assaut du « Lagarde et Michard ».
- Sarrebruck Européenne.

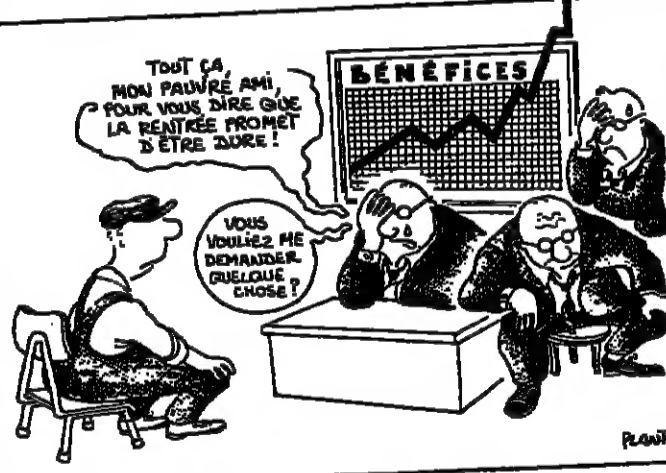
Les propositions de la Commission de Bruxelles pour le grand marché unique

Une charte sociale pour l'Europe de 1993

La rentrée sociale s'annonce. M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, reçoit les partenaires sociaux. M. François Perrot, président du CNPF, a demandé au gouvernement de ne pas relâcher la « rigueur », notamment sur le plan salarial. L'Europe sociale fait également partie des sujets de la rentrée. Un rapport de M. Marin, vice-président de la Commission européenne, plaide pour une « charte européenne des droits sociaux », afin de prévenir les effets sur l'emploi du grand marché de 1993.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La mise en place progressive, d'ici à la fin de 1992, du grand marché sans frontières, ne constitue d'aucune manière un danger pour les systèmes de protection sociale en vigueur dans la Communauté. Pour l'emploi, l'opération devrait même se révéler largement bénéfique, même si dans un premier temps, pour certains secteurs sensibles et



des régions fragiles, elle peut se traduire par un accroissement du chômage. La préparation du marché unique devra donc se faire en s'efforçant de limiter ces effets négatifs, fussent-ils provisoires.

Tel est le double message de la communication sur la « dimension sociale du marché intérieur », que M. Manuel Marin, vice-président de la Commission européenne, doit présenter, le mercredi 7 septembre,

à ses collègues. La Commission, attentive à ce que le mouvement d'adhésion au projet de marché unique ne soit pas remis en cause par les travailleurs ou par leurs syndicats et sensible aux critiques formulées par des dirigeants comme M. Edmond Maire, souhaite que ses incidences sociales soient correctement appréciées.

Cependant, rassurer ne suffit pas. La commission estime qu'il convient d'accompagner la libération des

échanges par une politique sociale active. Elle propose l'adoption d'une charte sociale communautaire, qui recense les principales initiatives qu'il faudra développer au cours des années à venir.

« La crainte généralisée d'un dumping social n'est pas fondée », lit-on dans le document. M. Marin insiste sur ce point. Selon lui, il ne faut redouter ni une délocalisation industrielle sauvage, c'est-à-dire un déferlement de la production vers les régions à bas salaires (d'autres facteurs, plus déterminants, conditionnent les choix d'implantation des usines), ni un alignement vers le bas des réglementations du travail. Ce jugement rassurant est fondé sur des raisons politiques : dans nos pays, les droits existants sont considérés comme pratiquement intouchables. Ainsi, au cours des années de crise passées, les gouvernements affaiblis les théories les plus libérales — tel celui de M^{me} Margaret Thatcher — en dépit de certaines retouches mineures, n'ont-ils pas remis en cause l'essentiel du régime de protection sociale instauré par leurs prédécesseurs.

PHILIPPE LEMAITRE.
(Lire page 20 la suite et le point de vue de PHILIPPE JURGENSEN : « L'ECU sauvera l'union ».)

Les chantiers olympiques en Corée du Nord

Le stade fantôme de Pyongyang

Après de très longues négociations avec le Comité international olympique et Séoul, la Corée du Nord a finalement décidé, le 2 septembre, de ne pas participer aux Jeux olympiques qui doivent s'ouvrir le 17 septembre dans la capitale sud-coréenne. Pourtant, Pyongyang s'est dotée d'impressionnantes installations sportives.

PYONGYANG
de notre envoyé spécial

Le stade Rung-Ra résonne de coups de marteau et de chants révolutionnaires, entrecoupés d'exhortations au travail lancées par une voix féminine haut perchée. Avec son envolée de toitures ondulantes en forme de fleur de lotus, recouvertes à l'extérieur d'aluminium, l'édifice — qui est plus grand que le stade olympique de Séoul — a tout l'air de satisfaire l'orgueil national nord-coréen. Et pourtant, l'un des chefs de chantier, M. Paek, ne cache pas son indignation : « Nous avons travaillé nuit et jour depuis deux ans et nous sommes privés par les impérialistes du couron-

nement de nos efforts! », dit-il, véhément, en réponse à une question sur la non-participation de la Corée du Nord aux J.O.

Trois mille cinq cents ouvriers travaillent à ce stade monumental, l'un des plus grands du monde. Il pourra accueillir cent cinquante mille spectateurs (soit pratiquement un dixième de la population de Pyongyang et près de deux fois plus que celui de Séoul).

Ce qui devait être le village olympique, le long de la monumentale avenue Gwang-Bok à douze voies bordée de gratte-ciel qui conduit à Mankyungdai — le village natal, sanctuaire du président Kim Il Sung, — restera vide le 17 septembre.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 6.)

DEMAIN

un nouveau rendez-vous emploi

COMMUNISTE
INSTITUTE
Tel: 42-55-33
FRANCE
PRODUCTION
INSTITUTE
Tel: 42-55-78
FRANCE
Formations
Philosophie
Méthodes
Études
D'Économie
Supérieure
L'École Supérieure



مكتبة من الأصل

Débats

CIRCULATION

Pour un « ciel unique européen »

Par MICHEL INCHAUSPÉ (*)

UN Airbus français frôle, au-dessus de l'Angleterre, un avion-cargo britannique. Plusieurs milliers de passagers sont bloqués, de très longues heures durant, à l'aéroport de Palma. Les usagers d'Air Inter ont renoncé — sans même tenir compte des grèves — à une quelconque ponctualité en fin de semaine.

Ces trois exemples parmi d'autres, nombreux cet été, renforcent un constat d'urgence établie : c'est bien l'Europe entière qui est malade de son trafic aérien. Le diagnostic est d'ailleurs clair : c'est tout simplement d'encombrement que souffre notre ciel.

L'Association des lignes aériennes européennes (AEA), qui regroupe les principales compagnies, a pu constater que 10 % des retards européens en juin dernier étaient liés à des problèmes d'encombrement qu'expliquent la hausse de près de 8 % du trafic sur le Vieux Continent entre janvier et juin. L'IATA, pour sa part, nous assure une hausse constante du trafic sur cette zone de l'ordre de 6 % par an jusqu'en 1992.

Au début de cette décennie, la législation française entrainait une situation devenue de fait en limitant la portée de l'accord de 1960 qui avait créé l'organisme Eurocontrôle, initialement chargé de suivre tous les appareils volant au-dessus de 6 000 pieds (2 000 mètres) sur la surface européenne, les contrôles nationaux assurant la charge des vols de moindre altitude.

L'organisme avait vu plusieurs des pays par lesquels il avait été créé reprendre leur autonomie — et les centres qui avaient été construits pour lui. Eurocontrôle devenait une simple structure de concertation et de coopération interétatique.

Un échec patent

L'échec est aujourd'hui patent : la régulation de la circulation aérienne en Europe n'est, pour le moins, pas satisfaisante.

Il est donc temps de réagir : serait-il convenable, en effet, que dans moins de cinq ans, les seules frontières restantes en Europe soient celles de notre ciel ?

On ne doit pourtant pas sous-estimer les difficultés réelles qui s'opposent à la réalisation d'un véritable contrôle européen intégré du trafic aérien : difficultés d'ordre militaire d'abord, celles-là même qui ont eu raison de la volonté initiale de 1960 et qui, pour la France, sont aggravées par l'étroite imbrication de nos systèmes de contrôle civils et militaires ; difficultés techniques ensuite — qui tendent à s'estomper d'ailleurs grâce au rôle maintenu d'Eurocontrôle, — inhérentes aux différences des matériels utilisés par les pays européens ; difficultés sociales enfin — et presque surtout — en raison des statuts disparates des personnels des pays concernés.

Lançons — nous Français qui portons quelques responsabilités dans cette affaire — des initiatives porteuses de renouveau.

C'est au président de la République tout d'abord que revient le rôle de proposer à ses partenaires européens, l'inscription du dossier de la relance d'Eurocontrôle à l'ordre du jour du prochain sommet des chefs d'Etat, à Rhodes, en décembre de cette année.

C'est au Premier ministre ensuite de demander au ministre des transports et au ministre de la défense d'engager des études communes permettant d'envisager des solutions éventuelles au surpeuplement du ciel, en préservant nos secrets militaires. L'utilisation des couloirs aériens militaires pourrait, à cet égard, être discutée.

C'est au ministre des transports, bien sûr, qu'incombe de nombreuses autres initiatives qui vont de l'augmentation sensible du budget destiné à la formation des contrôleurs à la demande à formuler à l'AEA pour que soient constitués en son sein des groupes de travail consacrés à l'étude de quelques idées. Par exemple, une nouvelle politique commerciale (les vols de nuit, courants aux Etats-Unis, n'existent pratiquement pas chez nous) ; les besoins futurs en aéroports européens : la standardisation des matériels informatiques ; ou la proposition récemment émise par le responsable d'une association internationale de passagers, qui consisterait à réserver aux problèmes aéronautiques les recettes des taxes diverses que touche l'Etat dans ces domaines.

Cette simple énumération trace l'ampleur de la tâche. Cessons de parler de l'Europe. Construisons-la.

(*) Député RPR des Pyrénées-Atlantiques, rapporteur du budget de l'aviation civile.

RENTREE

Le lycée au point de rupture

par GUY COQ (*)

EN quelques années, le lycée est devenu un des principaux points chauds dans le système scolaire français. Il accueille, en effet, les tranches d'âge concernées par l'enjeu d'un prolongement de la scolarité dans les années à venir ; impératif qui s'est traduit par le mirage aux alentours des 80 % de jeunes au niveau bac, ce qui ne veut pas dire grand-chose. Or, à cause de l'imprévoyance des gouvernements depuis quinze ans, cette vénérable institution atteint, à la rentrée 1988, un véritable point de rupture. Plusieurs maux accumulent leurs effets pour rendre trop actuelle la formule du lycée impossible.

Le premier est l'accablant du nombre. Sur la foi d'experts étourdis, la gauche a laissé se produire et s'accroître à partir de 1981 un bourrage sans précédent des classes de lycée. En cette rentrée 1988, ce remplissage atteint un véritable point de rupture ; la moyenne nationale d'élèves par classe de seconde dépasse treize-huit ! Bien entendu, dans les classes de Louis-le-Grand, où il n'y a que des jeunes sumo et sélectionnés, on pourrait aller jusqu'à cinquante élèves par classe, cela ne changerait rien aux résultats. Mais n'oublions pas que dans la plupart des cas cet accroissement des effectifs en seconde s'est fait en abaissant le niveau d'exigences à la sortie des classes de troisième. Il y a donc aujourd'hui, en somme dans les classes de seconde, une certaine quantité d'élèves qui exigeraient un suivi soigné, une individualisation du rapport pédagogique, une attention qui sont strictement

impossibles quand les enseignants ont une charge globale d'élèves tout simplement excessive.

Pour faire face à un tel problème, il est totalement ridicule de donner à croire que si les enseignants baignent dans des « projets pédagogiques », s'ils décident de travailler autrement, tout ira bien ! Ou alors il convient d'annoncer clairement l'ampleur des moyens supplémentaires qui sont accordés et comment ! Mais logiquement, pour dédoubler des classes, il faut recruter des enseignants.

Dans l'immédiat, le débordement du nombre même le décourageant chez les professeurs de lycée. C'est une situation intenable, aucun discours légitime n'y remédiera, pas même la publicité !

Le second mal qui accable l'enseignement secondaire français est le manque de courage des politiques devant le problème de la sélection de l'élite. Cela dit pour parler le langage de la provocation...

En 1980, pour prolonger la pseudo-démocratisation attribuée à la réforme Haby dans les collèges, on décréta que la classe de seconde serait indifférenciée. Quelle nuit du 4 août ! Tout le monde irait, au lycée, dans les mêmes classes de seconde. En cours d'année, tranquillement, chacun pourrait s'orienter... On le sait depuis de nombreuses années, il s'agit là d'une dangereuse et trompeuse fiction. Pourquoi ?

Dans le lycée, il y a aujourd'hui une voie d'excellence et une autre. Elle commence d'ailleurs dans certains collèges. Elle se prolonge

dans l'état d'esprit qui gouverne la classe de seconde, où l'enjeu valorisé est de détecter la minorité d'élèves qui accéderont à la filière S en première. Les autres, la majorité, seront déjà orientés par un échec. De plus, l'orientation en première scientifique se fera selon les critères d'un possible succès au bac C. Ce dispositif transforme la classe de seconde en véritable coupe-retard.

Verser des larmes de crocodile sur le problème des redoublements ne changera rien au constat. Réduire d'autorité le nombre de redoublements serait prendre l'effet pour une cause. L'urgence serait de voir quelles diversifications des cursus seraient possibles dès la seconde, et de multiplier, sans retard, les seconds cycles de lycée en quatre ans. On n'économiserait sûrement pas, par rapport au coût des redoublements, mais on diminuerait moins d'élèves.

Que la sélection en fonction de la seule perspective de préparer les grandes écoles — qui est le sens de la filière C — soit un problème préoccupant pour le fonctionnement de l'enseignement secondaire en France, on peut le montrer d'une autre façon encore. Car l'impératif de sélectionner selon la seule perspective de la terminale C a complètement déséquilibré la notion même d'une culture scientifique, et cela dans la totalité du système scolaire. Un certain type de sélection pour les sciences appauvrit la culture scientifique elle-même. Des universitaires commencent à le dire ! Mais cette destruction de la culture scientifique

(*) Professeur de philosophie, membre du comité de rédaction de la revue *Esprit*.

per la sélection déséquilibre en même temps tout le processus de culture générale dans l'ensemble du système scolaire.

Pour clore cette liste non exhaustive, mais déjà longue, des maux qui accablent le lycée, précisons que l'Etat est actuellement sans solution devant un problème qui est pourtant l'une des clefs du traitement : le recrutement des enseignants. Pourtant, l'importance des départs à la retraite d'enseignants dans les dix dernières années du siècle était prévisible depuis vingt ans. On pouvait penser que les pouvoirs publics faisaient des comptes justes. Illusion ! On a découvert le désastre depuis deux ans seulement, alors qu'il aurait fallu depuis longtemps recruter, pour éviter le vieillissement des profs et pour anticiper les départs. Maintenant, il faut d'urgence des surdoses d'imagination pour faire face.

Pour toutes ces raisons, la rentrée des lycées ne fait cette année comme sur un baril de poudre. Trop d'attentisme à courte vue, trop de beaux discours critiqués sur les caractères originaux de l'enseignement secondaire, auquel tiennent et croient les professeurs, trop d'inconscience sur le poids financier inévitable d'un enseignement de masse, trop de mépris peut-être pour le travail qui se fait dans le lycée, tout est prêt pour une crise majeure dont les mouvements de décembre 1986 ne furent que signes avant-coureurs. Les discours officiels devront désormais tenir compte de cette situation éminemment instable.

REPRÉSENTATION

Parlement et société civile

par JACQUES DE MONTALAIS (*)

personnalités n'appartenant pas à la classe politique.

Est-ce la faute de la société civile si le comportement de l'Assemblée nationale, pour ainsi dire devenue le véritable pouvoir exécutif sous la IV^e République, donna si longtemps au pays le spectacle de chutes ministérielles incessantes et de l'effacement des phrases d'un Mendès France ? Il en reste quelque chose dans la mémoire collective.

La « volonté générale »

Est-ce la faute de la société civile si les manifestants de 1968 passaient devant les grilles du Palais-Bourbon sans lui accorder plus d'importance qu'à la poste du quartier ? C'est peut-être regrettable, mais que les parlementaires en

(*) Ancien rédacteur en chef de la *Nation*.

général aient désormais moins de prestige aux yeux de l'opinion que les représentants éminents de la société civile, c'est un fait.

D'ailleurs, l'Assemblée nationale en particulier n'a guère donné un haut exemple de la qualité de ses débats par les invectives haineuses et les puerils chahuts dont le public de la télévision a pu être le témoin chaque mercredi depuis quelques années. Ce qui n'a pas empêché M. Alain Juppé, secrétaire général du RPR, de condamner — dernier avatar d'un « rassemblement » plus que jamais éloigné des conceptions du général de Gaulle — le recours au référendum sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, sous prétexte que le Parlement aurait dû être consulté.

Après tout, la presse et les syndicats, depuis longtemps, comme de plus en plus les sondages et les associations, sont bel et bien eux aussi d'incontestables reflets de l'opinion sans être pour la plupart, loin de là, des groupes de pression, même s'ils ne représentent évidemment pas la « volonté générale », comme disait Rousseau. On y découvre d'ailleurs, ici et là, beaucoup de sagesse et de remarquables compétences.

« Le peuple, qui était auparavant le ferment du changement social, s'est « élevé » : il est devenu le ferment de la cohésion sociale », lisait-on dans « l'Homme unidimensionnel », d'Herbert Marcuse, au moment des troubles de 1968. Le Parlement, c'est-à-dire les partis tels qu'on les voit fonctionner, représente-t-il bien ce peuple comme il le devrait ? Le président de la République, ce président que le peuple seul choisit, et qu'il vient pour la première fois de réélire, ne le représente-t-il pas mieux désormais, du moins jusqu'à ce qu'il déçoive, quand il déçoit ?

En somme, compte tenu de la complexité de certaines situations, il paraît souhaitable qu'au-delà des partis et de leurs crispations, la société civile puisse davantage contribuer parfois à leur solution. La nomination d'un médiateur allait déjà dans ce sens. On ne voit pas pourquoi ce ne serait pas le bon. Car le pouvoir exécutif peut évidemment toujours omettre de s'inspirer des constatations ou conclusions qui lui sont transmises.

Les participations élargies dont rêva de Gaulle sont tout à fait susceptibles, dans une société infiniment plus évoluée que celle des Cahiers de 1789, de constituer un réel progrès que la République devrait être capable d'organiser.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Téléc. MONDIPAR 850572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Fauret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile :
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde PUBLICITE
5, rue de Montparnasse, 75007 PARIS
Tél. : (1) 42-55-91-82 ou 45-55-91-77
Téléc. MONDPUB 286 136 F

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437
ISSN : 0395-2037
Microfilms et Index du Monde
Renseignements au (1) 42-47-99-81.

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS
3 mois	354 F	399 F	504 F	687 F
6 mois	672 F	762 F	972 F	1 337 F
9 mois	954 F	1 089 F	1 404 F	1 952 F
1 an	1 200 F	1 380 F	1 800 F	2 530 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, Renvoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse immédiats ou ultérieurs : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

7 F
NUMÉRO DE SEPTEMBRE
Le Monde
dossiers et documents

De de Gaulle à Mitterrand LES TRENTE ANS DE LA CINQUIÈME

- La fondation
- Les bases du régime
- La république gaullienne
- Les héritiers
- La Cinquième à gauche
- Ruptures et continuités.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

Etranger

ÉTATS-UNIS : la préparation de l'élection présidentielle

Le « vrai » coup d'envoi d'un duel qui s'annonce très serré

WASHINGTON
de notre correspondant

Les choses sérieuses commencent, ou, en tout cas, elles devraient commencer. Une longue tradition de la politique américaine veut que la véritable campagne, celle qui compte pour les électeurs, démarre le premier lundi de septembre, jour de la Fête du travail (« Labour Day »). Pour la circonstance, M. Bush était en Californie, un État d'importance vitale pour lui, tandis que M. Dukakis se multipliait dans pas moins de quatre États indiens.

Désormais, les deux candidats se sont accordés plus de répit, d'ici à l'élection du 8 novembre, combattant sur tous les fronts, suivis de centaines de journalistes et assistants de services en tout genre, avec deux objectifs majeurs : marquer l'adversaire, par toutes sortes de manœuvres offensives ou défensives, et s'imposer à l'attention des médias, si possible sur un terrain favorable. Par la même occasion, ils devraient en principe préciser leurs intentions — c'est du moins ce qu'on attend d'eux — mais cette attente pourrait bien être déçue, si l'un comme l'autre continuent à se comporter comme ils l'ont fait depuis le début de la campagne.

Bien sûr, cela fait une éternité — plus d'un an — que M. Bush et M. Dukakis parcourent en tous sens le pays, prononçant une infinité de discours — presque toujours les mêmes — répondant à des questions, elles aussi presque toujours semblables. Les primaires, qui leur ont permis de se débarrasser, sans grand mal, de leurs rivaux, sont déjà loin, et même le souvenir des deux conventions, démocrate et républicaine,

dont l'un et l'autre ont su tirer avantage, commencent à s'estomper.

Leurs deux colistiers sont connus, la tempête médiatique soulevée par la désignation du sénateur Dan Quayle pour figurer sur le ticket républicain s'est largement apaisée, et le jeune équipier de M. Bush peut faire tranquillement campagne, affichant son sourire et aussi d'assez jolis crocs, qu'il commence à utiliser contre l'équipe démocrate. L'acharnement, avec lequel, pendant huit jours, la presse a foudroyé sur lui et sur quelques épisodes de son passé, lui offrent, par contre, une sorte d'abri ou du moins un répit.

En attendant du neuf

En un mot, on attend du neuf, et on l'attend des deux candidats eux-mêmes. Car ces deux hommes au physique si dissemblable, mais qui font l'un et l'autre le régal des caricaturistes, sont, pour le reste, encore très mal connus du public. Leur « image politique » est floue, leur compétence réelle et la solidité de leurs convictions demeurent un point d'interrogation.

Les très fortes fluctuations des sondages qui, au début de l'été, accordaient un avantage écrasant à M. Dukakis avant de pencher légèrement dans l'autre sens au lendemain de la convention républicaine, témoignent éloquentement de cette incertitude générale.

Aujourd'hui, à en croire les dernières enquêtes d'opinion, les chances de l'un et de l'autre apparaissent à peu près égales, et des analyses plus fines, État par État, confirment que la lutte reste ouverte à peu près partout.

L'analyse politique n'est guère plus éclairante. Alors que l'Améri-

que est en paix et persiste dans une étonnante expansion économique, une certaine logique donne l'avantage au candidat de la continuité, le républicain ; mais une autre logique, celle d'excellence, veut que les Américains, rassurés sur l'essentiel, soient désormais en quête d'autre chose, et, en particulier, d'un État un peu plus interventionniste, plus soucieux aussi du sort des laissés-pour-compte. Après tout, depuis la guerre, le balancier n'a pas cessé d'alternier d'un parti à l'autre — aucun des deux n'ayant jamais réussi à garder la Maison Blanche pendant plus de huit ans.

Pour brouiller un peu plus les cartes, M. Bush affirme qu'il entend aller de l'avant, combler les lacunes laissées par l'administration actuelle (M. Reagan lui-même l'a encouragé dans cette voie, en proclamant fièrement à La Nouvelle-Orléans : « Le changement, c'est nous »). Et M. Dukakis, soucieux avant tout de rassurer, s'emploie au contraire, sur certains sujets, à chasser les botes de l'actuel président, il est allé jusqu'à affirmer que dans le domaine des relations Est-Ouest il était beaucoup plus proche de M. Reagan que son rival.

Le bruit et le silence

Plus troublante encore pour l'électeur est la tactique utilisée par les deux candidats : on fait beaucoup de bruit sur des questions secondaires, mais on reste étonnamment silencieux sur certains sujets essentiels : on déplore les attaques « personnelles » tout en contre-attaquant féroce sur le même terrain.

Certes, le parallélisme n'est pas parfait. C'est surtout M. Dukakis qui s'est appliqué, avec une constance impressionnante, à éviter

tout engagement précis, à gommer toute référence idéologique, à s'abriter derrière un rempart de mots (« compétence » ou d'objectifs inattaquables (« de bons emplois et de bons salaires »)). Mais, quoi qu'il en dise, M. Bush ne s'est pas avoué vaincu, et aucun des deux candidats n'a avancé quoi que ce soit de crédible sur l'un des plus grands problèmes que doivent affronter les États-Unis : la réduction de leur déficit budgétaire et de leur endettement.

M. Bush a seulement dit ce qu'il ne ferait pas — (augmenter les

essais de maintenir son adversaire, pour mieux le présenter comme un dangereux « libéral », presque un gauchiste... Le candidat républicain épilogue à l'en plus fin sur le permis de sortie accordé à un dangereux criminel du Massachusetts, l'État dont M. Dukakis est gouverneur, qui en a profité pour violer et tuer. Et, plus récemment, il s'est lancé dans une offensive en règle sur un sujet auquel il accorde la plus haute importance : pourquoi ne pas exiger des enseignants qu'ils fassent prêter à leurs élèves « le serment d'allégeance » — une formule

est allé s'offrir aux objectifs des caméras).

Le succès de cette jolie mise en scène n'efface pas le fait que depuis plusieurs semaines M. Dukakis a paru sur la défensive, soumis aux attaques d'un George Bush qu'on ne savait pas si pugnace, et qui a prouvé qu'il savait mettre au vestiaire sa réputation de gentil garçon pour porter, si besoin est, quelques coups au-dessous de la ceinture.

Naturellement, M. Dukakis a déploré ces « attaques personnelles » — feignant d'oublier que la convention démocrate d'Atlanta avait donné l'exemple, dès le mois de juillet, en s'en prenant avec une féroce délectation à M. Bush.

Mais il a lui aussi nettement durci le ton, et l'on s'attend à une contre-attaque en règle. M. Dukakis a d'ailleurs repris à son service M. John Sasso, qui fut, il y a un an, à l'origine d'un petit « scandale » : il avait, en sous-main fait parvenir à la presse une cassette vidéo qui avait ruiné les chances de l'un des concurrents majeurs de M. Dukakis parmi les prétendants démocrates, M. Joe Biden — surpris en flagrant délit de plagiat.

Pour préserver sa propre réputation d'homme aux méthodes toujours propres, M. Dukakis avait blâmé M. Sasso, mais il estime aujourd'hui avoir à nouveau besoin des services d'un homme qui l'a brillamment servi tout au long de sa carrière politique. Les partisans du gouverneur du Massachusetts, inquiets de voir leur candidat piétiner depuis plusieurs semaines, en attendent beaucoup.

Sauf surprise majeure, la campagne devrait donc se poursuivre, au cours des deux mois à venir, selon le modèle de ce qu'elle a été jusqu'à présent : les candidats se « couvrent » autant que possible, tout en essayant d'attaquer l'adversaire au défaut de la cuirasse. Depuis des mois, les vieux routiers des élections américaines n'ont pas cessé d'affirmer que « la bataille serait serrée et... sale », c'est-à-dire qu'on lutterait par tous les moyens. Ils ont peut-être en partie raison, mais même si rien n'est vraiment très grave, n'a encore été tenté.

JAN KRAUZE.

Pour Dan Quayle

Perestroïka = stalinisme

Depuis qu'il a pris une — très légère — avance dans les sondages, le tandem électoral républicain George Bush-Dan Quayle a repris du même coup l'offensive. Et c'est à une véritable escalade verbale que se livrent les deux candidats.

Certains croient que Quayle est un peu bête et pas très fiable dans ses déclarations patriotiques à l'emporte-pièce (qui ne se souvient que le jeune Quayle était « planqué » dans la Garde nationale au temps du Vietnam ?) Qu'à cela ne tienne, l'aspirant vice-président fait de la surenchère : « Il est malheureux, s'il est désolé le lundi 5 septembre, que Mikhail Gorbachev ait un style qui plaise tant à l'Ouest... Je ne crois pas qu'il

soit différent de Brejnev ou de tous les autres », avant de conclure : « La Perestroïka, ce n'est rien d'autre que du stalinisme réaménagé ».

Et George Bush d'approuver sans doute tacitement puisqu'il entend, a-t-il déclaré, « s'appuyer » précisément sur Dan Quayle dans le domaine de la sécurité. Après quoi, pour ne pas être en reste, le candidat républicain, que d'aucuns trouvent aussi un peu terre, y est allé de sa petite phrase-choc, pour stigmatiser la « colombe » Dukakis : « Je ne serais pas étonné que Michael Dukakis pense qu'un exercice naval est quelque chose que l'on trouve dans un manuel d'adobé de Jane Fonda... »

impôts), mais cela tient difficilement lieu de programme. M. Dukakis a vaguement laissé entendre qu'il réduirait les dépenses militaires, mais avec d'innombrables réserves, tant il crut de passer pour partisan d'une Amérique faible.

De même, aucun des deux candidats n'a avancé la moindre idée susceptible de faire avancer un tant soit peu les choses au Proche-Orient, préférant, jusqu'à présent, se cantonner sur des positions assez classiques que « sûres » : soutien à Israël, point à la ligne.

Les autres grands sujets de politique étrangère ont été eux aussi à peu près absents de la campagne : M. Bush peut s'appuyer sur l'héritage du président Reagan, en particulier dans le domaine Est-Ouest. Mais son adversaire refuse le combat sur ce terrain et préfère remettre sans cesse sur le tapis des épisodes, certes peu flatteurs, mais relativement secondaires — comme la trop longue tolérance manifestée par l'administration Reagan à l'égard de l'administration fort de Panama, le général Noriega (que l'administration Carter avait d'ailleurs traité avec la même indulgence).

M. Bush, lui, a d'autres domaines de prédilection, d'autres lieux où il

rituel par laquelle on proclame sa fidélité à la nation américaine, « one nation under God », etc.

D'habitude plus avisé, M. Dukakis s'est laissé « piéger » en réitérant son opposition à une telle mesure — ce qui lui a valu d'être accusé, implicitement, mais de manière fort dommageable — de tiédeur patriotique. Dans le même temps, une « rumeur » rapportée par un sénateur républicain accusait le futur candidat démocrate, Kitty Dukakis, d'avoir, dans le passé, brûlé un drapeau américain au cours d'une manifestation...

Le retour de M. Sasso

La famille Dukakis a bien sûr démenti, sur le ton de la plus extrême indignation. Et, pour plus de sûreté, elle est allée poser pour les photographes, à Ellis-Island, devant la statue de la Liberté, et pas moins de soixante-seize drapeaux américains, grand format (il s'agissait par la même occasion d'illustrer l'une des qualités majeures que M. Dukakis s'attribue à chaque instant : il est fils d'immigrants, et c'est donc la première génération, et c'est donc avec sa mère, Eustace, arrivée à Ellis-Island en 1913, que le candidat

Le septième ciel

Le commandant de la Vth flotte américaine basée à Naples, le vice-amiral Kendall Moranville, aurait été relevé de ses fonctions et mis à la retraite anticipée d'office à compter du 1^{er} octobre pour avoir utilisé à plusieurs reprises des avions militaires lors d'escapades amoureuses avec une jeune Italienne. Le vice-amiral a été également dégradé au rang de contre-amiral. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

Arrestation d'un colonel soupçonné d'espionnage

« Apparemment, il aurait agi seul », a déclaré le lundi 5 septembre, M. Guy Coëmans, ministre belge de la Défense nationale, après l'arrestation, à Bruxelles, d'un colonel de la force aérienne du royaume, M. Guy Binet, cinquante-quatre ans, inculpé d'atteintes à la sûreté de l'État. M. Binet a avoué avoir vendu depuis deux ans au moins des documents et des informations sur l'armée belge et la stratégie de l'OTAN à un pays de l'Est (il s'agit de l'URSS).

Il appartenait au service général des achats à l'état-major des forces belges à Evere où il était chargé des achats spécifiques de la force aérienne, qui concerne notamment les avions, les hélicoptères et les mesures de défense électronique.

Le colonel Binet était sous surveillance depuis août 1987, et en décembre dernier une enquête avait été ouverte contre lui, du fait de ses « attitudes suspectes », par le service de renseignement de l'armée. C'est la première fois qu'un officier de l'armée belge est impliqué dans une affaire de cette gravité. — (Corresp.)

Corée du Sud

Le frère de l'ancien président Chon condamné à sept ans de prison pour corruption

Le plus jeune frère de l'ancien président Chon Doo-hwan, M. Chon Kyung-hwan, a été condamné, lundi 5 septembre, à sept ans de prison et à 5,7 millions de dollars d'amende pour corruption. Des peines de un à trois ans de prison ont été infligées à cinq autres accusés, employés de l'organisme de développement rural Saemaul, dont M. Chon Kyung-hwan était le président. Un de ceux-ci n'était autre que le propre beau-frère de l'épouse de l'ancien chef de l'État. Le parquet avait requis quinze ans de détention contre M. Chon Kyung-hwan, accusé du détournement de plus de 10 millions de dollars de fonds publics.

M. Chon Kyung-hwan avait été arrêté le 31 mars, un mois à peine après que son frère eut été remplacé par le président Roh Tae-woo. Ce dernier a promis que toute la lumière serait faite sur les abus de l'ancien régime. L'opposition réclame que

l'enquête s'oriente aussi vers l'ancien président, qu'elle accuse de s'être livré à des exactions alors qu'il était au pouvoir. (Reuters, UPI.)

Cuba

Pour Amnesty International la situation des droits de l'homme s'améliore

A la suite d'une visite de ses représentants en mars dernier à Cuba, Amnesty International a publié, le mardi 5 septembre, un nouveau rapport sur la situation des droits de l'homme dans ce pays. L'organisation internationale y « salue la libération d'un grand nombre de prisonniers politiques au cours des dix-huit derniers mois, l'amélioration des conditions de détention, les réformes législatives concernant le sort des prisonniers et les limitations apportées à l'application de la peine de mort ».

Malgré ces signes d'amélioration de la situation des droits de l'homme, Amnesty International souligne que des violations se poursuivent. Le rapport critique ainsi le maintien en vigueur de lois destinées à étouffer l'opposition et à emprisonner ses membres pour délits de conscience. « Elles constituent une grave menace pour tous ceux qui s'opposent au gouvernement », écrit l'organisation internationale en demandant au gouvernement cubain de libérer les autres prisonniers d'opinion.

Au début du mois d'août, Amnesty International avait connaissance « de quelques deux cent cinquante prisonniers détenus pour des délits contre la sécurité de l'État plus un nombre indéterminé (probablement quelques centaines) de personnes emprisonnées en vertu d'autres articles du code pénal restreignant les droits fondamentaux ».

Israël

M. Shamir prochainement en Hongrie

Le premier ministre israélien, M. Itzhak Shamir, se rendra à Budapest dans quelques semaines pour une « visite de travail privée » à l'invitation du gouvernement hongrois, à l'occasion duquel il sera reçu par le président du gouvernement hongrois, à l'issue d'un entretien entre M. Shamir et M. Imre Miklós, secrétaire d'État hongrois et président du bureau d'État chargé des affaires religieuses. Au cours de cette rencontre, M. Shamir a exprimé le vœu que la visite officielle de quatre jours en Israël de M. Miklós permette

une amélioration des relations entre les deux États, a-t-on également indiqué de sources proches de la présidence du conseil israélien à Jérusalem.

Evénement d'importance diplomatique entre Budapest et Jérusalem, M. Miklós a, pour sa part, souligné « que cela sera possible dès que la situation le permettra ». « Ma visite est un signe de l'amélioration de nos relations », a-t-il ajouté. — (AFP.)

« TCHÉCOSLOVAQUIE : M. et Mme Dubcek autorisés à se rendre en Italie. — M. et Mme Dubcek ont obtenu, lundi 5 septembre, leur autorisation de sortie du territoire tchécoslovaque pour se rendre en Italie, où M. Dubek a été invité pour recevoir un titre de docteur honoris causa, à l'université de Bologne. La cérémonie, initialement prévue en septembre, a été reportée au 12 novembre, a-t-on indiqué d'une source italienne à Prague. — (AFP.)

هكذا من الأصل

UN PROVISEUR PAS COMME LES AUTRES

Marguerite Gentzittel
Madame le proviseur

Proviseur d'un des plus prestigieux établissements de France, le lycée Fénélon, Marguerite Gentzittel publie ses « carnets de métier ». Devant les dessous des cartes, l'intimité des conseils de classe, les contraintes de la gestion, les gags et les drames de la condition enseignante, elle montre qu'on ne saurait former les jeunes sans les entendre, sans les respecter.

Avec la collaboration de Hervé Hamon 89 F.

SI VOUS CROYEZ qu'une vie d'éducateur c'est triste, VOUS VOUS TROMPEZ. LISEZ CES PAGES.

SI VOUS CROYEZ qu'un proviseur n'est qu'un administrateur, loin des élèves, VOUS VOUS TROMPEZ. LISEZ CES PAGES.

SI VOUS CROYEZ qu'un chef d'établissement « arrive » muni des corps constitués, VOUS VOUS TROMPEZ. LISEZ CES PAGES.

SI VOUS CROYEZ que le « patron » d'un grand lycée parisien ne se soucie que de fabriquer à coups de maths une élite, et piètre le reste, VOUS NE VOUS TROMPEZ PAS.

Mais ce « patron » là, justement, est différent.

Éditions du Seuil

Proche-Orient

Réfugiés en Turquie, plusieurs milliers de Kurdes irakiens décident de passer en Iran

Plus de cinq mille Kurdes d'Irak, parmi les quelque cent vingt mille réfugiés ayant fui en Turquie les offensives de l'armée irakienne contre le Kurdistan, ont choisi de se rendre en Iran, a-t-on appris lundi 5 septembre de source militaire turque. Certains d'entre eux ont affirmé vouloir rejoindre d'autres combattants kurdes en territoire irakien, afin de « poursuivre la lutte contre l'armée irakienne ».

Celle-ci, selon cette même source militaire, a entrepris, depuis samedi dernier, de raser au canon des villages des régions de Herki et d'Uzumkiran, frontalières avec la Turquie et l'Iran. La canonnade était audible lundi depuis le territoire turc.

Par ailleurs, un médecin français, M. Bernard Bernedetti, délégué de l'organisation humanitaire Médecins du monde, observateur de la situation dans cette région frontalière, a affirmé, dans une lettre adressée au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, que « les nombreux témoignages recueillis auprès des réfugiés kurdes d'Irak ne laissent aucun doute sur la violence de la répression de l'armée irakienne ». Le docteur Bernedetti a demandé à M. Perez de Cuellar d'intervenir d'urgence auprès du gouvernement irakien « afin que ne soient pas exterminés des milliers de femmes, d'enfants et d'hommes kurdes ».

Le premier ministre turc, M. Turgut Ozal, a promis lundi que la Turquie assumerait ses responsabilités humanitaires face aux Kurdes irakiens et que cette attitude ne changerait pas, même en cas de pressions économiques irakiennes.

Des brûlures provoquées par l'utilisation des armes chimiques ont, en

outre, été constatées lundi sur quatre Kurdes d'Irak, par un médecin turc dans un camp « provisoire » à Yuksekova (province de Haklari, extrême sud-est de la Turquie, à 25 kilomètres de la frontière turco-irakienne). « J'ai constaté des plaques de brûlure sur la peau et de la conjonctivite aiguë dans les yeux de certains malades, causées par des armes chimiques », a-t-il ajouté en demandant que son nom ne soit pas cité, car « il a une famille qui peut avoir des problèmes ».

Ankara avait jusqu'à maintenant gardé le silence sur l'utilisation des armes chimiques par l'armée de Bagdad. Le gouvernement irakien avait reconnu, vendredi soir, par un porte-parole de sa délégation aux pourparlers de Genève, que l'armée irakienne avait lancé une opération contre les « traitres » kurdes dans le nord du pays, tout en niant l'utilisation d'armes chimiques.

A Damas, le président Assad a reçu, lundi, M. Djafar Talebani, chef de l'un des deux principaux mouvements kurdes en lutte contre le régime de Bagdad.

Parallèlement, les pays arabes du Golfe ont décidé d'intervenir afin de tenter de débloquer les négociations irano-irakiennes de Genève. Ils ont mandaté à cette fin l'ambassadeur d'Arabie saoudite aux Etats-Unis, le prince Bandar Ben Sultan, pour mener des consultations avec les représentants des deux pays. Commencées il y a douze jours, ces négociations n'ont encore donné aucun résultat. Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, qui mène la délégation aux pourparlers de Genève, pour le compte du régime de Bagdad, a déclaré mardi soir pour Nicosie, où se tiendra, à partir de mercredi, une conférence ministérielle des pays non-alignés, mais a finalement préféré rester à Genève pour y poursuivre ses travaux. — (AFP.)

Le président Khamenei refuse la démission du premier ministre iranien

Le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a remis, lundi sa démission au président Ali Khamenei, qui l'a refusée mardi 6 septembre, rapporte l'agence iranienne IRNA. Dans sa lettre informant le chef de l'Etat de son intention, M. Mousavi expliquait que, s'attendait que huit de ses ministres soient récusés par le Parlement lors d'un vote de confiance prévu pour mardi, il ne pouvait plus assurer sa tâche. M. Mousavi, qui occupe ses fonctions depuis 1981, proposait de continuer à gérer les affaires courantes en attendant la nomination de son successeur.

M. Mousavi avait été reconduit après les élections législatives de mai dernier, mais si lui-même avait obtenu la confiance des députés son gouvernement n'aurait pas encore passé l'épreuve du vote de confiance par le Parlement, vote qui devait intervenir mardi.

Homme fort du régime islamique, le président du Parlement, M. Rafsanjani, avait été nommé, début juin, commandant en chef par intérim des forces armées. Fin juillet, l'Iran acceptait officiellement un cesse-le-feu avec l'Irak après huit ans de guerre. — (AFP, AP, Reuters.)

ISRAËL

L'armée éclaboussée par une affaire de corruption

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'image de l'armée israélienne, une des institutions les plus respectées du pays, avait déjà été écornée par certains comportements observés dans les territoires occupés. Elle vient de prendre un nouveau coup avec la découverte, au sein de la division du personnel, d'un réseau de corruption auquel participaient des officiers supérieurs, et dont l'objet était de vendre de faux certificats médicaux permettant d'échapper au service militaire. L'affaire — révélée lundi 5 septembre par la police — a moins choqué par son ampleur, somme toute encore modeste, que parce qu'elle entame cette notion de « peuple en armes » ou d'« armée populaire » qui fonde la défense du pays. On touche ici à l'un des piliers de l'Etat — la sécurité — et à une des institutions — le service militaire — que personne n'a jamais osé remettre en question. Que des officiers, et notamment deux lieutenants-colonels et deux capitaines, aient participé à ce réseau n'a fait qu'ajouter à la stupeur : seize suspects ont été arrêtés, huit militaires et huit civils, parmi lesquels un médecin et des informateurs.

Contre de « très fortes sommes d'argent », le réseau délivrait des faux certificats médicaux permettant d'échapper au service (trois ans et demi pour les hommes, deux ans et demi pour les femmes). Le réseau changeait ensuite les données informatiques sur les ordinateurs de l'armée. Depuis novembre dernier, une soixantaine de jeunes gens auraient été libérés de leurs obligations militaires.

L'affaire ne paraît pas liée au soulèvement dans les territoires occupés et elle lui est antérieure. Si la mission de police et de répression d'une population civile impartie à l'armée au Cisjordanie et à Gaza peut susciter des doutes, quelquefois un malaise très profond, il y

a eu peu de véritables refus de servir depuis le début du soulèvement.

Pourtant, l'intifada (soulèvement des Palestiniens) a amené le gouvernement à doubler les périodes de réserve (soixante jours). Et nombre d'Israéliens n'en démontrent que plus vivement ce qu'ils considèrent comme le « véri-

table scandale des exemptions militaires » dans le pays : celles dont bénéficient quelques seize mille étudiants des yeshivas, les écoles religieuses, en vertu d'un vieux pacte conclu au début de l'Etat entre Ben Gourion et les partis religieux.

ALAIN FRACHON.

L'OLP dément les propos conciliants de M. Arafat rapportés par Marek Halter...

A la suite de la parution, dans le Monde daté du 31 août, d'un « Point de vue » dans lequel l'écrivain français Marek Halter posait un certain nombre de questions à M. Yasser Arafat, après avoir été reçu à Tunis par le chef de l'OLP, un porte-parole de la centrale palestinienne a démenti, lundi 5 septembre, les déclarations que M. Halter attribuait à M. Arafat.

Dans une déclaration publiée par l'agence palestinienne d'information Wafa à Tunis, ce porte-parole a affirmé que « les propos attribués à M. Arafat

sont dénués de fondement et ne visent qu'à défigurer les positions de l'OLP sur différentes questions ».

Dans le texte publié par le Monde, ainsi que par le New York Times et Maariv, M. Halter déclarait notamment que M. Arafat lui avait dit vouloir « un Etat palestinien à côté de l'Etat d'Israël », préférer des négociations directes entre les Israéliens et les Palestiniens à toute autre voie de règlement, préconiser une fédération palestinienne-jordanienne « avec ou sans le roi Hussein ».

... mais l'écrivain maintient ses affirmations

Après ce démenti, Marek Halter nous a adressé le texte suivant :

« Après huit jours d'hésitation et, parait-il, d'affrontements au sein de la direction de l'OLP, c'est la politique du dialogue qui l'a emporté. Car en revenant sur les propos de Yasser Arafat rapportés dans mon article, la centrale palestinienne semble affirmer :

« 1. Que l'OLP n'est pas prête à engager des pourparlers de paix avec Israël ;

« 2. Qu'elle ne projette nullement l'abandon de la charte nationale pale-

stinienne qui prévoit la destruction d'Israël ;

« 3. Qu'elle rejette l'idée d'une fédération palestinienne-jordanienne ;

« 4. Et enfin qu'elle n'est pas décidée à constituer un gouvernement provisoire qui signerait la paix avec l'Etat juif.

« Tout cela ne réjouira que ceux qui estiment que la seule proposition que l'OLP n'ait jamais démentie est sa volonté de détruire Israël. »

Europe

GRANDE-BRETAGNE : au congrès du TUC à Bournemouth

Le pays a changé, nous aussi nous déclarer le leader du syndicat exclu

M. Eric Hammond, secrétaire général du syndicat des électriciens, a quitté la salle avant qu'on l'en prie. Le congrès annuel du TUC, la confédération des syndicats britanniques, a donné lieu peu après son ouverture, le lundi 5 septembre, dans la station balnéaire de Bournemouth, dans le sud de l'Angleterre, à une scène spectaculaire. Le leader des électriciens s'est levé en silence quelques minutes avant le vote presque unanime qui expulsait son syndicat. M. Hammond avait prudemment choisi de s'asseoir près de la sortie...

BOURNEMOUTH
de notre envoyé spécial

M. Eric Hammond a accepté de répondre aux questions du Monde quelques heures après son expulsion du TUC.

« Quels sont les effets pratiques de votre exclusion ?
— Le seul résultat immédiat est que nous serons un peu plus riches. Nous n'avons pas à payer nos cotisations annuelles qui s'élevaient à environ 250 000 livres (2,6 millions de francs).
— Que pensez-vous en quittant le TUC ?

— Rien. Nous avons toujours été un syndicat très indépendant, notre relation avec le TUC était essentiellement à sens unique, nous lui donnions plus que nous n'en recevions.

— Avez-vous constaté vos adhésions ?

— Oui, il y a eu un vote par correspondance. Ils ont soutenu ma position contre la direction du TUC à plus de 80 %.

— Avez-vous tenté d'éviter la rupture ?

— Oui. Le TUC insistait sur le respect du règlement. J'aurais voulu concilier celui-ci et notre conception selon laquelle chaque syndicat doit avoir son mot à dire. J'ai mis aux voix la décision. Le TUC n'était pas prêt à l'accepter.

— Pouvez-vous rester en tant que syndicat à l'extérieur du Parti travailliste (1) ?

— Il y a une tentative pour nous exclure du parti. Je ne crois pas qu'elle aboutira. Tout d'abord, nous sommes un important pourvoyeur de fonds pour les travaillistes. La direction du parti est d'autre part que nous pouvons fournir un bon paquet de voix lors des élections législatives. Le plus important peut-être est que le syndicalisme n'est pas très populaire dans ce pays... même parmi les syndiqués. Cela ferait donc très mauvais effet si une décision touchant à la vie politique paraissait émaner du TUC. Nous sommes membres de droit du parti travailliste et nous nous défendons au besoin devant les tribunaux.

— Vous n'avez pas toujours été favorables à l'économie de marché...

— Certes. Le pays a changé lui aussi. Le Parti travailliste est, dit-on, une « Eglise » qui comporte de nombreuses chapelles. Cela permet des évolutions comme la mienne, de la gauche

à la droite, même si je n'accepte pas le qualificatif d'homme de droite dont on m'a fié. Il n'y a pas si longtemps, il était impensable pour un syndicat d'acheter des actions en Bourse. Nous l'avons fait. Nous en avons tiré un grand profit. Nous avons eu la chance de vendre une partie de notre portefeuille juste avant le crash pour acheter un château pour nos adhérents avec un parc de 120 hectares dans le sud de l'Angleterre.

— Soutenez-vous M. Kinnock ?
— Oui. Il a été très très critiqué récemment mais il n'y a pas de solution de rechange. Le Parti travailliste a toujours connu les luttes de clan. J'y contribue à mon façon.

Propos recueillis par DOMINIQUE D'AMBIRES.

(1) Les syndicats britanniques ont un statut constitutionnel du Parti travailliste au sein duquel ils contribuent pour une large part.

URSS : le procès de la « mafia ouzbèke »

M. Tchourbanov aurait mis en cause M^{me} Galina Brejneva avant de se rétracter

Moscou (AFP, Reuters). — Le genre de Leonid Brejnev, M. Iouri Tchourbanov, avait impliqué la fille de l'ancien numéro un soviétique, M^{me} Galina Brejneva, au cours de l'instruction ouverte contre lui pour corruption, mais il s'est par la suite rétracté, selon l'acte d'accusation lu au premier jour de son procès, qui s'est ouvert lundi 5 septembre à Moscou.

Au cours de l'instruction, qui a duré plus d'un an, M. Tchourbanov a avoué avoir donné 300 000 roubles (environ 3 millions de francs au cours officiel) à Galina. M^{me} Galina Brejneva n'était pas présente lundi pour l'ouverture du procès. « Elle se sentait très mal et elle n'a donc pas pu venir aujourd'hui. Si elle se rétablit, elle viendra certainement à son mari », a dit aux journalistes M^{me} Andreï Makarov, l'avocat de M. Tchourbanov. Auparavant, celui-ci avait fait une courte plaidoirie, après que les neuf inculpés eurent déclaré leurs identités, critiquant la presse soviétique pour avoir publié des détails qui pourraient porter préjudice à son client. Il a aussi dénoncé des vices de forme, affirmant que le président du Soviet suprême n'avait pas, comme il l'aurait dû, publié un décret sur l'extension de la détention de son client.

Les accusations retenues contre M. Tchourbanov, ancien premier vice-ministre de l'intérieur, établissent un lien entre l'accusé et l'ancien ministre de l'intérieur, Nikolai Tchubelov, qui s'est donné la mort en 1984. M. Tchourbanov, limogé

de son poste en 1984, est ainsi accusé d'avoir détourné des fonds destinés à l'achat d'une montre en or pour le ministre des Technologies, M. Gustav Husak. La montre a en réalité été offerte à Tchubelov à l'occasion de son sixième anniversaire. Le genre de Brejnev est également accusé d'être servi du ministère de la défense pour se faire construire une datcha personnelle.

Le premier jour du procès a été marqué par deux incidents : la séance a dû être interrompue pendant une heure parce qu'un des neuf accusés souffrait de problèmes cardiaques et un autre est ensuite réapparu dans le box des accusés portant autour de la tête un bandage de gaze qui lui couvrait l'œil gauche. « Il a été opéré il y a peu de la cataracte », a expliqué un responsable.

Chemise noire sans cravate et veste grise, le genre de Brejnev a fait preuve tout au long de la journée d'un grand calme, esquissant même quelques sourires à l'intention des photographes.

Quatre jours seront nécessaires pour la lecture de tous les chefs d'accusation, consignés sur mille cinq cents pages et qui portent sur la période 1976-1982. Une centaine de personnes munies de laissez-passer spéciaux ont assisté à cette première audience. Malgré l'écho de ce procès dans la presse soviétique et dans les médias étrangers, la télévision soviétique n'a diffusé lundi soir qu'un bref communiqué de l'agence Tass sur le sujet, sans aucune image.

POLOGNE : les leçons de la crise politique vues de Moscou

Le pluralisme syndical n'est pas une hérésie nous déclare un responsable soviétique

(Suite de la première page.)

Dans ce brouillard, la direction soviétique est donc d'autant moins encline à vouloir imposer une solution que la situation polonaise ne lui semble pas devoir être « dramatisée » dans la mesure où elle serait à la fois marquée par le « réalisme » des dirigeants et le « désir d'harmonie » de la population.

Les premiers, dit M. Chichiline, « ne considèrent pas que les décisions sont prises au hasard ; ils admettent avoir commis pas mal d'erreurs, sont constamment en train de chercher de nouvelles voies, restent toujours très attentifs aux exigences des travailleurs et cherchent à faire entrer dans leur processus de renouveau national toutes les forces du pays ». « En ce sens, ajoute le responsable soviétique, les dernières conversations entre le général Kiszczak (le ministre polonais de l'intérieur) et Lech Walesa sont une bonne preuve de ce réalisme auquel nous rendons hommage ».

Quant à la société polonaise, « toutes ses couches sociales, libres en développement et stable (et), nous applaudirons toujours toute normalisation de la situation, car nous y verrons un renforcement de notre partenariat socialiste et de notre alliance ».

Mais quelle sera la réaction soviétique à cette normalisation passait, à court ou moyen terme, par un retour de la Pologne au pluralisme syndical ? Réponse : « Le Parti communiste de l'Union soviétique n'a pas de droit de veto sur les affaires intérieures polonaises (et) ce n'est pas l'option du PC, en fait, qui importe, mais les réalités de la situation (qui) excluent une simple répétition des événements de 1980 (...) ». « Nous n'appréhendons pas une réapparition de Solidarité », poursuit M. Chichiline, en ajoutant que « les hommes qui ont

participé à Solidarité sont aujourd'hui à même de jouer un rôle plus important ».

Est-ce à dire qu'idéologiquement parlant le Parti communiste soviétique ne considère pas le pluralisme syndical comme contraire au marxisme-léninisme ?

« Le marxisme-léninisme, ce n'est pas le code de la route mais une théologie engendrée par les réalités de la vie, qui sont elles-mêmes changeantes, répond M. Chichiline. Lisez : vous ne trouverez aucune définition des formes que doit prendre le syndicalisme. Non, du point de vue de notre religion, le pluralisme syndical n'est pas une hérésie ».

L'éventuel retour de la Pologne à ce pluralisme ne risquerait-il pas, dans les périodes de difficultés socio-économiques qui s'annoncent, d'inciter les salariés soviétiques à suivre cet exemple ? « Tout est possible, la vie sociale peut connaître des développements très divers, et c'est la raison pour laquelle nous voulons garder au parti son rôle d'avant-garde afin qu'il puisse faire les choix qui s'imposeraient. »

Réforme politique

Est-ce à dire qu'en parlant des leçons que vous tirez de la situation polonaise vous pensiez aussi aux formes que doit prendre le mouvement syndical ? « Je pensais d'abord à la réforme économique et au moyen d'éviter qu'elle ne lèse telle ou telle couche. Mais le plus important instrument de succès de cette réforme économique, c'est la réforme du système politique. Cela a été beaucoup dit durant la conférence [du PC soviétique, en juin dernier] mais il ne faudrait pas faire l'erreur de croire que les décisions qui y ont été prises sont notre dernier mot. Ce n'est que le premier, et d'autres réformes sont à venir. »

« TURQUIE : visite du ministre grec des affaires étrangères. — M. Carolos Papoulias est arrivé, le lundi 5 septembre, à Ankara pour présider, avec son collègue turc, M. Mesut Yilmaz, la réunion de la deuxième commission politique turco-grecque. Au cours de son séjour, M. Papoulias sera reçu par le président Evren et le premier ministre, M. Ozal. Une commission de coopération économique se réunira en même temps à Athènes. Ces commissions ont été créées dans le cadre de la normalisation des relations greco-turques, amorcée lors de la rencontre à Davos (Suisse) en janvier dernier des deux chefs de gouvernement. — (AFP.)

TAPIS PERSANS
FAITS MAIN
exceptionnellement
soldés à
30% 50%
et à
MAISON DE L'IRAN
65, Champs-Élysées (8^e)

exemples :
GHON sole 160 x 108
40.000 F - 26.000 F
NAIN laine et soie
185 x 115
26.000 F - 16.000 F
KARADAN laine
245 x 125
5.000 F - 3.000 F
CHIRAZ laine 300 x 200
24.000 F - 12.000 F



Asie

Les inondations au Bangladesh

A Tangail, le pire est encore à venir...

Les forces armées du Bangladesh ont été déployées pour porter secours aux quelque vingt-cinq millions de sans-abri, a annoncé, lundi 5 septembre, le ministre de la défense. Cinquante des soixante-quatre circonscriptions du pays ont été envahies par les eaux.

Tangail (AFP). — Le pire est encore à venir pour les quelque 2,7 millions de sans-abri bloqués sur les toits ou isolés sur des portions de routes du Tangail, région située à 100 kilomètres environ au nord de Dacca et dévastée par les inondations. Ici, les sinistrés ont perdu leur maison et tous leurs biens. Une quarantaine de personnes — surtout des bébés et des vieillards — sont morts pendant la catastrophe. Plus de la moitié ont été emportés par les flots, les autres ont succombé à des morsures de serpents venimeux.

Sur des kilomètres, on n'aperçoit pas une seule tête de bœuf, au milieu de cette eau brune qui s'est précipitée le 29 août du haut de l'Himalaya, engloutissant les trois quarts du territoire du Bangladesh. Seuls émergent des eaux les toits des maisons, les cimes des arbres et quelques parcelles de terrain élevées. Dans la ville de Tangail, la

dysenterie s'est déjà déclarée parmi les quelque onze mille réfugiés qui ont été relégués provisoirement dans les étages supérieurs des écoles et des hôpitaux ainsi que dans le stade municipal.

Pénurie d'eau potable

Les autorités ont distribué des pilules pour désinfecter l'eau, indique M. Mubaidul Islam, un responsable de la région, mais « il n'y en a pas assez et les gens ne savent pas à quoi elles servent ». De plus, ceux qui ne possèdent pas de sampan (embarcation légère) pour rallier les antennes de secours continuent de boire de l'eau contaminée. Des responsables du ministère de la santé ont fait état dimanche de trente-huit mille cas connus de dysenterie dans tout le pays et ont indiqué que les liaisons avaient été coupées avec de nombreuses régions.

A Tangail, le marché à rouvert ses portes, mais les prix montent en flèche. A Baitali, au sud de Dacca, la montée des eaux a partiellement détruit 1 000 tonnes de riz dans la plus importante réserve de la circonscription. Les prix des denrées de base ont doublé et, comme partout,

l'eau potable fait défaut. Dimanche, dans la même zone, sur une portion de route épargnée par les flots et où se sont réfugiés plusieurs centaines de personnes, une bagarre a éclaté pendant la distribution de vivres par un hélicoptère de l'armée.

Les milliers de personnes réfugiées sur d'énormes portions de routes ou de chemins de fer éparpillés et sur des digues n'ont pas d'eau potable et, comme partout, l'eau potable et presque plus combustible pour cuire leurs aliments.

Lorsque les eaux se retireront, ceux qui auront survécu se trouveront dans une situation encore précaire car les secours et les vivres ne pourront leur parvenir avant longtemps, les routes étant impraticables et les voies de chemins de fer détruites. La communauté internationale a commencé à se mobiliser après les premiers survols par les ambassadeurs étrangers des quelque 11 700 kilomètres carrés de terres inondées. Le Japon s'est engagé à verser 13 millions de dollars, les Etats-Unis à envoyer 10 000 tonnes de blé ainsi qu'une aide financière. L'Inde a mis quatre hélicoptères à la disposition du Bangladesh. L'Australie a promis une aide, et le Canada et le Pakistan ont envoyé une contribution financière.

BIRMANIE

Des dirigeants de l'opposition lancent un ultimatum au gouvernement

Bangkok (AFP). — Des dirigeants du soulèvement en Birmanie ont lancé, lundi 5 septembre, un ultimatum au gouvernement pour qu'il démissionne d'ici à mercredi ou affronte une grève générale.

La fille du héros de l'indépendance, la populaire Aung San Suu Kyi, et l'ancien ministre de la défense Tin Oo, passé à l'opposition, ont donné au président Maung Maung jusqu'à mercredi 20 heures locales (15 h 30 à Paris) pour qu'il se démette s'il veut éviter la grève jeudi.

Cet ultimatum est intervenu alors que le gouvernement japonais, premier pourvoyeur d'aide économique, a publié une mise en garde au gouvernement birman contre « un bain de sang ».

Les cosignataires de l'ultimatum, qui ont le soutien des étudiants, ont répété lors d'une conférence de presse leurs exigences : la fin du système de parti unique et son remplacement par une démocratie pluraliste après des élections organisées par un gouvernement intérimaire.

Un ultimatum similaire a été publié lundi par un comité de grève de Mandalay, la deuxième ville du

pays, gouvernée depuis quinze jours par des étudiants et des bonzes. Bien qu'assiégé par le soulèvement depuis deux semaines, le président Maung Maung refuse de démissionner et s'en tient à un congrès du parti qui doit se prononcer, le 12 septembre, sur un référendum pour ou contre l'autorisation d'une opposition légale.

Manifestation de la « majorité silencieuse »

Répliquant à sa remarque selon laquelle la « majorité silencieuse » ne descendait pas dans la rue, des milliers de ménages ont défilé à Rangoun aux côtés d'étudiants, de médecins et de bonzes en brandissant des ustensiles de cuisine et criant : « Les coupeurs de cuisine pour les ennemis du peuple ! »

De nombreux fonctionnaires ont également ignoré un décret gouvernemental les appelant à reprendre rapidement leur poste dans les banques, les administrations et les transports, après deux semaines de manifestations de masse et d'arrêts de travail.

Quelque cent mille personnes ont, par ailleurs, inauguré, avec l'ancien premier ministre U Nu, un monument à la mémoire des étudiants tués dans les premières manifestations antigouvernementales qui ont fait officiellement quarante-trois morts en mars dernier.

Lundi, des dizaines de milliers de manifestants ont défilé de nouveau dans les rues de Rangoun. « Ce n'est pas une émeute, c'est un soulèvement, c'est une révolution », a déclaré l'ancien ministre de la défense, M. Tin U. Secrétaire général d'un groupe de vingt et un opposants modérés fondé la semaine dernière par l'ancien premier ministre U Nu, il a affirmé s'exprimer à titre personnel.

Enfin, des témoins ont déclaré que six saboteurs avaient été décapités dimanche à South-Okkalapa, dans la banlieue de Rangoun, et que deux autres avaient été brûlés vifs. Des rumeurs prétendent que des unités gouvernementales cherchent à provoquer l'anarchie par des sabotages. Les manifestants apportent leur eau et leur nourriture de peur d'un empoisonnement, selon des témoins.



INDE

Quand M. Gandhi se met la presse à dos

NEW-DELHI
de notre correspondant

L'image de marque de M. Rajiv Gandhi n'est pas assez bonne pour qu'il puisse se permettre, comme il vient de le faire, de se mettre à dos l'ensemble de la presse indienne. Pris de court par la très forte mobilisation des médias et de l'opposition, le premier ministre indien a retiré de l'ordre du jour du Rajya Sabha (Sénat) le très contestable projet de loi sur la diffamation (le Monde du 6 septembre), qui, en prévoyant des peines de prison très lourdes, impose de facto une auto-censure à la presse.

M. Gandhi a essayé d'expliquer que la liberté de la presse est son credo et que jamais il n'a été dans ses intentions de la limiter, mais plus aucun journaliste indien aujourd'hui ne le croit. Au lieu d'invoquer l'incompétence de tel ou tel ministre, M. Gandhi s'est entêté : la loi est bonne dans son principe, a-t-il expliqué, simplement un toilettage et une concertation sont peut-être nécessaires. Pour ce faire, un comité de sept membres a été nommé, à charge pour eux d'ouvrir un dialogue avec les journalistes les plus en vue. Seulement voilà, le comité en question est présidé par le ministre des affaires étrangères et comprend notamment les ministres de la défense et de l'intérieur.

Grève générale des journalistes

Les directeurs de journaux et les plus grandes signatures du pays ont opposé une fin de non-recevoir sans appel au premier ministre : pas question de discuter de quoi que ce soit à propos de cette loi : la seule attitude possible pour le gouvernement est le retrait pur et simple et définitif du projet. Lundi 5 septembre, un cortège comprenant les grands noms de la presse indienne a défilé dans le centre de Delhi.

Mardi, les journalistes indiens observent une grève générale. Le mot d'ordre est simple : « Nous défendons la liberté d'expression jusqu'à la dernière goutte de notre sang... »

LAURENT ZECCHINI.

Les chantiers olympiques en Corée du Nord

Le stade fantôme de Pyongyang

(Suite de la première page.)

Comme le complexe sportif d'Angol, qui comprend un autre stade et neuf gymnases couverts pouvant recevoir cinquante mille spectateurs, le stade de Rung-Ra restera également vide et silencieux lorsque s'ouvriront à Séoul les XXIV^e Olympiades. A 200 kilomètres au nord de la zone démilitarisée, qui sépare les deux Corées depuis trente-cinq ans, une autre ville était prête, ou presque, à accueillir des Jeux destinés à avoir lieu ailleurs.

Les travaux, qualifiés de « prioritaires », sont énormes et ont mobilisé les ressources en ciment et en acier du pays. Ils pourraient aussi être qualifiés de somptueux pour un pays dont l'économie n'est pas florissante.

Cinquante mille ouvriers, dont dix mille soldats, ont transformé en deux ans ce qui n'était que marécages et rizières en une sorte de ville fantôme, le long des 4 kilomètres de l'avenue Gwang-Bok, dont les dizaines de blocs d'immeubles de trente et cinquante étages sont encore, pour la plupart, en construction. Avec des moyens souvent rudimentaires : l'énergie humaine n'est pas éparpillée, et les chantiers où femmes et hommes pour la plupart nous dit-on, des « volontaires », — au couteau à coude, transportent sable et briques à la main, pelletent ou manient la truelle avec, en fond sonore, des chants à la gloire de l'édification de la patrie. Des images qui rappellent celles de la Chine du « grand bond en avant ».

Des travaux inachevés

Malgré toute l'énergie déployée, il aurait été difficile que Pyongyang soit prêt à temps pour accueillir les Jeux : « En une semaine, nous aurions pu tout achever à l'intérieur du stade », affirme M. Paek. Ce qui semble quelque peu présomptueux, étant donné que l'Etat du Nord a affirmé que ceux-ci ont une signification politique, elle est renversée lorsqu'il s'agit de commenter la position des Chinois et des Soviétiques qui se rendront à Séoul : « Ce sont des pays indépendants. C'est leur droit de participer aux Jeux. Ils prennent leurs propres décisions. J'espère seulement qu'ils ne feront rien qui puisse compromettre la réunification de notre pays », nous dit M. Chang Eua, secrétaire du Comité olympique nord-coréen. Notre interlocuteur estime que, dans le cas de la Chine et de l'URSS, leur décision de participer aux Jeux relève de « considérations sportives et non politiques ». Les athlètes nord-coréens sont-ils victimes de la politique ? Personnellement, je pense qu'ils sont des vain-

queurs sur le plan de la défense des ambitions nationales », affirme cet ancien champion de volley-ball qui a défendu la position de Pyongyang auprès du CIO. « Après les XXIV^e Jeux, il y aura les XXV^e. Il faut être tourné vers l'avenir. »

Se projeter dans le futur est, chez les Coréens du Nord, constamment mobilisés dans le cadre de campagnes politiques, une manière de vivre. Pyongyang respire actuellement au rythme de la préparation des cérémonies du quarantième anniversaire. Consolation ou compensation à la déconvenue occasionnée par les Jeux de Séoul ? Le discours officiel est tellement prenant, la galvanisation des énergies si constamment présente que personne ne semble avoir une opinion différente de celles des autorités.

L'unanimité est de mise. Seule une petite élite sait ce qui se passe. Mais la majorité n'a qu'une vision très partielle des choses : par exemple, elle ne connaît pas le nombre de pays qui ne participeront pas aux J.O. de Séoul. Dans les écoles, dans tous les quartiers, on se prépare sans répit au « mouvement d'ensemble ».

La décision de Pyongyang est présentée comme la conséquence de l'« entêtement des Sud-Coréens » et de « la collusion des Etats-Unis et du Japon afin de perpétuer la division de la Corée. Les olympiades sont importantes, mais le sort de la nation l'est encore plus », poursuit le communiqué. Coup de patte à l'indirect aux « pays frères » qui n'ont pas suivi la RPDC dans son boycottage. « L'histoire jugera ce qui est juste ou non dans les positions prises par chaque pays. »

Si l'argumentation des Coréens du Nord, pour expliquer leur non-participation aux J.O., consiste à affirmer que ceux-ci ont une signification politique, elle est renversée lorsqu'il s'agit de commenter la position des Chinois et des Soviétiques qui se rendront à Séoul : « Ce sont des pays indépendants. C'est leur droit de participer aux Jeux. Ils prennent leurs propres décisions. J'espère seulement qu'ils ne feront rien qui puisse compromettre la réunification de notre pays », nous dit M. Chang Eua, secrétaire du Comité olympique nord-coréen. Notre interlocuteur estime que, dans le cas de la Chine et de l'URSS, leur décision de participer aux Jeux relève de « considérations sportives et non politiques ». Les athlètes nord-coréens sont-ils victimes de la politique ? Personnellement, je pense qu'ils sont des vain-

queurs sur le plan de la défense des ambitions nationales », affirme cet ancien champion de volley-ball qui a défendu la position de Pyongyang auprès du CIO. « Après les XXIV^e Jeux, il y aura les XXV^e. Il faut être tourné vers l'avenir. »

Se projeter dans le futur est, chez les Coréens du Nord, constamment mobilisés dans le cadre de campagnes politiques, une manière de vivre. Pyongyang respire actuellement au rythme de la préparation des cérémonies du quarantième anniversaire. Consolation ou compensation à la déconvenue occasionnée par les Jeux de Séoul ? Le discours officiel est tellement prenant, la galvanisation des énergies si constamment présente que personne ne semble avoir une opinion différente de celles des autorités.

L'unanimité est de mise. Seule une petite élite sait ce qui se passe. Mais la majorité n'a qu'une vision très partielle des choses : par exemple, elle ne connaît pas le nombre de pays qui ne participeront pas aux J.O. de Séoul. Dans les écoles, dans tous les quartiers, on se prépare sans répit au « mouvement d'ensemble ».

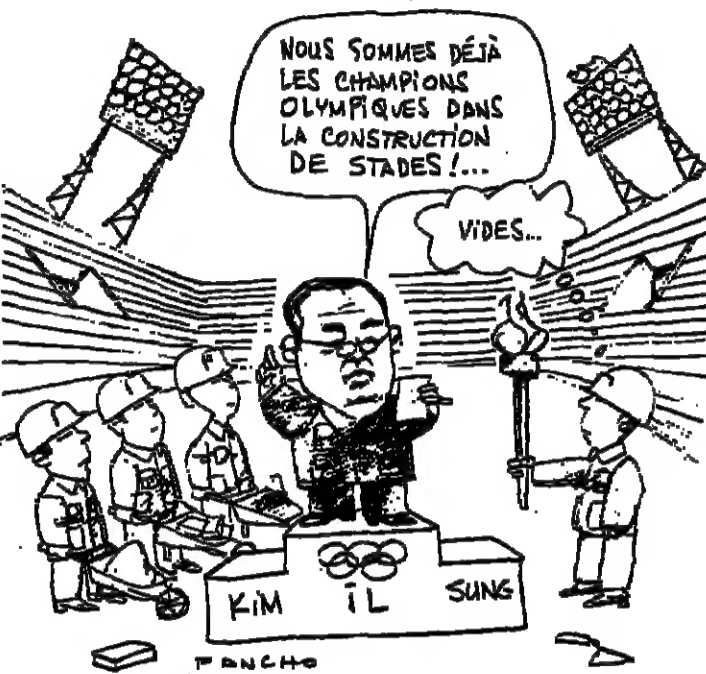
La décision de Pyongyang est présentée comme la conséquence de l'« entêtement des Sud-Coréens » et de « la collusion des Etats-Unis et du Japon afin de perpétuer la division de la Corée. Les olympiades sont importantes, mais le sort de la nation l'est encore plus », poursuit le communiqué. Coup de patte à l'indirect aux « pays frères » qui n'ont pas suivi la RPDC dans son boycottage. « L'histoire jugera ce qui est juste ou non dans les positions prises par chaque pays. »

Si l'argumentation des Coréens du Nord, pour expliquer leur non-participation aux J.O., consiste à affirmer que ceux-ci ont une signification politique, elle est renversée lorsqu'il s'agit de commenter la position des Chinois et des Soviétiques qui se rendront à Séoul : « Ce sont des pays indépendants. C'est leur droit de participer aux Jeux. Ils prennent leurs propres décisions. J'espère seulement qu'ils ne feront rien qui puisse compromettre la réunification de notre pays », nous dit M. Chang Eua, secrétaire du Comité olympique nord-coréen. Notre interlocuteur estime que, dans le cas de la Chine et de l'URSS, leur décision de participer aux Jeux relève de « considérations sportives et non politiques ». Les athlètes nord-coréens sont-ils victimes de la politique ? Personnellement, je pense qu'ils sont des vain-

queurs sur le plan de la défense des ambitions nationales », affirme cet ancien champion de volley-ball qui a défendu la position de Pyongyang auprès du CIO. « Après les XXIV^e Jeux, il y aura les XXV^e. Il faut être tourné vers l'avenir. »

Se projeter dans le futur est, chez les Coréens du Nord, constamment mobilisés dans le cadre de campagnes politiques, une manière de vivre. Pyongyang respire actuellement au rythme de la préparation des cérémonies du quarantième anniversaire. Consolation ou compensation à la déconvenue occasionnée par les Jeux de Séoul ? Le discours officiel est tellement prenant, la galvanisation des énergies si constamment présente que personne ne semble avoir une opinion différente de celles des autorités.

L'unanimité est de mise. Seule une petite élite sait ce qui se passe. Mais la majorité n'a qu'une vision très partielle des choses : par exemple, elle ne connaît pas le nombre de pays qui ne participeront pas aux J.O. de Séoul. Dans les écoles, dans tous les quartiers, on se prépare sans répit au « mouvement d'ensemble ».



qui, le 9 septembre, dans les stades et sur la place Kim-Il-Sung, au centre de la ville, mobiliseront pratiquement toute la population de Pyongyang (un million de personnes, soit les deux tiers des habitants, s'assembleront sur la grande place). S'ils avaient accueilli les Jeux, nul doute que les Coréens du Nord auraient pu en orchestrer le déroulement sans laisser au hasard le moindre détail.

PHILIPPE PONS.

Afrique

La scolarisation des enfants franco-algériens

Le lycée français d'Annaba est à son tour occupé

Le mouvement de protestation déclenché samedi 3 septembre par les frères d'élèves binationaux du lycée français d'Alger (le Monde du 6 septembre) s'est étendu au lycée Pierre-et-Marie-Curie d'Annaba, dans l'Est algérien, lui aussi occupé depuis dimanche.

Ces femmes protestent contre la décision des autorités algériennes — qui ne reconnaissent pas la double nationalité — de réintégrer leurs enfants dans le système national algérien. Lors de la visite qu'a faite dimanche, à Alger, M. Roland Dumas, il n'a pas été question que le gouvernement algérien revienne sur cette décision.

De retour à Paris, le ministre français, qui inaugurerait lundi l'assemblée plénière du conseil supérieur des Français de l'étranger, a déclaré qu'il avait plaidé ce dossier. « J'ai bon espoir que nous trouverons prochainement, dans l'amitié, avec les Algériens, les solutions humaines qui respectent l'intérêt de nos enfants », a-t-il dit. On semble rechercher du côté français des arrangements avec les Algériens sur les cas humanitaires les plus difficiles et vouloir éviter que cette question ne compromette la relance des relations franco-algériennes à laquelle les deux pays sont aujourd'hui attachés.

La visite de M. Dumas à Alger a ainsi permis de régler les modalités du déménagement du lycée Descartes demandé par les Algériens et mettre sur pied un programme de rencontres pour les deux prochains mois qui devrait déboucher sur le règlement du contentieux gazier dans un accord plus large de coopération.

KENYA

L'ivoire, le professeur et le ministre

NAIROBI
correspondance

Jusqu'à présent, dans la presse kenyanaise, les histoires de braconnage relèvent plutôt du fait divers, les éléphants décapités et les rhinocéros mitraillés y tenant avantagusement le rôle de nos « chiens égarés ». L'interdiction de la chasse, décrétée en 1977 par le gouvernement de Daniel Arap Moi, n'a jamais, en fait, découragé les amateurs d'ivoire.

Le récent massacre d'éléphants, révélé en début de semaine par M. George Muhoho, ministre du tourisme et de la protection de la nature, vient pourtant de susciter une polémique inédite. L'intervention du professeur Richard Leakey mettant directement en cause le ministre et ses fonctionnaires a donné à l'affaire une tournure politique.

Le professeur Leakey, quarante-deux ans, paléontologue de renommée mondiale et président de la East African Wildlife Society basée à Nairobi, ne conteste pas le bilan du massacre publié par les autorités. Quatre-vingt-deux éléphants ont été abattus en l'espace de quatre mois, et M. George Muhoho s'est lui-même indigné du fait que, sur ces quatre-vingt-deux carcasses décapitées, soixante-quatre aient été retrouvées dans le parc d'Issyo, c'est-à-dire dans un endroit où les animaux sauvages sont théoriquement les mieux protégés contre les gangs de braconniers.

Mais les assurances données par le ministre de renforcer les patrouilles anti-braconnage n'ont pas convaincu, c'est le moins qu'on puisse dire. Le professeur

Leakey, accusant le ministre et ses adjoints de ne s'efforcer que « pour la forme » de l'extermination de la faune kenyanaise, s'est étonné que, avec « 80 % du budget du ministère alloué au personnel », ce dernier se retrouve si pauvrement équipé.

« Les voitures sont généralement en panne, la fourniture d'essence insuffisante, et les employés chargés de la protection des parcs ne disposent que d'armes désuètes — des fusils 303 — pour lutter contre des braconniers munis, eux, d'armes modernes et efficaces », constate-t-il.

Poussant le bouchon plus loin, le professeur Leakey affirmait alors crûment que « des personnalités haut placées avaient été impliquées dans des affaires de braconnage et de trafic d'ivoire » sans que, pourtant, aucune d'elles ait jamais été inquiétée. « J'ai vu M. Muhoho mentir au défi du professeur Leakey de « donner des noms ». Loin de se laisser intimider, le président de la East African Wildlife Society décidait, au contraire, de lancer un nouveau pavé dans le marigot.

Le quotidien The Standard annonçait ainsi, dans son édition du jeudi 1^{er} septembre que, selon le professeur Leakey, un « document confidentiel contenant la liste des fonctionnaires du gouvernement impliqués dans des affaires de braconnage et de trafic d'ivoire avait été adressé il y a environ un mois au ministre en personne ». Cette mini-bombe a laissé le gouvernement sans voix.

CATHERINE SIMON.

ISTH

INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954

SCIENCES PO

- Méthodologie de la dissertation
- Mises à niveau en langues vivantes
- Compléments pédagogiques en sciences politiques et en sciences économiques

Entrée en AP

- Année complète : octobre à juin
- Session de vacances : février à juin
- Session intensive juillet-août

Toutes options assurées
Nouveau programme 88.

TOUTE L'ANÉE : 83, avenue d'Italie, 75013 Paris - Tél. : 45.95.50.35 +
AUTEUIL : 6, avenue Léon-Henney, 75016 Paris - Tél. : 42.24.10.72 +

Taux de réussite confirmés

à je de n

de l'opposition au gouvernement

Les députés de l'opposition ont tenu mardi une séance de travail...
Le débat a porté sur la proposition de loi relative à la réforme de l'enseignement supérieur...
Les députés ont discuté de la nécessité de renforcer le rôle du conseil d'administration des universités...

NOUS TRAVAILLONS
LES ENFANTS
OUBLIÉS
LA COMMISSION
DE L'ÉDUCATION



Le ministre de l'Éducation nationale a déclaré que le gouvernement s'engage à améliorer la qualité de l'enseignement...

KENYA

Professeurs et élèves...

Les enseignants kenyans ont exprimé leur mécontentement face à la situation de l'éducation dans leur pays...
Ils demandent plus de moyens et une meilleure formation pour leurs élèves...



Grâce à mon prof je volerai de mes propres ailes.

Les enfants progressent chaque jour. Les instituteurs recueillent leurs rêves et encouragent leurs espoirs. Des millions d'avenirs dépendent de la compétence et de la disponibilité des professeurs. Ils sont conscients de leurs responsabilités. Ils pensent aux enfants, à l'avenir de notre pays. C'est plus qu'un métier. Donner la priorité à l'Ecole, au recrutement et à la

formation des enseignants, c'est donner à la France 80% de ses élèves bacheliers en l'an 2000. L'épanouissement des talents passe par l'égalité des chances. Syndicat National des Instituteurs et des Professeurs de Collège. 209, boulevard Saint-Germain 75007 PARIS. Tél. : (1) 45.44.38.42.

SNI/PEGC-FEN
Les enfants d'abord.

مكتبة من الأصل

Politique

Les socialistes embarrassés par l'initiative de M. Raymond Barre

Instrument de clarification pour les uns, article politique pour les autres, la proposition de loi de M. Raymond Barre tendant à interdire la fusion des listes, entre les deux tours de municipales, dans les communes de plus de trois mille habitants suscite des réactions mitigées. « On ne répond pas à l'ignominie de Le Pen par l'astuce d'une loi électorale », déclare M. Roland Leroy, directeur de l'Humanité, qui accuse le député de Lyon d'avoir été un des premiers hommes politiques à recevoir le président du Front national. Toujours barbare de cœur, M. Jean-Pierre Soisson vole au secours de l'ancien premier ministre, en estimant que son initiative permettra, si elle aboutit, « de montrer

clairement les alliances, dès le premier tour ». C'est pour le ministre du travail l'occasion de lever « les ambiguïtés qui peuvent subsister dans l'opposition » en matière d'alliance avec les amis de M. Le Pen.

A Marseille, les adversaires dans la course à la mairie, MM. Jean-Claude Gaudin (UDF) et Michel Pezet (PS), sont d'accord pour approuver la proposition barbare, qui le soulage respectivement de négociations entre les deux tours, avec le FN et avec le PCF. « Mieux les électeurs seront informés, mieux ce sera », a expliqué le député socialiste. En revanche, M. Gaudin est sceptique sur la détermination du PS à faire aboutir une

proposition que lui-même appelle de ses vœux depuis longtemps : « Les socialistes en ont les moyens, mais sont-ils aussi sincères et moralistes qu'ils veulent bien le faire croire ? Il ne s'agit pas seulement de crier au loup (...). Nous allons voir si les ministres ralliés au gouvernement socialiste minoritaire sont capables d'obtenir cette modification (...) au nom de la clarification et de la morale. »

Pour sa part, le porte-parole du PS, M. Jean-Jack Queyranne, estime que la réforme du mode de scrutin « n'est pas l'essentiel » pour faire face au FN. « On ne peut pas se préoccuper contre le FN par des lois et des textes mais par des attitudes politiques claires. » Le député PS de Lyon

renvoie la balle dans le camp de la droite en lui demandant de faire elle-même « le ménage vis-à-vis du FN ».

Enfin, le calembour de M. Le Pen provoque toujours des réactions. C'est ainsi que le seul conseiller FN du Morbihan, M. Jacques Branellec, « choqué » par les propos de M. Le Pen, s'est mis en congé de parti. Pour le professeur Léon Schwarzenberg, interrogé à « L'heure de vérité » d'Antenne 2, M. Le Pen est un « pauvre homme ». Un jugement que conteste formellement M. Bruno Colbisch, ancien député FN du Rhône, qui affirme ne pas être « impressionné par le retentissement médiatique autour de ce calembour ».

La réponse concrète et électorale du député du Rhône

M. Raymond Barre a répondu, à sa façon, à M. Jean-Marie Le Pen. Le député du Rhône a déposé, le lundi 5 septembre, sur le bureau de l'Assemblée nationale, une proposition de loi visant à interdire les fusions de listes entre les deux tours des élections municipales dans les villes de plus de trois mille cinq cents habitants. M. Barre avait évoqué, pour la première fois, l'éventualité d'une telle réforme lors de sa participation à l'émission « Questions à domicile », le 30 juin dernier sur TF1, après avoir d'ailleurs discuté avec M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, futur candidat à Marseille, déjà favorable à pareil le retour.

La même revendication figurait dans la longue lettre adressée la semaine dernière par M. Pierre Méhaignerie (le Monde daté 4-5 septembre) à M. Michel Rocard. Le président du CDS faisait valoir au premier ministre qu'un tel engagement signifierait concrètement que les socialistes entendent joindre les actes à la parole, en refusant point stratégiquement du Front national pour faire implorer l'opposition.

C'est sans doute cette même question de moralité et de même souci, affichée dès le soir du deuxième tour des élections municipales, de juger les socialistes à leurs actes, qui justi-

fient ici la démarche de M. Barre. Celui-ci ne remet pas en cause l'introduction d'une dose de proportionnelle, acquise après la dernière réforme du mode de scrutin municipal de novembre 1982. Ce qu'il condamne, c'est plutôt la fusion des listes permise entre les deux tours, dans le cas le plus fréquent où aucune d'entre elles n'a obtenu la majorité absolue des suffrages au premier tour. Fusion qui, selon le langage des socialistes, ne peut être que le résultat d'un accord préalable, et qui, en fait, est le résultat d'un accord préalable, et qui, en fait, est le résultat d'un accord préalable.

En préconisant l'abrogation de l'article L. 264 de la loi du 19 novembre 1982, ainsi qu'une correction de l'article L. 265, M. Barre affirme vouloir empêcher « des combinaisons qui ne font pas honneur à notre démocratie ». Cette initiative de M. Barre se signale par son caractère personnel. Son nom seul est apposé au bas de cette proposition de loi. Rattachée au groupe parlementaire centriste de l'UDF, il aurait pu, tout aussi bien, patienter jusqu'à ce que M. Méhaignerie, comme il se le proposait, traduise dans les faits, à l'Assemblée nationale, la revendication écrite à M. Rocard.

M. Barre a pris de vitesse, aussi, le président du groupe UDF,

M. Gaudin, qui aurait pu, lui, aussi, trouver bénéfice à prendre une telle initiative. Ne serait-ce que pour tenter de se refaire une virginité politique. Enfin, la proposition de loi de M. Barre marque d'un trait rouge le surprenant manque d'initiative de M. Valéry Giscard d'Estaing, si prompt habituellement à réagir à tout ce qui bouge. Le nouveau président de l'UDF est, en effet, jusqu'à présent, resté muet depuis les dernières fusées de M. Le Pen. Une mutisme troublant.

Ainsi M. Barre réussit-il à s'imposer, sur ce terrain délicat des rapports droite-extrême droite, comme le point de repère de l'opposition. Il aura sans doute également tenu à démontrer qu'il ne se contenterait pas plus longtemps de distribuer, selon son humeur, bons et mauvais points. N'ayant jamais manqué, au cours de sa campagne présidentielle, de dénoncer les excès du Front national, ayant clairement déclaré à « Questions à domicile » que jamais on ne le ferait voter pour un candidat de ce mouvement — position de principe que, quelques jours après, M. Giscard d'Estaing se refusait à fixer, — l'ancien premier ministre a toujours soutenu aussi que la banalisation du phénomène Le Pen exigeait des réponses concrètes et appropriées. La modification de la loi municipale qu'il propose, sans plus d'excès verbaux, en est une,

selon lui, pour barrer la route des malins à l'extrême droite.

C'est également une façon, bien sûr, de prendre les socialistes au mot, non seulement par rapport à leurs condamnations verbales du Front national, mais aussi par rapport à leur volonté avérée, ou peut-être dépeçée, de maintenir leurs liens avec le Parti communiste.

Sur cette question, M. Rocard peut donc se trouver gêné aux genoux. Il peut arguer, comme on commence déjà à le dire dans les milieux socialistes, qu'on ne change pas la règle du jeu six mois avant le tournoi. Un argument peu convaincant, qui n'avait d'ailleurs pas résisté en 1982. Le premier ministre peut également expliquer, comme le soutiennent d'ailleurs certains ministres de l'ouverture, dont le barbare Michel Durafour, qu'interdire la fusion de listes entre les deux tours serait courir le risque de voir, au premier tour, les candidats du Front national avancer masqués, émissionnés dans la bannière de l'opposition, pour, une fois élus ensuite, mieux jouer au cheval de Troie. Un beau débat en perspective, qui, une fois encore, risque bien de démontrer que morale et stratégie ne s'allient pas aisément.

DANIEL CARTON.

Accord entre le Front national et la droite à Vitrolles

MARSEILLE

de notre correspondant régional

Après Martigues, un nouvel accord entre le FN et la droite est intervenu dans les Bouches-du-Rhône, à Vitrolles — ville dirigée par le PS — pour la présentation d'une liste commune dès le premier tour des élections municipales. Selon M. Raymond Leclerc, conseiller général RPR de Berre-l'Étang, qui sera tête de liste, l'initiative de cet accord a été laissée aux responsables locaux du RPR, de l'UDF et du FN par les instances départementales.

M. Leclerc a indiqué que le second de liste, auquel, en cas de victoire, devrait revenir le poste de premier adjoint, sera un candidat du Front national, M. René Jestin, conseiller régional.

Chacune des composantes politiques sera représentée à égalité bien que le Front national ait obtenu lors des dernières élections présidentielle et législatives plus de voix à lui seul que le RPR et l'UDF réunis. Une large place — environ la moitié des

candidats — a été réservée aux socioprofessionnels. « Avec le FN, la droite est nettement majoritaire à Vitrolles », a expliqué M. Leclerc. Il était donc absurde de ne pas faire d'alliance pour battre la gauche sur un programme local n'ayant strictement rien à voir avec les grandes options nationales. En 1983, la liste d'union de la gauche dirigée par M. Jean-Jacques Anglade (PS) l'avait facilement emporté au second tour, face à deux listes concurrentes de droite.

M. Leclerc, qui est membre du comité départemental du RPR depuis 1971, a manifesté à plusieurs reprises une volonté d'entente avec le FN sans jamais avoir été déçu. En 1983, grâce au désistement du candidat du Front national, il avait publiquement appelé au second tour des élections législatives à voter pour M. Jean-Pierre Stéris dans la douzième circonscription des Bouches-du-Rhône (Marignane) et participé à un meeting aux côtés du secrétaire général du FN.

G. P.

Un objectif précis

Concilier l'efficacité et la juste représentation des opinions devrait être l'objectif de tous les systèmes électoraux. Celui qui y réussit certainement le mieux en France est le mode électoral des conseillers municipaux. Son inconvénient, fruit logique de cette réussite, est sa complexité. La proposition de M. Raymond Barre ne modifie sensiblement ni l'une ni l'autre de ces données.

La loi actuelle est du 19 novembre 1982, mais elle a été discutée à l'Assemblée nationale au printemps 1982. Elle a donc été voulue par les socialistes, fidèles à leur programme d'introduction de la proportionnelle, et sèchement combattue par la droite qui n'y voyait qu'une « combine ». Depuis, celle-ci ne remet plus ses principes en cause, reconnaissant leur bien-fondé. L'époque où les porte-parole du RPR et de l'UDF avaient critiqué la possibilité de fusion de listes entre les deux tours, c'était simplement pour compliquer les accords entre PS et PC. Il est vrai qu'alors l'extrême droite n'avait pas la puissance qu'elle a maintenant. Cette réforme de 1982 doit être distinguée du projet particulier de Paris, Lyon et Marseille qui n'a été adopté que plus tard.

Mis au pied du mur

Son principe est de combiner pour les communes de plus de trois mille cinq cents habitants, le scrutin majoritaire et la proportionnelle avec une forte prime au premier. Concrètement, les candidats doivent se présenter sur des listes complètes, sur lesquelles les électeurs ne peuvent indiquer ni panache ni vote préférentiel. Si au premier tour une liste obtient plus de 50 % des suffrages exprimés, elle reçoit la moitié des sièges à pourvoir ; l'autre moitié est partagée à la proportionnelle, entre toutes les listes en compétition, y compris celle déjà servie, ayant recueilli plus de 5 % des suffrages.

Si aucune liste ne franchit la barre des 50 % au premier tour, il y en a un deuxième, à la suite duquel c'est la liste arrivée en tête qui obtient 50 % des sièges, avec répartition des autres dans les mêmes conditions qu'au premier. Mais au deuxième tour ne peuvent être candidats que les listes ayant obtenu plus de 10 % des voix au premier. De plus, elles peuvent intégrer des candidats figurant sur d'autres listes du premier tour à condition que

ces dernières aient recueilli plus de 5 % des suffrages.

C'est cette seule possibilité de fusion de listes entre les deux tours que veut interdire M. Barre. L'acte politique ainsi posé ne pourra être traduit en termes législatifs qu'avec l'accord des socialistes, et plus spécialement du gouvernement. En effet, celui-ci ayant la maîtrise de l'ordre du jour des travaux de l'Assemblée nationale, surtout au cours de la session d'automne, déjà surchargée par l'examen du budget, une proposition de loi rédigée par un parlementaire ne peut venir en discussion en séance publique qu'avec l'accord de l'hôtel Matignon. M. Michel Rocard est ainsi, concrètement, mis au pied du mur.

Si la modification proposée était adoptée, aurait-elle les résultats qu'en attend son promoteur ? Son objectif avoué est d'obtenir que les candidats du Front national, en s'appuyant sur leurs résultats du premier tour, n'obtiennent pas des places sur les listes de la droite classique pour les seconds. Mais les résultats des élections présidentielle et législatives ont déjà permis de mesurer la force de l'extrême droite dans bien des communes.

Les hommes du RPR et de l'UDF qui veulent conserver leur mairie ou la conquérir savent déjà à quoi s'en tenir. Certains vont être tentés de s'allier avec le Front national avant le premier tour ; tel est précisément l'objectif de M. Barre. Dans bien des cités du sud-est de la France, la puissance de l'extrême droite fait que la droite classique est, à elle seule, moins forte que la gauche. C'est donc celle-ci qui pourrait profiter de la prime majoritaire accordée à la liste arrivée en tête, puisque le Front national, s'il obtient plus de 10 % des suffrages au premier tour, aura toujours la possibilité de se maintenir au second.

Pour contrer plus fortement l'influence des amis de M. Jean-Marie Le Pen, c'est ce seul qu'il aurait fallu relever. Le seul résultat concret de la proposition de M. Barre, si elle est adoptée, sera de permettre que toute la campagne électorale se fasse sur le thème de l'alliance de la droite et de l'extrême droite, au lieu que l'impact de cette alliance ne soit limité à la semaine de l'entre-deux tours. Ainsi serait accéléré le mouvement que M. Barre appelle de ses vœux, et qui oppose une droite « durcie » par ses alliances avec le FN à un centre apte à « coopérer » avec la gauche.

THIERRY BRÉHER.

Un aveu et un faux nez

La vie politique est trop avare de confessions publiques pour qu'on ne salue pas à sa juste valeur l'aveu spontané que M. Le Pen vient de consentir à l'opinion publique.

Croyons le président du Front national sur parole lorsqu'il affirme, en assumant son piètre calembour sur le ministre de la fonction publique — « Monsieur Durafour, criminel » — qu'il s'exprime toujours « en homme responsable », qui « pèse » chacun de ses mots, « même dans l'improvisation », qui « calcule » et « pense » ce qu'il dit.

Comme l'on ne saurait concevoir qu'un dirigeant politique qui se maîtrise si parfaitement puisse avoir, dans ses propos publics, le moindre moment de faiblesse, cet aveu confirme a posteriori le bien-fondé des réactions indignées provoquées naguère par ses outrances antérieures. M. Le Pen reconnaît implicitement, en particulier, que l'aveu, à pareille époque, qui s'en vaient parfaitement ce qu'il disait lorsqu'il réduisait la question de l'existence des chambres à gaz dans les camps de concentration nazis à un simple « point de détail » de l'histoire contemporaine.

Quiconque a fréquenté le président du Front national sait fort bien qu'il ne se complait dans ce registre maudit comme si, par instinct de provocation, il prenait un malin plaisir à donner à ses adversaires le bâton pour se faire battre et à faire ensuite semblant de s'en étonner.

M. Le Pen scandalisait déjà à l'Assemblée nationale quand il se faisait l'écho, en février 1988, à la tribune du Palais-Bourbon, des campagnes antisémites menées par l'extrême droite contre Pierre Mendès France, en reprochant au président du conseil de « cristalliser » sur sa personne « un certain nombre de pulsions patriotiques et presque physiques ».

Puis, le temps passant, M. Le Pen, voué disait-on à la marginalité, faisait presque sourde quand, dans les colonnes du Monde, en septembre 1989, il expliquait l'attrait des premiers skinheads pour certaines reliques du nazisme en disant : « Les jeunes ont besoin d'ordre et de pureté. A une époque où l'athéisme fait de redoutables progrès, le besoin resurgit d'un ordre moral avec d'autant plus d'acuité que le relâchement des mœurs est grand. Aujourd'hui, les jeunes veulent des certitudes, non des problèmes. Dans cette optique, le SS,

avec son uniforme, c'est un peu le prêtre avec sa soutane. Disparu dans une apocalypse de feu, de bombes et de sang, le soldat de Hitler est devenu un martyr pour ces jeunes à la recherche d'une pureté, même si c'est celle du mal. »

Enfin, l'ancien député poujadiste laissait indifférent les autres dirigeants politiques quand, en 1972, il créait le Front national avec l'appui des jeunes nationalistes révolutionnaires d'Ordre nouveau mais aussi le renfort — jusqu'en 1982 — de quelques anciens Waffen-SS, selon lui repentis, et surtout le concours des premiers animateurs français du courant dit « révisionniste » qui falsifie l'histoire pour relativiser les effets du nazisme.

S'il existe aujourd'hui un espoir de voir s'élargir la prise de conscience des dangers pour la démocratie que véhiculent les thèses et les projets de société du président du Front national, il réside peut-être dans les réactions de rejet que son provocable « jeu de mots » sur M. Durafour provoque, cette fois, à l'intérieur de son parti. Même si la véhémence de M. François Bachelot, ancien député de Seine-Saint-Denis et ancien transfuge du RPR, cloué aujourd'hui au pilori par son chef de file, n'est pas au-dessus de tout soupçon électoraliste.

Ralliés à M. Le Pen après son premier succès spectaculaire aux élections européennes de juin 1984 et dans la perspective électorale des législatives de mars 1986, le plupart des hommes et des femmes qui tiennent depuis deux ans le haut du pavé, au Front national, et qui ont fourni au Parlement une façade de respectabilité appartenant, comme les deux principaux contactés d'aujourd'hui, MM. Bachelot et Pascal Arriotti, à une frange politique qui n'a jamais voulu voir la réalité des racines et des options idéologiques de son porte-drapeau et qui s'est souvent acharnée à nier l'évidence en criant, comme lui, au « complot ». C'était le temps où un courtisane notable rural, M. Olivier d'Ormesson — qui a rompu avec le Front national lors de l'affaire du « point de détail » — se vantait d'avoir amené M. Le Pen à chasser son langage et, notamment, à ne plus parler de M^{me} Simone Veil, ancien ministre de la santé, comme de « l'immiscée contraception »...

Combien d'autres prétendus « dérapages » faudra-t-il pour ouvrir les yeux de ceux de ses partisans sincères qui ne voient encore en M. Le Pen qu'un ardent défenseur de l'identité nationale ? Combien de temps encore pour que les électeurs subjugués par son verbe comprennent que le seul « complot » qui existe est celui de la désinformation entretenue à l'intérieur même du Front national pour camoufler les objectifs véritables d'un vulgaire démagogue assoiffé de pouvoir personnel ?

Une stratégie d'affrontement

La nouvelle provocation de M. Le Pen n'était pas seulement délibérée. Elle était annoncée. Dans l'éditorial de sa lettre mensuelle datée du 1^{er} septembre, le président du Front national dénonçait « l'indifférence des médias » à son égard depuis la disparition de son groupe parlementaire. Il appelait à la mobilisation « pour dire non au laxisme, à la décadence, à la démission des responsables politiques ». Il brossait un tableau apocalyptique de l'état de la France : « L'insécurité est partout. Je ne sors pas seulement à ces catastrophes aériennes, ferroviaires, routières, qui ont endeuillé notre été ; je constate aussi avec angoisse, avec colère, l'incessante augmentation de la criminalité et de la délinquance, comme celle des ravages de la drogue, tout cela étroitement lié au refus pratique de contrôler l'invasion tiers-mondiste et d'en sanctionner les conséquences. Seul prétendu « succès » gouvernemental, censuré par les médias : l'accord Tibbault-Lafleur en Nouvelle-Calédonie, lequel n'est, en réalité, qu'une trahison des intérêts de la France. »

Dans cette même publication, l'un des nouveaux inconditionnels lepénistes, M. Bruno Mégret, ancien député de l'Isère, agitait ouvertement la menace de troubles pour revendiquer la restauration du mode de scrutin proportionnel : « Refuser ce mode de scrutin, écrit-il, c'est comme vouloir verrouiller le couvercle d'une urne d'eau bouillante. On sait ce qu'il advient : elle explose. Si la classe politique refuse de rétablir le scrutin proportionnel, elle empêchera les nécessaires évolutions du système politique français de se faire dans le cadre des institutions ; elles se feront donc en

dehors de façon incontrôlée, et peut-être brutale. »

Le calcul politique de M. Le Pen apparaît donc aussi voyant qu'un grossier faux nez. Le président du Front national se situe dans une logique d'affrontement, seul contre tous les autres partis pour essayer de rallier à sa dénonciation du fonctionnement des institutions les nombreux abstentionnistes des élections législatives (30,05 % au deuxième tour). En sechant, par expérience, qu'il a toujours, jusqu'à présent retiré des dividendes politiques de ses excès de langage débridés.

Le plus triste, dans la tempête politique que vient de déclencher sa nouvelle provocation, c'est que M. Le Pen n'a sans doute pas tort lorsqu'il affirme que dans quelques jours l'« incident » sera « oublié ». Le proche passé ne contredit pas son cynisme. Il y a en l'affaire du « point de détail » un précédent un peu analogue. Cela n'avait pas empêché quelques jours plus tard ceux-là mêmes qui avaient le plus protesté de retomber sans gêne dans les ambiguïtés de l'opportunisme électoral. Cela n'avait surtout pas empêché le chef de file de l'extrême droite de réaliser ensuite un score historique de 14,39 % au premier tour de l'élection présidentielle.

La proposition de M. Raymond Barre, visant à clarifier les relations de la droite et de l'extrême droite dans la perspective des municipales, n'est donc pas inopportune, même si son adoption ne saurait suffire à trancher un débat qui relève avant tout de la conscience individuelle des citoyens et de leurs élus. L'accord conclu à Vitrolles (Bouches-du-Rhône) entre le Front national et la droite dite libérale donne la mesure du chemin à parcourir.

Il n'était pas non plus sans intérêt d'entendre M^{me} Veil dire lundi, sur RMC, combien elle a été « profondément blessée », en juin dernier, par le silence de ses « amis » du RPR quand elle fut accusée par l'ancien président du groupe chiracien de l'Assemblée nationale, M. Claude Labbé, député des Hauts-de-Seine, de « développer l'antisémitisme » (le Monde du 11 juin) ! Il y a, en effet, des faux nez partout.

ALAIN ROLLAT.

Politique

Le RPR et son chef de file « en recherche »

Au-delà de la ferveur militante...

Le RPR serait-il en train de se regarder dans un miroir déformant qui lui renverrait une image floue mais fallacieuse ? On pourrait le croire en se référant à l'ambiance de ses journées de La Baule, sa première manifestation publique et médiatique depuis ses échecs électoraux du printemps, et à l'écoute des propos tenus par ses dirigeants, et notamment par le premier d'entre eux, M. Chirac.

Cette ambiance et ces propos autorisent à se demander si le RPR ne vit pas un rêve, un rêve, rose, celui de la reconquête prochaine du pouvoir, et s'il ne se contente pas d'une apparence, celle de la force des évènements classés à pleins pomons par quelques centaines de jeunes militants. A trop vouloir insuffler par des discours victorieux le goût de l'offensive, du combat, de la reconquête, le RPR ne risque-t-il pas de se bader les yeux sur la pente qu'il vient de descendre (49 % d'opinions défavorables selon le dernier sondage Figaro-SOFRES contre 36 % de favorables) et de se contenter d'incantations immédiatistes gratifiantes plutôt que de se livrer à un examen de conscience au goût peut-être amer ?

L'apparence des choses ne risque-t-elle pas de priver le RPR d'une salutaire lucidité sur lui-même et sur le nouvel environnement politique ? Car hormis ses « fans » et les apparences du mouvement, qui pourrait prendre M. Chirac au pied de la lettre, lorsqu'il affirme qu'il n'a pas d'« état d'âme » ? Lorsqu'il assure qu'il n'est pas « inquiet » ou lorsqu'il estime que « le mouvement est actuellement dans une sérénité parfaite » ? Ni de nombreux parlementaires, ni certains cadres, ni surtout les électeurs ne peuvent, sans étonnement ou sans scepticisme, souscrire à ces péremptories affirmations. Nul n'ignore parmi ceux-là que le RPR est confronté à une série de difficultés qui tiennent à lui-même et au nouvel environnement politique, mais qui, toutes, découlent des conditions dans lesquelles s'est produit l'échec de M. Chirac à l'Elysée le 8 mai dernier.

Que le RPR veuille être bien ancré dans l'opposition, ce n'est pas un fait. A quelques très rares exceptions près, personne dans ses rangs n'a été séduit par les sirènes de l'ouverture. Même les velléités de coopération d'un Alain Carignon demeurent modestes. Le maire de Grenoble, tout en espérant conserver la présidence du conseil général de l'Isère, grâce à quelques accords locaux, s'est bien gardé de franchir le Rubicon.

Que le RPR souhaite devenir le pôle de l'opposition, « un rassemblement à vocation majoritaire », selon la formule de M. Juppé, voilà pour le mouvement une ambition sérieusement prématurée. Car pour être un « catalyseur du grand rassemblement des Français », comme le souhaite aussi M. Séguin, il faut encore être solide et séduisant. Le RPR possède-t-il aujourd'hui ces deux qualités ? Les plus lucides et les plus dévoués des cadres militants, mécontents des grandes annonces, ont moins été sérieusement renforcés, voire recroqués.

Les propos tenus publiquement à l'usage des partisans et des médias n'empêchent pas, en effet, une réflexion plus approfondie et plus grave sur le destin du mouvement et de son chef lui-même.

Dix-huit ans après la mort de de Gaulle, quatorze ans après celle de Georges Pompidou, M. Chirac voit se diluer l'unité politique et exclusive du général qui planait sur le mouvement qu'il a fondé il y a douze ans. Celui-ci a, peu à peu, perdu ses références avec l'émergence à la vie politique de nouvelles générations. Il doit aussi partager avec d'autres

forces — même les plus opposées — l'héritage gaullien. La sociologie électorale du pays s'est, en conséquence, profondément modifiée tout comme les aspirations des électeurs que le souffle épique et le verbe lyrique ne suffisent plus à retenir.

M. Chirac ne peut pas ignorer que son parti est, comme on dit en psychanalyse, « en recherche ». Ne le reconnaît-il d'ailleurs pas lui-même lorsqu'il dit : « Nous devons avoir un esprit d'ouverture et de synthèse après le dialogue et la discussion » ? Mais sa réponse est un peu courte et décevante lorsqu'il répond seulement que l'ouverture « se fera vers le cœur et l'intelligence des Français ».

Une contestation interne

Sur quels sujets portent aujourd'hui les réflexions de M. Chirac ? Tout d'abord sur la notion de durée. Chacun au RPR est bien convaincu que — sauf accident — l'état d'opposition durera cinq ans au moins avant que les sommets soient de nouveau en vue. Il n'est donc plus question de pérennité, comme avec l'indépendance, en 1982 que « l'expérience socialiste durera deux ans ».

Ce délai doit donc être mis à profit d'une part pour préparer les élections locales intermédiaires et surtout pour restructurer le mouvement. Telle est la tâche confiée à M. Alain Juppé, secrétaire général depuis trois mois, tandis que M. Chirac devrait prendre une certaine distance, seule attitude capable d'exciter de nouveau un jour le désir ! Le secrétaire général devra surtout reconquérir par l'implantation militante et par la découverte de nouveaux candidats des régions entières délaissées des déserts gaullistes.

M. Chirac devra aussi — volens nolens — s'habituer à vivre désormais avec, sinon une opposition, du moins une contestation interne. Après tout, fait-on remarquer, cela n'a pas si mal réussi à M. Mitterrand, qui, pendant des années, a supporté M. Rocard au sein du PS.

Cette contestation qui s'est exprimée avec quelque désordre tout au long de l'été ne s'est pas manifestée à La Baule. Elle n'a pourtant pas désarmé. Des repas discrets regroupent avec une périodicité variable quelques députés comme MM. Séguin, Michel Giraud, Didier Julia, Etienne Pinte, Michel Barnier, Alain Carignon, François Fillon et Michel Noir. Ils souhaitent avoir prochainement un entretien avec M. Chirac. Les plus dévoués d'entre eux voudraient que le président du mouvement définisse de nouveaux objectifs et d'autres méthodes pour le RPR, et ils lui reprochent de continuer de s'entourer de personnalités qui ont été les « artisans de son échec électoral ».

S'ils ne sont pas suffisamment entendus, certains d'entre eux n'excluent pas de constituer à l'intérieur du RPR une sorte de club, et même des structures régionales.

C'est donc surtout pour le moment un appel qui est lancé à M. Chirac par certains de ses amis, parmi les plus jeunes et les plus actifs, qui lui demandent d'ailleurs leur fortune électorale ou ministérielle. Mais pour eux, il n'est pas question d'abjurer la foi, ni de créer un schisme, et M. Philippe Séguin lui-même se garde bien de jouer les Monseigneur Lefebvre. Ne dit-on pas d'ailleurs que certains des « rénovateurs » pourraient prochainement prendre des responsabilités dans l'appareil du mouvement ?

Après de M. Chirac d'ailleurs, un homme comme M. Balladur est également partisan de redonner au RPR une substance doctrinale nouvelle et mieux adaptée. N'a-t-il pas à

La Baule esquissé une certaine « autocritique », non de sa gestion ministérielle, mais de la façon dont elle a été présentée et insufflée ? Pour lui, l'accent doit désormais être mis sur le concept du « libéralisme populaire » qui implique « plus de liberté et plus de justice pour tous ». Cela suffira-t-il à retrouver des électeurs déçus que la victoire ait échappé à leur champion, et pas seulement par la faute de ses concurrents ?

Quelle ouverture ?

Ainsi le RPR se trouve par la grâce (!) de ses récents échecs électoraux à un moment de son histoire où il est disponible pour le débat d'idées, pour la définition d'une doctrine, pour le choix de ses options de société, pour une sorte d'« ouverture », il se réouvre à des vérités réelles, des programmes-clés en main, des motions à voter les yeux fermés et de rappels à l'ordre péremptories, et des oukazes tombant du sommet. C'est à ses dirigeants de décider de saisir cette opportunité. Pourra-t-il alors s'ouvrir à une vraie vie politique interne, s'élargir et devenir attractif sans se dénaturer ?

Face à une UDF divisée, pratiquement réduite au PR après l'amputation des contristes et des barbares, le RPR ne peut, pour le moment, poursuivre le projet de M. Balladur d'une vaste confédération de la droite classique. Il s'agit donc d'une opposition résolue au socialisme pour en devenir, espère-t-il, l'élément moteur et non ambigü.

Avec l'UDF, ses relations — ce n'est pas nouveau — demeurent hypothéquées par le rôle que M. Giscard d'Estaing veut désormais jouer. Alors que le RPR est partisan de présenter des listes d'opposition contre les ministres accablés venant de la droite, mais qui s'alignent aux socialistes pour les municipales, M. Giscard d'Estaing semble beaucoup plus réticent. Pour les élections européennes, le RPR acceptera-t-il de laisser à l'ancien chef de l'Etat le leadership d'une liste d'union dont il tirerait un avantage en politique intérieure ?

A l'égard du Front national, l'attitude du RPR peut trouver une occasion de clarification avec les dernières déclarations de M. Jean-Marie Le Pen. M. Chirac a toujours catégoriquement condamné les « thèmes racistes et xénophobes » du leader du Front national. Il a aussi reconnu que de nombreux électeurs du RPR ont été entraînés vers l'extrême droite par un « ras-le-bol » de leurs conditions de vie et pour manifester une protestation. Si M. Le Pen est resté pour son racisme exacerbé et son antisémitisme insultant par une fraction des siens, comme cela commence à se produire, alors le RPR pourra prendre en compte les problèmes de société de son électorat. Les membres ou anciens membres du Front national qui désapprouveraient formellement M. Le Pen pourraient même, dès lors, devenir « fréquables », électoralement.

Pour ce rapprochement avec d'anciens « légionnaires », le CNI pourrait alors développer son rôle et servir d'appui ou de point de passage vers un retour à un gaullisme plus populaire.

Jamais autant qu'aujourd'hui le RPR ne s'est trouvé à la croisée des chemins. Dans une opposition éclatée et dont les fractions sont à la dérive, le RPR cherche désespérément un pôle où s'ancrer. Il devra surtout y constater les avaries subies par le mouvement, avoir la volonté et se donner les moyens de réparer avant de reprendre le large.

ANDRÉ PASSERON.

pour contrer l'extrême droite

La procédure tendant à la levée de l'immunité de parlementaire européen est engagée

Le parquet général de la cour d'appel de Versailles a transmis, le lundi 5 septembre, au ministère de la justice la requête visant à demander la levée de l'immunité parlementaire de M. Jean-Marie Le Pen auprès du Parlement européen.

Samedi 3 septembre on avait appris par un communiqué du ministère de la justice que le garde des sceaux avait décidé de déclencher une procédure judiciaire à l'encontre du président du Front national après les propos que celui-ci avait tenus à l'égard de M. Durafour en le traitant de « Durafour criminel ». Le 2 septembre 1988 à Cap d'Agde, précisait le communiqué, M. Le Pen a publiquement dénigré M. Durafour, ministre de la fonction publique et des réformes administratives.

Signés par M. Arpaillange lui-même les consignes suivantes : « Le parquet de Nanterre — dont dépend le domicile de M. Le Pen à Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) — recevait le 5 septembre dans la matinée l'ordre « d'engager d'office l'action publique pour injures envers un ministre » comme il est prévu par les articles 31 et 33 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse. Est spécifiquement visée la formule « Durafour criminel » et non le terme de « salaud » utilisé ultérieurement par M. Le Pen pour développer son « argumentation ».

Pour le moment ces poursuites sont suspendues à la levée de l'immunité parlementaire de M. Le Pen (le Monde du 6 septembre) et le parquet de Nanterre ne peut que prendre acte des

directives du ministère. « L'exercice de l'action publique en attendant la décision du bureau du Parlement européen, est théorique », précisait-on.

Une enquête de routine devrait vraisemblablement être ordonnée pour confirmer que les propos considérés comme injurieux et rapportés par la presse l'ont été fidèlement. Il ne devrait pas être trop difficile de l'établir dans la mesure où, à plusieurs reprises, M. Le Pen, notamment sur la cinquième chaîne de télévision, a confirmé les propos qu'il avait tenus en public et devant des caméras.

Il reste à déterminer, sur le plan du droit, si le terme de « Durafour criminel » constitue bien une injure publique et à attendre la décision du Parlement européen sans laquelle les tribunaux français, quelle que soit la volonté du gouvernement, ne pourraient que rester inertes.

M. François Bachelot dénonce les « mécanismes archaïques » de son parti

Au cours d'une conférence de presse tenue le lundi 5 septembre à Marseille, M. François Bachelot, membre du bureau politique du Front national, a de nouveau vivement critiqué le comportement de M. Jean-Marie Le Pen — dont il avait condamné le calendrier concernant M. Michel Durafour — et dénoncé le fonctionnement de son parti, caractérisé selon lui par « l'absence de tout débat politique ».

MARSEILLE
de notre correspondant régional

« Si le jeu de mots de M. Le Pen était volontaire », a déclaré M. Bachelot, « c'est insupportable. S'il s'agit d'un dérapage verbal, c'est une faute grave pour un homme qui a la dimension d'un homme d'Etat. Jamais je ne le cautionnerai quand il traite un ministre en exercice de salaud », a-t-il ajouté en établissant un distinguo avec l'affaire « totalement montée » du « point de détail » et en lavant à l'occasion M. Le Pen du soupçon d'antisémitisme. « En prenant cette position, a-t-il souligné, je rends service au Front national ». Selon l'ancien député de Seine-Saint-Denis, « cet incident démontre à l'évidence que le FN a besoin d'une réflexion sur un certain nombre de mécanismes archaïques qu'il entretient depuis les origines, en particulier le fait de déléguer à un seul homme la totalité des tâches à remplir. L'individu a des limites physiologiques qui font qu'à un moment donné il peut être fatigué (...). Ce qui a conduit à un certain nom-

bre d'erreurs politiques (...). Nous ne pouvons pas laisser Jean-Marie Le Pen s'exposer à une attitude tout à fait anormale et à envisager le combat politique en termes d'injures. Nous n'avons une crédibilité dans le pays que si nous savons respecter un certain nombre de règles en ce qui concerne le pouvoir politique ».

M. Bachelot a d'autre part dénoncé le fonctionnement du Front national, justifiant sa démarche à l'extérieur du parti. « Il n'y a pas de discussion politique au sein du bureau politique », a-t-il affirmé. « Mon intention est de provoquer un débat interne et de contribuer à la constitution d'une véritable équipe politique prenant de façon concrète les décisions qui nous engagent. La progression du Front national ne peut se faire à partir d'un durcissement (...). Car les Français sont concernés par d'anciens problèmes que ceux de l'immigration et de l'insécurité. Nous n'avons pas abordé par exemple le problème de la protection sociale qui n'intéresse pas M. Le Pen car sa carrière est basée uniquement sur les coups politiques ». Pour guérir du « durcissement », il nous faut moins-dire politique (...). Nous n'avons pas à dire n'importe quoi pour capter l'attention médiatique ».

M. Bachelot a indiqué à ce sujet qu'il avait proposé de moderniser la communication du parti « qui pêche par son côté moyenâgeux, à la Du Guesclin » et de modifier un message « trop érigé qui n'aborde pas les grands problèmes de la France de

l'an 2000 ». Il a confirmé le projet de création à fin septembre d'un « cercle » intitulé « France 2000 » qui réunira des personnalités « appartenant à différentes familles politiques de la droite et qui traitera de sujets précis en vue d'obtenir un consensus ».

L'ancien député de Seine-Saint-Denis, qui s'est déclaré candidat au poste de secrétaire général du Front national, s'est enfin interrogé sur « la suite des événements ». « Nous sommes devant un scénario avec deux portes de sortie : la première serait de me confier des responsabilités supplémentaires, en particulier la conduite de la liste du FN aux élections municipales à Paris (...) La seconde serait de m'exclure, car je n'ai pas l'intention de démissionner ».

Le bureau politique du Front national devait se réunir, mardi après-midi 6 septembre, pour examiner le « cas » de M. Bachelot.

GUY PORTE.

M. Arrighi préconise un regroupement des « modérés » du FN. — Dans une interview publiée mardi 6 septembre par le Quotidien de Paris, M. Pascal Arrighi, ancien député des Bouches-du-Rhône et ancien responsable de la fédération de Marseille du FN, préconise un regroupement des « éléments modérés » de son parti pour « exiger la tenue d'un congrès ». « Je demanderais, entre autres choses, indique-t-il, le remplacement des éléments qui sont à la tête du Front, et notamment de M. Jean-Pierre Stébois » (l'actuel secrétaire général). Selon M. Arrighi, M. Le Pen est « phagocyté par les éléments extrémistes du parti ».

Trois « ultras » inculpés en Nouvelle-Calédonie

« Il faut les exterminer au lance-flammes »

NOUMÉA
de notre correspondant

« Poilus et bien bronzés »
« Avec de gros trous de nez »
« c'est bien normal »
« quand on descend du chimpanzé (...) »
« Il faut les exterminer »
« au lance-flammes ou au mortier »
« à la grenade »
« quelle rigolade »
« mais faut surtout pas les marquer ».

Le reste de la cassette est de la même veine. Au fil des refrains et des couplets, la haine raciale éclate sans retenue. Deux cents copies ont été enregistrées dans un studio de Nouméa, mais plusieurs centaines d'exemplaires circulent sous le manteau dans les milieux anti-indépendantistes ultras. Représentent les mélodies des tubes de Claude François, Carlos ou Laurent Voutzy, un chanteur lance ce type d'appel au meurtre, tandis qu'un « animateur » surorchestre entre deux morceaux : « c'est la réve que je fais toutes les nuits, et mes rêves sont souvent prémonitoires ». Le

tout sur fond de tintements d'assiettes d'une salle de restaurant.

Ces deux chansonniers clandestins, MM. Visonno Soedman, trente et un ans, et Claude Ferasson, quarante ans, ainsi qu'un de leurs amis, qui leur a fourni du matériel de mixage, Jean-Luc Martin, trente-neuf ans, ont été identifiés par la police et inculpés mardi 6 septembre de provocation au meurtre non suivies d'effet « et à la discrimination raciale ».

Cette affaire n'aurait probablement pas connu un tel dénouement si M. Pierre Joxe, de passage fin août sur la Calédonie, avait M. Michel Rocard, n'était personnellement intervenu pour ses services se mettant sur la piste. Le ministre de l'intérieur avait reçu cette cassette des mains d'un élu calédonien et en avait été, dit-on, « fort irrité ».

Il est vrai que certains extraits atteignent des sommets. Se réclamant d'une « Calédonie prête à lutter courageuse et féroce », les auteurs de cet enregistrement donnent libre cours à leurs fantasmes sur les Canaques.

« Avec leurs poils on tricoterait des pulls, »
« Avec leurs peaux on fabriquerait des chapeaux pour nos chevaux, »
« Avec leur viande on cuisinerait de la bouffe pour nos cabots, »
« Avec leurs crânes, tous on aurait de belles boîtes à mégots. »

Les services de la police urbaine et de la police judiciaire poursuivent leurs investigations afin de déterminer si cette initiative est le fait d'un cercle restreint ou est pilotée par des groupes organisés d'extrême droite.

Pour l'heure, la première hypothèse semble retenue par les enquêteurs. Les indépendantistes, de leur côté, donnent en tout cas à ce genre de littérature une grande publicité dans leur base militante. L'enregistrement a ainsi été diffusé par haut-parleurs lors du comité directeur de l'Union calédonienne (UC), composante majoritaire du FLNKS le week-end dernier, à la tribune de Nassirah sur la côte Ouest.

FRÉDÉRIC BOBIN.

La campagne des cantonales dans l'Isère

M. Mermaz (PS) propose à M. Carignon (RPR) de débattre de leurs points de convergence

GRENOBLE
de notre correspondant

M. Louis Mermaz, député socialiste de l'Isère, chef de file des candidats départementaux du PS aux prochaines élections cantonales, a lancé, le lundi 5 septembre à Grenoble (Isère), un appel à M. Alain Carignon, président (RPR) du conseil général. « S'il veut rejoindre la majorité présidentielle, qu'il le dise », il n'y a pas d'exclusivité contre lui », a affirmé le maire de Vienne en poursuivant : « Je le vois jour après jour prendre de plus en plus de distance avec son parti. S'il s'en

éloigne, il va bien atterrir sur une autre planète. J'ai l'impression qu'un mouvement s'est engagé dans ce sens. » « Pour l'instant, a conclu le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, s'il s'approche de la majorité présidentielle, il conserve toujours un pied dans l'autre camp. »

M. Mermaz a proposé au maire de Grenoble d'organiser « un débat public, technique, loyal et de haut niveau » sur l'attitude politique actuelle de M. Carignon et les points de convergence susceptibles de réunir les deux hommes sur le plan national et local.

Le député (RPR) de l'Isère, qui présentait les candidats de l'actuelle majorité départementale aux cantonales réunis sous l'étiquette Ensemble pour l'Isère, a, pour sa part, répondu qu'il préférerait « la côte-à-côte au face-à-face ». « L'Isère, a conclu M. Carignon, n'a pas besoin de débats politiques ».

Lors du scrutin cantonal de 1985, M. Mermaz, alors président de l'Assemblée départementale sortante, avait décliné l'offre de débat public que lui avait proposée le chef de file de l'opposition UDF-RPR, M. Carignon.

CLAUDE FRANCHILLON.

مكذبا من الأصل

Société

La rentrée scolaire

M. Jospin s'adresse aux enseignants

Le jour de la rentrée, M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, s'efforce de mobiliser toutes les énergies. Dans une lettre adressée, à tous les personnels de l'éducation nationale, il affirme notamment que « l'école est garante de notre plus précieux bien commun, la République. Ensemble, nous ferons partager au pays tout entier un sentiment de fierté pour son école ». Rappelant la priorité reconnue à l'éducation par le président de la République et le gouvernement, M. Jospin souligne que les efforts financiers « ne sauraient suffire ». « Au-delà, écrit-il, il importe que chacun d'entre vous se percevise et soit reconnu par son travail et son initiative comme animateur d'un grand effort collectif qui associe toutes les forces de la nation. » De son côté, M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a estimé que « l'enseignement technique peut et doit être le levier de la progression de tout le système éducatif ».

Enseignants et parents d'élèves partagent volontiers cette priorité accordée à la formation. Mais ils soulignent le chemin qui reste à parcourir. Ainsi M. Jean-Pierre Mailles, président de la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), regrette, « qu'une fois encore, un certain

nombre d'élèves n'aient pas trouvé de place » dans les lycées, en particulier dans les lycées techniques. « Il est nécessaire de faire une révolution éducative », a ajouté M. Mailles en défendant l'idée que chaque établissement scolaire soit doté d'un « projet d'établissement », donnant notamment leur place aux parents.

M. Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN-CFDT, met l'accent sur les problèmes de l'échec scolaire. Estimant que celui-ci « n'est pas une fatalité », il demande une « action d'ampleur » pour lutter contre les rigidités des programmes et des rythmes de l'école.

L'ancien ministre de la santé à « L'heure de vérité »

Le « rêve déçu » de Léon Schwartzberg

Quelques jours avant la parution de son livre *La Société humaine* (le Monde daté 28-29 août), M. Léon Schwartzberg était, le lundi 5 septembre, l'invité de l'émission « L'heure de vérité » à Antenne 2.

Son bref passage à la tête du ministère de la santé n'a été, dit-il, qu'un « rêve déçu ». « Au bout de deux jours de présence gouvernementale », a expliqué M. Schwartzberg, « je me suis rendu compte que j'étais plus utile à l'hôpital parce que, honnêtement, étant donné le fait que les choses ont évolué, je n'aurais pas pu agir au gouvernement. Je n'étais que ministre délégué (...). J'aurais créé une commission, une sous-commission, on aurait discuté des modes et puis, finalement, rien ne serait venu. Donc, j'aurais perdu mon temps. » S'il « n'en veut pas du tout », à Michel Rocard de l'avoir démis de ses fonctions au bout de neuf jours, il regrette en revanche la formule du premier ministre : « Pour un ministre, parler vrai consiste à vérifier que sa parole engage la machine publique. » « Me prendre comme ministre », a expliqué M. Schwartzberg, « m'a engagé la machine publique. » « J'ai pensé, a-t-il ajouté, étant donné que j'avais publié certains livres, fait certaines déclarations et écrit certains articles, qu'il me connaissait suffisamment pour me faire confiance. »

Après avoir repris point par point les orientations qu'il avait rendues publiques le 5 juillet lors de sa

conférence de presse (mise en place d'un dépistage systématique du SIDA pour les femmes enceintes et les opérés, garantie pour les personnes séropositives de pouvoir garder leur emploi, institution d'un carnet de santé permettant aux malades hospitalisés de connaître le contenu de leur dossier médical, distribution de méthadone aux toxicomanes), l'ancien ministre délégué chargé de la santé a ensuite répondu à certaines questions d'actualité. A propos des récentes déclarations de M. Jean-Marie Le Pen, il a déclaré : « Je crois que M. Le Pen est un pauvre homme qui a une croix gammée dans le cerveau. »

Si l'on se fie à ses déclarations instantanées, traditionnellement réalisées par la SOFRES auprès d'un échantillon représentatif de cinq cents personnes, le docteur Schwartzberg a, au cours de cette émission, palvérisé les records de satisfaction puisque 93 % des personnes sondées ont affirmé avoir une « très bonne » ou une « bonne » opinion de lui.

Mise en cause au cours de l'émission par M. Schwartzberg, qui avait regretté la faiblesse de son action contre le SIDA, M. Michèle Barzach, ancien ministre (RPR) de la santé, a réagi, mardi 6 septembre, à Europe 1, aux propos de son successeur. « Comme lui, a-t-elle déclaré, je crois qu'il faut aller beaucoup plus loin sur le SIDA, le tabac et l'alcool, parce qu'il faut continuer à avancer. Il faut nous doter des moyens de les combattre. »

La « prérentrée » du ministre

Maso, mais pas démagog...

M. Jospin serait-il devenu masochiste ? A priori, pas à priori, le nouveau ministre de l'éducation nationale, qui s'aventurait à Meaux (Seine-et-Marne), lundi 5 septembre pour sa prérentrée, dans l'un des lycées de la région parisienne les plus vétustes qu'on ose montrer à un ministre et à des journalistes, on pouvait se poser la question. Facade grise, côté entre la voie ferrée, la route nationale et une chapelle du quatorzième siècle, salles minuscules au parquet grinçant, cour de récréation au sol défoncé, Henri Moissan est l'archétype du lycée de centre ville, antique mais sympathique, où l'on accueille 1700 élèves — 35 à 39 par classe — contre l'avis de la commission de sécurité qui a fait remarquer qu'il faudrait huit minutes pour l'évacuer en cas de sinistre.

Mais le ministre avait une raison sentimentale de revenir entre ces murs décrépis : il les avait lui-même hantés comme interne pendant quatre ans, dans les années 50. L'élève Jospin, « joyeux drille et plutôt chahuteur » selon l'un de ses anciens camarades devenu professeur sur place, est donc réapparu au lycée de Meaux sous les traits toujours rieurs du camarade-ministre, venu écouter et encourager les personnels à la veille de la rentrée.

L'ancien potache n'a pas été déçu. Progressant avec peine à la tête d'une meute de journalistes et d'officiels entre des murs étroits, il a pu se faire une idée concrète de l'entassement qui peut régner dans un tel établissement, lorsque ses occupants naturels occupent. Rien ne lui a été épargné : ni les vieilles peillaises des salles de sciences naturelles fleurant l'eau de javel,

ni la galerie des « grands hommes » dans leur cadre de bois, ni le fracas du rapide Paris-Strasbourg derrière les vitres bruyantes. Aux détours de son périple, le ministre aura rencontré plusieurs commandos pacifiques de professeurs, demandant très poliment s'ils pourraient disposer un jour d'un laboratoire « un peu plus moderne » ou protestant contre des conditions d'entassement « invivables » rendant utopique tout effort de concertation ou de décloisonnement pédagogique.

Tout à l'aise, le basketteur Jospin a aimablement renvoyé la balle sur la région Ile-de-France, qui, a-t-il répété, « doit faire des efforts puisque les locaux sont désormais de sa responsabilité ». COFO. Mais il a aussi promis que l'Etat nommerait du personnel en conséquence et admis que « les collectivités locales avaient généralement compris l'enjeu de l'éducation ».

« Ce n'est pas une paille ! »

Le ministre de l'éducation nationale n'a pas pour autant voulu apparaître esquiver les questions brûlantes sur la réaffectation de la condition des enseignants ou la nécessité pour eux de « travailler autrement ».

Il s'est plaint du peu d'enthousiasme suscité par l'annonce, lors de sa conférence de presse de rentrée, de l'ouverture de discussions gouvernement-syndicats sur cette question (le Monde du 3 septembre). « Ce n'est pas une paille ! » a-t-il fait observer, il a expliqué qu'il ne pourrait plus désormais se dérober sur ce dossier épineux, ainsi ouvert publiquement. Augmenter le salaire

des profs contre l'obligation pour eux de travailler autrement, c'est-à-dire dire ? Le ministre jure qu'il ne veut pas aborder cette question « en termes de donnant-donnant », mais se dit certain que « les enseignants sont prêts à admettre que leur travail évolue ».

Mais sur les questions immédiates et matérielles des professeurs, M. Jospin a préféré jouer la franchise, au risque de laisser sur sa main son auditoire réuni dans le dortoir de l'internat de sa jeunesse, reconstruit en salle de spectacle : « Je ne suis pas un faiseur de pluie, a-t-il avoué. C'est parce que je connais votre déception que je ne veux pas l'augmenter par des déclarations non suivies d'effets. Ma démarche est relativement prudente », Maso, Jospin ? Peut-être. Mais sûrement pas démagog. A peine a-t-il assuré à l'oreille des professeurs, au détour d'une phrase, qu'il souhaitait « avancer avec eux ». Le professeur d'anglais de Meaux attend toujours la réponse à sa question sur l'abaissement des effectifs dans les cours de langue. Le ministre a esquivé le sujet, mais il a mis les professeurs dans sa poche en rappelant le souvenir de sa « terrible » prof d'anglais, « une petite roussie qui nous terrorisait », et qui l'interpellait ainsi : « Zéro plus zéro, ça fait toujours zéro, Jospin ! »

Ses successeurs se sont montrés moins sévères. « Bonne prestation mais connaissance insuffisante des dossiers techniques », notait l'un d'eux en contemplant l'ancien interne chahuteur regardant dignement sa limousine ministérielle.

PHILIPPE BERNARD.

(lire page 2 l'article de Guy Cog : « La lycée au point de rupture »).

Pas de difficultés d'accueil dans les lycées d'Ile-de-France

assure M. Michel Giraud

« Tous les élèves seront accueillis dans les lycées d'Ile-de-France », a affirmé M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, au cours d'une conférence de presse, en rappelant que la région avait consacré, en 1988, 1,4 milliard de francs à l'éducation sur un budget de 6,6 milliards. Les 16 500 places créées à cette rentrée dans les lycées de la région, ajoutées à celles qui étaient déjà disponibles dans un grand nombre d'établissements, notamment à Paris, doivent permettre d'accueillir sensiblement plus que les 18 000 élèves supplémentaires attendus. « Ici ou là, a ajouté M. Giraud, il se peut que des élèves puissent ne pas obtenir exactement la section de leur choix, mais les inscriptions étaient telles qu'il faut un peu de temps pour les corriger. »

M. Giraud a rappelé que sept lycées neufs seront livrés à cette rentrée (Savigny-le-Temple, Claye-Souilly, La Queue-les-Yvelines, Conflans-Sainte-Honorine, Porcheville, Vauréal, Garges-les-Gonesses) auxquels il convient d'ajouter trois réalisations supplémentaires (Limeil-Brevannes, Puteaux et Gif-Chevroux).

Pour M. Giraud, le lycée polyvalent interdépartemental de Gif-Chevroux est, par sa situation géographique privilégiée, son architecture futuriste, son gigantisme, son coût élevé (100 millions) mais aussi sa large gamme d'enseignement une réalisation exemplaire. Installé à proximité de l'université d'Orsay, cet établissement, qui fonctionne depuis la rentrée 1987-1988 avec 262 élèves entrés dans des baraquements provisoires, hébergera, dès 1989, plus de 1 300 élèves de l'enseignement général et professionnel long. M. Giraud a annoncé le lancement d'un concours d'idées sur le thème du « lycée de l'an 2000 », intégrant les nouveaux moyens techniques de communication.

THÉRIER LE LOUËT.

ESPACE

Une nouvelle fusée Titan

L'armée de l'air américaine a lancé avec succès, lundi 5 septembre, un missile balistique Titan-2 transformé pour lancer, non plus des têtes nucléaires, mais des satellites de taille moyenne. Titan-2 aurait ainsi mis en orbite un satellite-espion pour le compte de la marine américaine.

C'est à la suite de l'explosion en vol de Challenger, en janvier 1986, que les autorités américaines avaient décidé de convertir en lanceurs de satellites huit de leurs cinquante-six missiles intercontinentaux Titan-2 (plus cinq autres en option), espérant ainsi pallier pour l'armée l'impossibilité d'assurer la mise en orbite de satellites d'écoute électronique, d'observation ou de navigation nécessaires à la défense du pays.

Le cosmonaute afghan reste en orbite

Le retour du vaisseau spatial Soyuz TM-5 est reporté de vingt-quatre heures pour des raisons techniques. Le vaisseau devait revenir sur Terre, le mardi 6 septembre, à 4 heures du matin (heure française), ramenant le cosmonaute afghan Abdoul Akhmad Mohamad, son collègue soviétique Vladimir Likhov, qui séjournerait depuis le 31 août à bord de la station Mir.

Des dizaines de moutons égorgés dans le Haut-Bugey

Dents de lynx

BOURG-EN-BRESSE de notre envoyé spécial

Dans l'histoire des conflits entre le paysan et le fauve sauvage, on connaissait déjà la bête du Gévaudan, il faudra désormais y ajouter un chapitre inédit : « Le lynx du Haut-Bugey ». Mais celui-ci a déjà perdu son mystère. Nous avons rencontré l'un de ses petits, « établi » devant un agneau qu'il dégringait à bouche que veux-tu. Cela se passait le samedi 3 septembre au milieu d'une pâture bordant une route fréquentée et à proximité d'un hameau dont on entendait les échos.

Tel est le dernier épisode d'une aventure écologique, doublée d'une farce paysanne, qui dure depuis quatorze ans.

Nous sommes dans l'Ain, sur les plateaux calcaires dominant le Rhône de quelques centaines de mètres. A l'aplomb du fameux surgenéateur de Creys-Malville, à 50 kilomètres à l'est de Lyon. En bas, les mégawatts nucléaires ; en haut, des forêts sauvages plantées de charmes et de hêtres, entrecoupées de clairières où paissent sans chien ni bergers des milliers de moutons.

De ces communes perchées, la vie se retire. A vendre, a annoncé un peu partout des panneaux. Seuls tiennent bon quelques éleveurs de brebis.

Résumons les chapitres précédents. Vers les années 70, les Suisses luttant dans leur furie des lynx qui en avaient disparu depuis un siècle. Les caméras s'installèrent et prolifèrent. En 1974, l'un d'eux est abattu par hasard du côté français de la frontière, dans le pays de Gex. Une curiosité sans lendemain, pense-t-on. En 1983, ce sont les Alsaciens

qui réintroduisent l'animal dans le massif vosgien. Mais alors que les lynx alsaciens, objets de soins incessants, se maintiennent à grand-peine, leurs congénères helvétiques, qui ont trompé nos douaniers, connaissent soudain, dans le Bugey, un véritable boom démographique.

Les éleveurs de moutons sont les premiers à soupçonner la présence de félides durant l'été 1988. Un matin, ils découvrent dans leurs pâtures quelques cadavres qui les intriguent. Les brebis n'ont pas été massacrées par dizaines et décapitées, comme on le voit lorsqu'elles sont attaquées par des bandes de chiens errants : cette fois, elles sont proprement égorgées ; seuls, les gigots sont entamés, comme si le meurtrier était une fine gueule. Constatacion identique sur les chevreuils que trouvent les chasseurs. Dans les chaumières, on commence à murmurer le nom du suspect : le lynx. Les écologistes se réjouissent : Quel animal dont le poids d'adulte ne dépasse pas 30 kilos, ce gros chat élégant et discret, cet amateur de lapins que l'homme épouvante, ne peut être l'auteur de pareilles vires. Voyez l'Alsace, voyez la Suisse, où il est inoffensif.

Pourtant, au printemps 1988, le gentil félin, protégé par la loi, révèle une curieuse nature. Celle d'un fauve qui, en quelques mois, massacre en quinze points différents du département de l'Ain plus de cent quatre-vingts moutons. La colère monte. Pour la calmer, le Fonds mondial de la nature crée, avec les services de l'environnement, un système d'indemnités. Verront-elles Harnachmatt, une spécialiste alsacienne, que les éleveurs baptisent « la grande prêtresse du lynx », vient examiner les brebis



abattues. Si la culpabilité du félin est avérée, le propriétaire touche de 800 F à 2 500 F par bête. Mais les « crimes » se multiplient. En juillet, le conseil général lui-même demande que le lynx cesse d'être protégé dans le département. La guerre est déclarée.

Moutons au front. Chez Aimé et René Bourdon, par exemple, dont la ferme et les clairières à moutons sont perchées au milieu des bois. Pour eux, la situation est un véritable crève-cœur. Ces citadins ont opéré leur retour à la terre, il y a une vingtaine d'années. De leurs mains, comme des Robinson Crusso, ils ont défriché, reconstruit la maison d'habitation et les bergeries, installé l'eau et créé un bel élevage de deux cent vingt brebis. Leur hameau, le Fays, est un rêve

d'écologiste. Max, le perroquet de la maison, dialogue avec les buses ; des lapins de garenne courent partout. Par temps de neige, Aimé distribue du fourrage aux chevreuils.

Mais le mois dernier, les Bourdon ont perdu douze brebis. « J'ai rencontré le lynx en rentrant du marché, là-bas, sur la route, raconte René. Une bête splendide d'un seul bond, a franchi la clôture et disparu dans le bois. Mais nous ne pouvons tout de même pas passer notre vie à lui servir de mangeoire. Si le lynx continue, nous devrons liquider le troupeau et redescendre en ville. »

Un peu plus haut, à Ordonnaz, Camille Drevet, l'ail coquin sous son bonnet de laine, affirme que « le tigre » lui a pris vingt bêtes sur

les soixante que compte son élevage. Expression de la vox populi, il assure que ce sont les écoles qui ont lâché ces fauves. « Qu'ils les reprennent donc à présent, sinon il va y avoir du grabuge. »

Série noire

A Prevessin, on sent déjà la poudre. Daniel Barloz, quarante ans, est un éleveur de pointes. Sa ferme de 80 hectares tourne rond avec quatre cents brebis mères. Chez lui, la querelle avec les caméras prend l'allure d'une vendetta. Il est vrai qu'en un mois il a fauché sur le pré quarante-sept bêtes. On lui propose de protéger ses moutons en leur donnant un collier garni de pointes. Il refuse. Fusil en main, il préfère veiller lui-même auprès d'une brebis attachée, comme la chèvre de M. Seguin. En vain. Le lynx attend qu'il ait tourné les talons, au matin, pour égorgier un agneau dans l'heure qui suit. Daniel Barloz installe des brebis de réforme en première ligne, près des bois, pour protéger ses meilleures bêtes parquées non loin de la ferme. Le lynx dédaigne les vieilles caméras et vient égorgé de grasses agnelles en vue du hameau.

Certaines bêtes sont découragées encore vivantes, le gigot arraché. « Vous voyez, ce fauve est à la fois d'une intelligence et d'une sauvagerie extraordinaires », s'exclame Daniel Barloz, apparemment ravi de sa démonstration. Et il appelle à la rescousse la Société protectrice des animaux. Sa série noire fait en tout cas monter l'exaspération des éleveurs du Haut-Bugey. Un beau matin, les gendarmes de Lhuis découvrent devant leur porte le cadavre d'un lynx criblé de chevrotines.

Deux jours plus tard, Brice Lalonde, secrétaire d'Etat à l'environnement, déboute à la préfecture de Bourg-en-Bresse. Devant la dépeuplée du ténin et les caméras de la télévision, il mène le bâton et la carotte. « Cet acte illégal est déshonorant pour l'image du département et de la France, dit-il : son auteur sera poursuivi. Cela dit, je suis prêt à discuter avec les éleveurs et avec les chasseurs pour mettre fin, d'une manière ou d'une autre, aux exactions éhontées des lynx. Bâtir et faire sauvage doivent coexister. »

Mais à présent, les populations sont sceptiques. La psychologie du lynx s'est insinuée dans les esprits. On en voit partout. Le soir même où Brice Lalonde se montrait à la préfecture, un fauve était signalé à 8 kilomètres de là, aux portes mêmes de Bourg-en-Bresse. Il est vrai que les bêtes — il y en aurait une vingtaine dans le département — s'enhardissent chaque jour davantage.

Le lendemain de la conférence de presse du ministre, nous pénétrons dans une pâture, en compagnie de Daniel Barloz. Celui-ci veut montrer l'agneau égorgé le matin même. Le cadavre est blanc à l'endroit où il est tombé. Mais il sert de casse-croûte à une sorte de gros chat accroupi dans l'herbe. Le bébé lynx, âgé de trois mois, se laisse approcher à 25 mètres, puis s'en va d'un pas lent, en se léchant les babines. Ce que tous les éleveurs et les photographes du département attendent depuis des mois vient de se produire. Le coupable est enfin pris sur le fait par un reporter parisien venu en coup de vent. Les gendarmes accourent pour enregistrer sa déposition, tandis que déjà le tam-tam des éleveurs bourdonne...

MARC AMBROISE-RENDU.

Société

SPORTS

TENNIS : les Internationaux des Etats-Unis

Edberg par vent contraire

Le tennis américain retrouve du tonus à Rushing Meadow. Agassi (dix-huit ans) et Chang (seize ans) ont accédé, le lundi 5 septembre, aux huitièmes de finale de l'Open des Etats-Unis où ils se rencontreront. Le vainqueur sera vraisemblablement opposé à Jimmy Connors qui devra disposer du Mexicain Lozano.

Dans le bas du tableau, un autre Américain Aaron Krickstein a provoqué la surprise en éliminant en huitième de finale et en cinq sets le Suédois Stefan Edberg.

NEW-YORK correspondance

Par une soirée froide et sur un court où le vent tourbillonnait faisant claquer les draps et voler les papiers gras, l'Américain Aaron Krickstein, vingt-huit ans, a sorti le champion de Wimbledon et tête de série numéro trois, le Suédois Stefan Edberg sur le score de 3-7, 7-6 (7-4), 6-7 (2-7), 6-4, 7-5 en trois heures cinquante-deux minutes. La victoire propulse le jeune Américain en quart de finale où il doit rencontrer l'Autrichien Cabil.

Vaillait donc, après les victoires d'Agassi et de Chang le retour en premier plan et la réhabilitation, à l'âge de vingt et un ans de Krick-

stein. Toujours associé dans l'esprit du public à Jimmy Arias, tombé lui à la cent trente-quatrième place mondiale, Krickstein fut un des produits chocs de l'école de l'Américain Bolleteri. Après une période précoce et rapide, grâce surtout à un coup droit catapulté, enseigné par son entraîneur, Krickstein passa par de longues périodes d'éclopie dues à la fois à un jeu répétitif mais surtout à de nombreuses fractures dites « de fatigue ».

Lundi soir il a construit sa victoire avec les coups classiques du joueur de fond : le retour de service et les passages, surtout en revers, tous tirés avec une violence inouïe.

Découragé dans ses tentatives, gêné au filet par le vent, Edberg n'avait pas les armes pour résister dans l'échange. Car cette année Krickstein a pu jouer toute la saison sans blessures. « Vous ne pouvez imaginer la joie que l'on éprouve quand on est confiant dans ses moyens physiques et quand on n'a plus à se ménager », expliquait Krickstein après sa victoire au tour précédent.

Il s'agit d'un spécialiste des matchs longs, un expert des cinq sets. Il n'en a perdu qu'un seul dans sa carrière pour une douzaine de victoires. En 1983 pour son premier match à l'US Open, il avait déjà triomphé de Stefan Edberg au dernier set.

Quant au Suédois, demi-finaliste deux années de suite, sur ce même terrain, il a perdu après un titre de Wimbledon, la chance d'arriver en position dans la bataille serrée pour

la supériorité mondiale. « Je maîtrisais la partie au cinquième set, j'aurais dû gagner. Mais j'étais constamment gêné par tous ces morceaux de papier qui volaient dans l'air. Je perdais mon rythme de service-volée... J'aurais dû tout de même gagner », assurait-il.

MARC BALLADE.

LES RÉSULTATS

SIMPLES MESSIEURS

Sélections de finale
Lendl (Tch.) b. Davis (E-U), 6-1, 6-4, 6-3; Connors (E-U) b. Aldrich (Af.S.), 6-3, 6-2, 6-3; Hascok (Sul.) b. Jarrod (Sul.), 6-2, 6-4, 6-2; Lozano (Mex.) b. Perez-Roldan (Arg.), 6-4, 6-2, 7-6 (7-2); Agassi (E-U) b. Krick (E-U), 6-3, 6-1, 2-6, 6-0; Agassi (E-U) b. Stollenberg (Aus.), 6-3, 2-6, 6-4, 4-6, 6-3; Chang (E-U) b. Wilkison (E-U), 4-6, 3-6, 6-3, 6-4, 7-5.

Huitièmes de finale

Cabil (Aus.) b. Laurendeau (Can.), 6-4, 6-3; Wilander (Sul.) b. Woodford (Aus.), 6-3, 6-2, 6-2; Sanchez (Esp.) b. Frawley (Aus.), 6-2, 6-3, 6-4; Krickstein (E-U) b. Edberg (Sul.), 3-7, 7-6 (7-4), 7-6 (7-2), 6-4, 7-5.

SIMPLE DAMES

Huitièmes de finale

Garrison (E-U) b. Sanchez (Esp.), 4-6, 7-5, 6-2; Makiyeva (Urss.) b. Sukora (Tch.), 6-1, 6-3; Savchenko (Urss.) b. Phibes (E-U), 6-3, 6-1; Graf (RFA) b. Fendick (E-U), 6-4, 6-2; Navratilova (E-U) b. Reinach (Af.S.), 6-4, 6-1; Sabatini (Arg.) b. Rehe (E-U), 7-5, 6-4; Sweet (E-U) b. Wiesner (Aus.), 6-2, 6-4.

M. Méhaignerie s'inquiète des dépenses engagées pour célébrer 1789

Le prix du Bicentenaire

La célébration du bicentenaire de 1789 risque-t-elle de coûter trop cher ou d'entraîner des dépenses déraisonnables et contestables ? M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, vient de charger cette énorme tâche de papier qui volait dans l'air. Je perdais mon rythme de service-volée... J'aurais dû tout de même gagner », assurait-il.

« Je ne suis en rien hostile à la célébration proprement dite, nous a précisé M. Méhaignerie. J'ai simplement voulu indiquer que certains projets, certaines perspectives me laissent perplexes : les grands travaux, la promesse de la plus grande bibliothèque du monde — nouveau triomphe du parisianisme — si contraire à l'idée que nous pouvons nous faire du développement de la lecture en France. Quant au Bicentenaire, il me semble que beaucoup de moyens budgétaires d'Etat ne soient pas engagés dans toutes sortes d'opérations de prestige excessivement coûteuses. Depuis le début règne dans cette affaire le laxisme ».

C'est pourquoi M. Méhaignerie réclame « contrôle » et « transparence » des moyens mis en œuvre pour la célébration et, pour accomplir cette tâche, création d'une commission parlementaire ad hoc.

Dans l'entourage de M. Méhaignerie, on se montre plus précis. Plusieurs critères sont évoqués : la perspective d'une fête parisienne du 14 juillet 1989, place de la Concorde, qui s'annonçait sous les auspices de dépenses faraoniques ; une invisibilité des dépenses réellement consacrées au Bicentenaire et elles sont trop dis-

crètement ventilées, et dissimulées dans une foule de budgets. Enfin la question de l'utilisation des ressources extra-budgétaires (commerciales ou drainées par le sponsor) préoccupe aussi les conseillers de M. Méhaignerie.

Avant même l'éventuelle réponse de M. Méhaignerie à la lettre de M. Michel Rocard à la lettre de M. Méhaignerie, à supposer qu'elle aborde le chapitre du Bicentenaire, les éléments dont on dispose pour évaluer une partie des dépenses liées aux manifestations de 1989 sont les suivants :

La Mission du bicentenaire a reçu, en 1987, 19 millions de francs (15 de l'Etat et 4 de la Ville de Paris). Elle devrait recevoir, cette année, 110 millions, en principe pour solde de tout compte. Cette somme se décompose ainsi : 15 millions attribués par la loi de finances initiale, 50 millions consentis par le décret d'avances signé par M. Rocard peu après son arrivée à Matignon et 45 millions de francs qui seront fournis, sous réserve d'approbation par le Parlement, par une loi de finances rectificative à venir.

Au total, 129 millions de francs de ressources budgétaires qui ont été ou devraient être utilisées ainsi (la ventilation exacte est parfois difficile à établir) : 37,2 millions de francs pour des dépenses de fonctionnement, 27,9 millions de francs pour les dépenses dites de communication et 63,9 millions de francs pour les crédits d'intervention de la mission dans les opérations festives, audiovisuelles, culturelles et autres.

— Il est vrai que ces 129 millions seront loin de correspondre à la totalité des ressources du Bicentenaire, si l'on entend par là la totalité des opérations montées à tous les échelons territoriaux. Communes, départements, régions s'engageront aussi financièrement. Mais il ne s'agit pas là à strictement parler de dépenses de la Mission du Bicentenaire.

— En revanche, cette dernière disposera bien de ressources extra-budgétaires : le comité Friedmann (du nom du président-directeur général d'Air France qui a collecté des fonds auprès des grandes entreprises) a rassemblé 8,1 millions de francs, somme qui ne sera plus guère dépensée et qui sera répartie en interventions destinées à soutenir divers projets. D'autre part, la commercialisation du logo du Bicentenaire a déjà ou devrait rapporter plus de 5 millions de francs.

Au total, certaines appréhensions de M. Méhaignerie ne devraient pas être trop difficiles à dissiper, ne serait-ce que par comparaison avec les moyens récemment mis en œuvre par l'Australie ou les Etats-Unis dans des circonstances comparables.

Reste que d'autres craintes du président du CDS : hypercentralisation de la célébration du Bicentenaire, profération des structures pérennes à l'occasion d'un événement éphémère, poids excessif de grandes manifestations de prestige, ne se verront confirmées ou infirmées qu'une fois écartés les lampions du Bicentenaire.

MICHEL KAJMAN.

Jeux olympiques

De l'argent pour l'or soviétique

Les athlètes soviétiques qui obtiendront une médaille aux prochains Jeux olympiques de Séoul ne rapporteront pas que leur trophée dans leurs bagages. M. Marius Gramont, président du comité olympique soviétique, a annoncé le lundi 5 septembre, que des primes allant de 3 000 roubles (30 000 francs environ) pour les médailles de bronze, à 12 000 roubles (120 000 francs environ) pour celles d'or, récompenseront les lauréats (15 % de ces primes seront payés en devises). Pour M. Gramont cette pratique n'est pas en contradiction avec le statut pur d'amateur affiché par les sportifs soviétiques. Il s'agit pour les autorités sportives soviétiques « de compenser les efforts considérables déployés par ces sportifs pendant un certain nombre d'années pour préparer les JO ».

Quant au Suédois, demi-finaliste deux années de suite, sur ce même terrain, il a perdu après un titre de Wimbledon, la chance d'arriver en position dans la bataille serrée pour

JUSTICE

Réactions au programme Arpaillage

Le programme de construction des nouvelles prisons revêtu par M. Arpaillage suscite des réactions diverses et parfois contraires. Pour M. Paul-André Sadon, ancien directeur du cabinet de M. Chandon place Vendôme, interrogé par le *Quotidien de Paris*, la décision qui vient d'être prise de réduire seulement de deux mille places le projet initial « prouve la nécessité » du programme. M. Sadon estime cependant que les conditions d'appels d'offre et celles des concours ayant été changées, « des entreprises vont sûrement se plaindre et l'Etat sera éventuellement obligé de payer des indemnités ».

De son côté, l'Union fédérale pénitentiaire a déploré que le programme Chandon ait été « révisé à la baisse en ne tenant compte que des effets immédiats des lois d'annuité et des grâces présidentielles ». Elle approuve cependant « la redistribution des types d'établissements qui favorisent les maisons d'arrêt actuellement les plus engorgées ».

Le « programme Arpaillage » a aussi entraîné une déclaration de M. Frayssé-Cazalis, maire (PCF) de Nanterre (Hauts-de-Seine), commune sur le territoire de laquelle est prévue la construction d'une maison d'arrêt. Selon elle, « il ne serait pas acceptable que Nanterre ne fasse pas partie des projets abandonnés », la population et les élus « s'étant toujours opposés à la construction d'une prison ».

Un pétrolier explose près du Pirée

Nombreuses victimes

Une explosion a eu lieu, mardi matin 6 septembre, sur le pétrolier *Amangel-Greatness*, qui était ancré près du port du Pirée pour y subir des réparations. Le navire a été coupé en deux et a commencé à couler.

Selon les autorités, au moins une dizaine de personnes (des ouvriers qui étaient sur le navire pour y effectuer des travaux de soudure) ont été tués par l'explosion.

On ne connaissait pas, mardi en fin de matinée, le nombre exact de victimes (tués et blessés par brûlures) ni les causes précises de l'accident. — (Reuters, AFP.)

● Mort accidentelle d'un opposant marocain. Un opposant marocain, Khaled Cherkaoui, vingt-huit ans, qui vivait en exil en France avec un statut de réfugié politique, est décédé samedi 3 septembre dans un accident de la route à Chevillon-sur-Huillard près de Montargis (Loiret). Sa mère a été elle aussi tuée dans l'accident et un troisième passager de la voiture, dont l'identité n'a pas été communiquée, a été grièvement blessé. Selon l'avocat de Khaled Cherkaoui, la thèse de l'accident est la plus probable. Khaled Cherkaoui, chef de file du mouvement révolutionnaire marocain était considéré comme un des responsables de l'opposition islamique dans son pays. Accusé d'avoir participé à l'organisation des « émeutes de la vie chère » à Marrakech en 1984, il avait été condamné à mort par contumace par un tribunal de Casablanca.

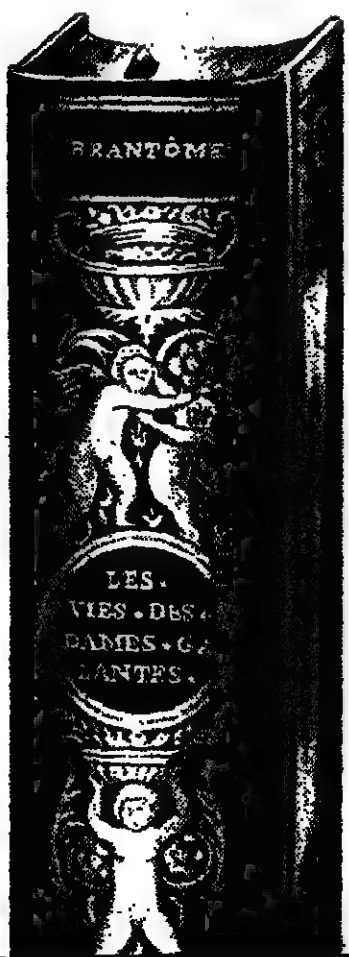
● Le père de Pauline refuse toujours de révéler où se trouve sa fille. — Le bâtonnier Marc Guillaud du barreau de Riom (Puy-de-Dôme) qui assure la défense de Jean-Marie Finet, ce commerçant de Marignac placé sous mandat de dépôt pour avoir refusé de présenter sa fille Pauline, cinq ans, à son épouse (le Monde du 6 septembre), a intenté une action en référé pour obtenir une levée d'exécution provisoire. Il a aussi fait appel de l'ordonnance qui a donné la garde de l'enfant à la mère, de nationalité uruguayenne, M^{me} Forti Selva.

Un événement exceptionnel pour les amoureux des livres d'art Jean de Bonnot publie un chef-d'oeuvre de la littérature amoureuse

Cet ouvrage géant de 710 pages, décor Renaissance, est le témoignage unique des scènes galantes et moeurs trépidantes de la Cour des Valois.

C'est avec une joie immense que je viens de réaliser la réimpression d'un ouvrage que seuls quelques rares bibliophiles ont la chance de posséder. Passionné depuis toujours par la littérature amoureuse, j'ai, au cours de mes recherches personnelles, mis la main sur un texte de l'époque, qui m'a procuré une émotion telle, que je souhaite aujourd'hui vous la faire partager.

Le faste de la Renaissance française
J'ai tenu à restituer intégralement tout le luxe de ces riches heures. La finition de la reliure est somptueuse : plein cuir de mouton d'une seule pièce, dos gravé à l'or fin tirant 22 carats, avec des fers Renaissance empreints à la main selon une technique traditionnelle qui nous est propre. Mes meilleurs illustrateurs ont reproduit parfaitement les figures et les lettres Renaissance sur notre papier vergé filigrané. Un ouvrage d'art comme on en fabriquait



LES VIES DES DAMES GALANTES



Par Pierre de Bourdeille
SEIGNEUR DE BRANTÔME
Contemporain de Nostradamus, le Seigneur de Brantôme, expert des choses de l'amour, fut le "Plutarque de la galanterie".

Jadis, destiné à être conservé de père en fils.

Tous les dessous de la cour d'Henri III

C'est par la petite histoire que Brantôme nous fait entrer dans l'Histoire. Courtisan habile et coureur effréné de jupons, il n'en est pas moins, et surtout, un incorrigible voyeur. Il nous conte les intrigues croustillantes de la cour des Valois, à la fois ardente et frivole, brutale et raffinée, voluptueuse et légère...

Ami intime de Marguerite de Navarre, il peut mieux que quiconque nous raconter des centaines d'anecdotes en faisant défiler à nos yeux tous les hauts personnages de la Renaissance française, et leurs vies de démesure aux éclats parfois scandaleux.

La plume incisive et le verbe cru de cet ancien soldat se mêlent constamment à la cocasserie des intrigues galantes et des situations intimes, pour notre plus grand plaisir.

Une édition précieuse, réservée aux amateurs fidèles

Après une vie passée à préserver la tradition des beaux livres d'autrefois, cette édition constitue pour moi l'aboutissement d'un long travail. Je souhaite en faire profiter les

amateurs qui m'ont été les plus fidèles, et qui, comme moi, cultivent par leur bibliothèque, le Beau et le Rare. J'ai réalisé un tirage strictement limité de ce livre somptueux, format royal in octavo (14 x 21 cm), décoré avec 110 cm2 de feuille d'or 22 carats, aux tranches et signet assortis. Je l'offre à un prix exceptionnel à ceux qui sont à mes côtés dans mon combat spirituel contre l'édition industrielle et éphémère pour que les vrais amateurs puissent encore se procurer des livres de cette qualité à ce prix.

Garantie à vie
Il vaudrait mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des oeuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'or véritable et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter tous mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

Le tirage limité de cette édition m'oblige à ne pouvoir le promettre à tous les amateurs. Je vous prie donc de m'excuser si je ne peux honorer les demandes tardives.

BON OFFRE EXCEPTIONNELLE

à retourner à : JEAN DE BONNOT (1 seule adresse dans le monde)
7, Faubourg Saint-Hippolyte - 75002 PARIS CEDEX 08
Tél : (1) 48.97.47.06

Je souhaite profiter de votre offre exceptionnelle me proposant 1 "Les Vies des Dames Galantes" en un seul volume 14 x 21 cm, relié plein cuir décoré à l'or fin 22 carats. Je joins mon règlement total de 174,90 F. (soit 159,50 F + 15,40 F de frais de port). Si ce livre ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine sous dix jours, et je serai aussitôt remboursé.

Nom _____ Prénom _____
Rue _____
Code postal _____ Ville _____

AVERTISSEMENT : A la demande de mes amis bibliophiles, j'ai dû me résoudre à requérir de tous un paiement d'avance. Les indélicatesses renouvelées de mauvais payeurs professionnels ne m'auraient en effet pas permis de conserver des prix aussi bas. Les vrais amateurs profiteront de cette mesure et conserveront bien sûr la faculté de se voir rembourser à n'importe quel moment.

مكذبا من الأصل

CINÉMA

Le Festival du film américain à Deauville

Soixante ans d'oscars, Claudette Colbert, Ann Marget, passage éclair de Robert de Niro pour présenter *Midnight Run*, hommages à William Friedkin, à Jonathan Demme... Le Festival de Deauville, consacré au cinéma américain, s'est fait une spécialité des stars éternelles et de celles qui espèrent le devenir. Commencé le 2 septembre, il croise la Mostra de Venise.

« Masquerade », de Bob Swaim

Le séducteur et la mort

Réalisateur d'origine américaine, Bob Swaim tourne, pour la première fois, un vrai film hollywoodien. Son meilleur film.

La Nuit de Saint-Germain-des-Près (où l'on découvre Daniel Auteuil) était une remarquable adaptation d'un roman policier de Léo Malet. La Balance, tournée également à Paris, accumulait les conventions de la série noire française (cette pluie), ce qui n'empêchait pas un grand succès public et une pluie de César. *Escort Girl*, tournée à Londres, se promenait entre la comédie sophistiquée et le thriller. Pas convaincant mais, tout de même, une bonne technique narrative.

A quarante-cinq ans, Bob Swaim, cinéaste d'origine américaine, vient enfin de réaliser un film aux États-Unis. Et a réussi son coup, grâce à un scénario (de Dick Wolf) monté

comme un parc d'attractions truqué, grâce à un style nerveux, serré, de vrai thriller à l'hollywoodienne. Pas un temps vide dans l'intrigue, les rapports des personnages. C'est du spectacle avec suspense à tiroirs.

Tim Whelan est, sur la côte est, barreur d'un yachtman très riche, Morrison. Il couche avec Brooke (Kim Cattrall), la femme de son patron. Elle est quelque peu nymphomane, lui, gigolo sur les bords. Rob Lowe a la beauté du diable et des airs penchés d'enfant qui veut séduire. Tim Whelan est orphelin. Olivia Lawrence, qui a grandi sans son père, vient de perdre sa mère. C'est une grande adolescente attirée, solitaire, timide, héritière d'une immense fortune. Meg Tilly possède un charme gauche. Comme autrefois Audrey Hepburn, elle apporte, à l'écran, un curieux mélange d'innocence et de volonté farouche, une ambiguïté de femme-enfant.

Olivia tombe amoureuse de Tim. Le dernier mari de sa mère, Tony

Gateworth, affreux parasite alcoolique (John Glover force expresse sur l'aspect antipathique), s'oppose à cette liaison, craint un mariage. Une machination se monte dont on ne dira rien, car raconter ce film, c'est le détruire. Sachez simplement qu'il y a plusieurs morts dans le sillage de Tim, et qu'un jeune policier, Mike McGill (Doug Savant), ami d'enfance d'Olivia, et qui l'aime, ne mène pas ses enquêtes avec sérénité.

Comme Hitchcock, Bob Swaim épingle les rites d'une société menée par l'argent et les passions. Et l'érotisme est sa part très personnelle. Une trouble fascination — reliée, on le sait à la fin, au cœur même de la machination dont on ne connaît qu'un aspect — se dégage des corps masculins surpris dans leur intimité. Les pièges se referment les uns après les autres, inéluctablement. Et la découverte de la vérité laisse un étrange goût de cendres à la victime de l'amour.

JACQUES SICLER.

« Bête de guerre », de Kevin Reynolds

Hommes entre eux

Un tank, bête de guerre blessée dans des paysages lunaires. Un voyage initiatique qui va de poncifs en poncifs.

Un village afghan ravagé par la guerre. En mission punitive, les chars soviétiques opèrent au lance-flamme. Un résistant halluciné tire sur un tank. Le capitaine de l'équipage ordonne de l'écraser. Le conducteur, un intellectuel à lunettes, obéit en dépit de son dégoût, de son horreur. Le capitaine est une brute, mais il avait huit ans à la bataille de Stalingrad et il a vu son père pendu par les Allemands. Le reste de l'équipage est composé d'un brave type, mais apeuré, incapable de révolte, d'un voyou opportuniste, d'un intellectuel afghan qui n'a pas l'impression de trahir les siens.

Il croit au contraire œuvrer pour la raison, contre le fanatisme reli-

gieux — ainsi le fanatisme primitif des femmes dévorées par l'esprit de vengeance. Le film de Kevin Reynolds, la Bête de guerre, porte en exergue un vers de Kipling qui dit de se méfier de ces femmes afghanes, « dépeupilleuses d'entrailles, si tu les vois venir, prépare toi seulement à mourir comme un soldat ».

Tout ceci est si l'on ose dire symbolique. Kevin Reynolds a rêvé de son *Apocalypse now*. Et comme c'est déjà fait pour le Vietnam, pour quoi pas l'Afghanistan. Il ne s'agit pas de concurrence Rambo. L'antivoïalisme n'est même pas en cause. Côté russe comme côté afghan, on se trouve devant des personnages bien stéréotypés, qui représentent de quoi alimenter un lourd mélo à thème comme il en a existé au début du siècle.

Pourtant, la situation est la même que dans le premier film de Kevin Reynolds, *Une brigade d'enfer*, *Fandango* (le Monde du 6 août) : un

véhicule dégingélu perdu dans un désert lunaire ; un groupe d'hommes unis par une sorte de pacte et qui au long du film se désagrègent. Un voyage initiatique vers une vérité troublante.

La Bête de guerre a été tournée en Israël, dans des magnifiques paysages ravagés où le tank poursuit sa route, bête de guerre blessée, fantasmagorique, poursuivi par les Afghans qui l'encerclent, galopent, disparaissent. A un moment, on espère un suspense, la magie d'une Patrouille perdue...

Le film est plus net, plus rigoureux que *Fandango*, mais Kevin Reynolds semble avoir perdu l'ironie sensible qui en faisait le charme. Il s'éblouit lui-même de ses beaux paysages, accumule les poncifs d'images et d'idées. Son tort est peut-être d'avoir situé sa fable dans une actualité immédiate, trop brillante, trop complexe pour supporter une schématisation aussi convenante.

COLETTE GODARD.

Deux disparitions

Colin Higgins

On apprend la mort du metteur en scène américain Colin Higgins, disparu le 5 août dernier. Il était âgé de quarante-sept ans.

Né à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) en 1941, d'un père américain et d'une mère australienne, Colin Higgins passe son enfance en Australie, commence ses études aux États-Unis puis se consacre au théâtre et, en 1960, prend des leçons d'art dramatique à l'Actor's Studio. En 1967, il entre à l'école de cinéma de l'UCLA, où il sera professeur assistant. En 1970, il écrit le scénario d'*Harold et Maud*, qui lui vaut un très grand succès et dont il tirera un roman puis une pièce de théâtre. *Harold et Maud* est porté à l'écran par Hal Ashby en 1971. Scénariste de *Transamerica Express* pour Arthur Hiller, Colin Higgins réalise son premier film en 1978. C'est *Drôle d'embrouille*, comédie d'humour noir truffée de clips d'ail à Hitchcock. Viennent ensuite *Comment se débarrasser de son patron* (1980), comédie féministe avec Jane Fonda, Lily Tomlin et Dolly Parton, et *la Cage aux poules* (1983), parodie de western et comédie musicale un peu tarte à la Dolly Parton, la chanteuse de country music, fait un numéro à la Mae West.

J. S.

Gert Froebe

L'acteur allemand Gert Froebe est mort le 5 septembre à Munich des suites d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-quinze ans.

Gert Froebe avait débuté au cinéma en 1945, tourné, depuis, une cinquantaine de films et gagné, dans les années 60, surtout grâce à son rôle de « méchant » dans *Goldfinger*, une renommée internationale.

Né le 25 décembre 1912 à Plönitz, dans la région de Zwickau, en Saxe, il avait appris le violon et s'était installé comme décorateur avant de devenir acteur de théâtre en 1937. A partir de 1945, il est un « second rôle » du cinéma allemand (R.A. Stemmle, 1948), les films qu'il tourne ne passent pas les frontières. On le voit dans *Double Destin*, de Victor Vicas (1954). Très populaire en Allemagne, il va, comme Curt Jurgens, devenir célèbre en France, en jouant dans *Les héros sont fatigués*, de Yves Ciampi (1955). *Typhon sur Nagasaki* (encore Ciampi, 1956), *Celui qui doit mourir* (Jules Dassin, 1956), *Charmanis Garçons* (Henri Decoin, 1957), *Echec au porteur* (Gilles Grangier, 1958), font adopter cet acteur dans la force de l'âge, corpulent et jovial, qui sait être, aussi, inquiet. Maintenant vedette en

son pays (la *Fille Rosemarie Nitribitt*, de Rolf Thiele, 1958), il est, en 1960, dirigé par Fritz Lang dans le *Diabolique Docteur Mabius*.

En 1962-1963, il fait des compositions diverses dans une nouvelle version en couleurs de l'*Opéra de quat'sous* (Wolfgang Staudte), le *Métronome*, de Claude Autant-Lara, *Pau de banane*, de Marcel Ophüls. En 1964, il est l'adversaire acharné de James Bond : *Goldfinger* (Guy Hamilton) lui vaut la renommée internationale. Il tourne moins ensuite et commence à être considéré comme une vedette de prestige.

Il incarne le général von Choltitz, commandant militaire allemand de Paris au moment de la Libération dans *Paris brûle-t-il ?* (René Clément, 1966) et le moine Raspoutine, mauvais génie de la cour impériale russe dans *J'ai tué Raspoutine* (Robert Hossein, 1966). En RFA, les critiques vont en lui l'égal d'Emil Jannings, le « monstre sacré » des années 20-40. Pour son sixième anniversaire, il avait reçu la médaille du Mérite artistique. Etabli à Munich, il travaillait surtout, ces dernières années, pour la télévision et le théâtre.

J. S.

ARTS

Jack Lang et le patrimoine

Nouvelles variations sur un vieux thème

Au château de Chambord, dont les espaces d'accueil viennent d'être réaménagés par Jean Nouvel, Jack Lang, en prologue à l'opération « portes ouvertes », des Monuments historiques, devait présenter, le mardi 6 septembre, les grandes lignes de sa politique à l'égard du patrimoine.

Ne dites pas à Jack Lang que le patrimoine est devenu l'une de ses priorités. Il vous répondra qu'il utilise cette expression revient à vouloir masquer une stagnation générale. Aucune allusion, bien sûr, à son prédécesseur, qui avait fait de ce chapitre le fer de lance de son action.

Il est certain qu'on avait reproché à Jack Lang d'avoir négligé les vieilles pierres dont il avait la charge au profit d'entreprises plus médiatiques, plus « rentables » immédiates. On vous démontrera aujourd'hui que de Valois, chiffres et graphiques à l'appui, en s'embrouillant un peu dans les pourcentages, qu'il n'en a rien été.

La démonstration inverse est aussi convaincante. Elle a été faite à maintes reprises entre 1986 et 1988. Comment pourrions-nous d'ailleurs s'y retrouver puisque les bases de calcul ne sont pas les mêmes et qu'il est aisé de jongler avec des crédits votés, mais non distribués, affectés à d'autres programmes ou évaporés en cours d'année ?

Une chose est certaine. Le budget de la culture pour l'année 1989 augmentera d'environ 10 % et cette

manne supplémentaire profitera prioritairement au patrimoine. Les crédits de restauration des Monuments historiques représenteront près de 1 milliard de francs. Au terme de la loi-programme, cette augmentation devait être de 5 %. Elle atteint près de 18 %. En outre, il faut ajouter à cette somme les 130 millions prévus pour la réfection des façades et des toitures du Louvre, dont la charge est désormais supportée par l'établissement public du Grand Louvre. Les crédits d'entretien progressent de 58 millions de francs (+ 42 %).

Mais, pour le ministre, le patrimoine ne saurait être assimilé à la seule direction des Monuments historiques. Aussi un gros effort est-il fait en direction de l'archéologie et de l'ethnologie. Les crédits d'intervention de la première augmentation de 2,5 millions de francs et ceux de la seconde de 1,5 million de francs. Dans le domaine de la formation, enfin, 2 millions de francs supplémentaires permettront de développer l'Institut du patrimoine comme les classes du même nom. Le mariage de l'art contemporain et des vieilles pierres devrait continuer à vivifier les Monuments historiques. « Dans ce domaine, je persiste et signe », affirme le ministre qui ne fait là que poursuivre une vieille tradition. A la postérité de séparer le bon du médiocre, le nouveau du « pompier ». Ce dernier ne résiste guère à l'épreuve des ans. Surtout s'il se pare des apparences de la « modernité ». Aussi ce mariage ne doit-il jamais être irréversible.

Par ailleurs, cette volonté d'ouvrir le patrimoine a conduit le ministre à une quadruple réflexion :

● Protéger les lieux de mémoire dans les cités, l'esthétique d'un

espace qui ne s'appuie sur aucun monument classé. L'affaire du bar du Fouquet's (1) sur les Champs-Élysées pose concrètement le problème. Il y a là un vide juridique qui ne pourrait être comblé qu'en comptant sur les nouveaux pouvoirs que la loi de décentralisation a confiés aux municipalités.

● Se préoccuper d'autre part du patrimoine rural, pas seulement des bâtiments ou des instruments agricoles mais aussi du paysage. Il y aura là fort à faire après les ravages opérés par le remembrement et les plans d'habitat d'occupation des sols.

● Inventer encore une catégorie de monuments d'« intérêt local » qui seraient pris en charge par les collectivités territoriales. Mais comment ne pas faire que ceux-ci soient considérés comme des monuments au rabais ? Une réflexion dans ce sens a été demandée au maire d'Angers, Jean Monnier (divers gauche).

● Enfin, dresser un inventaire complet des sites et des objets de la période révolutionnaire. Mais le patrimoine, affirme Jack Lang, « ne se résume pas non plus à la seule politique d'un ministère ». Les liaisons interministérielles devraient être la règle. Le problème de l'archéologie doit être discuté avec les affaires étrangères et la recherche. Les classes du patrimoine avec l'éducation nationale. La signalisation et les circuits avec le tourisme. La dimension économique de ce secteur est maintenant admise par tous. Il faut l'exploiter avec intelligence et discernement.

Autre préoccupation ministérielle : la fameuse échéance européenne de 1992. Il va falloir, ici comme ailleurs, adapter les législations, affronter une concurrence qui risque d'être vive, notamment dans le domaine de la restauration, et surtout multiplier les formes de collaboration. Déjà une équipe de chercheurs franco-allemands est chargée d'examiner à travers dix sites (onze en France et cinq en Allemagne) les mérites de la maîtrise de la pierre. L'année du Bicentenaire devrait être une bonne année pour le patrimoine.

EMMANUEL DE ROUX.

VENTES

Les soldes Elton John

« Il est temps de revenir à ma vraie personnalité ». La quarantaine et autant d'albums à son actif, une réputation d'éclectisme bien établie, Reginald Dwight, plus connu sous son pseudonyme d'Elton John, qui, pendant près de vingt ans, a amassé dans sa résidence campagnarde du Berkshire quelques deux mille objets des plus divers (le meilleur et souvent le pire) a décidé de les vendre aux enchères.

Sotheby's, qui avait au mois de mai dispersé les biens d'Andy Warhol, après cette fois-à que les Mickey Mouse en tissu, la centaine de paires de lunettes fantaisistes de l'interprète de *Bernie and the Jets* remportent autant de succès que les montres en série du pape du Pop Art (le Monde du 22 avril). Même si la collection d'Elton est loin d'être à la hauteur de celle d'Andy, la vénérable maison de New Bond Street n'en attend pas moins de 30 millions de francs.

Dès son plus jeune âge, Elton aura deux passions : le football et la musique. La première l'amènera à devenir propriétaire du club de Watford, dans lequel il aurait déjà investi de 1 million de livres (10 millions de francs). Un « hobby » ruineux qui aurait contraint le chanteur à vendre sa collection. Quant au rock'n roll, il le découvrirait à travers les disques de Bill Haley, Little Richard et Jerry Lee Lewis, après cette fois-à que les Mickey Mouse en tissu, la centaine de paires de lunettes fantaisistes de l'interprète de *Bernie and the Jets* remportent autant de succès que les montres en série du pape du Pop Art (le Monde du 22 avril). Même si la collection d'Elton est loin d'être à la hauteur de celle d'Andy, la vénérable maison de New Bond Street n'en attend pas moins de 30 millions de francs.

Mais le clou est un ensemble exceptionnel de tables, bureaux, chaises, fauteuils, miroirs et vitrines dessinés par Carlo Bugatti. Ces meubles massifs se démarquent de la production art nouveau par leur style d'inspiration mauresque et les matériaux employés : velin peint, cuivre repoussé, bois, émail ou laiton. Un banc, flanqué de deux sièges, entre 100 000 F et 150 000 F.

Parmi les créations de Fabergé, Cartier, Boucheron, Van Cleef et Arpels, une curieuse boîte à cigarettes du début du siècle retiendra l'attention. Décorée d'animals, de médailles, de bouteilles de champagne miniatures en émail ou en diamant, elle porte les initiales de son premier propriétaire, le grand duc Dimitri Pavlovitch. Son prix : 50 000 F.

Elton John se sépare également de ses sérigraphies de Marilyn par Warhol, de l'assiette *Boue aux chaises blanches* en terre cuite de Cocteau, d'un aquatinte de Picasso pour 80 000 F, et d'une gouache de Magritte estimée à plus de 300 000 F.

A la veille de cette vente, Elton John n'en demeure pas moins collectionneur dans l'âme. « Je vais me lancer dans l'ultra-moderne », vient-il de déclarer. En juillet dernier, à Moscou, il s'est porté acquéreur de deux tableaux contemporains d'Igor et Svetlana Kopytanski.

ALICE SEDAR.

La vente a lieu du 6 au 9 septembre à Londres chez Sotheby's.

MAIRIE DE PARIS
Concours international de trompette
MAURICE ANDRÉ
Salle Pleyel
Jeudi 15 septembre - 20h30
Grand concert d'ouverture
Maurice André
Orchestre National de Paris
Direction: Philippe Mendel
16-21 septembre
Epreuves éliminatoires
23 septembre - 18h30
Epreuve finale
avec l'Orchestre Philharmonique
des Pays de la Loire
Direction: Marc Sorel
Classes de maître publiques
Exposition d'instruments
Renseignements: (1) 43 06 68 70

CALENDRIER
DES ADMINISTRATEURS
DE CONCERTS
ABBAYE
DE ROYALMOND
(Val-d'Oise)
Samedi
10 septembre
à 20 h 45
Rens.
30-35-30-16
(s.n. Hémard
Musique, O.A.
Val-d'Oise)
THEATRE
CHAMPS-ÉLYSÉES
Vendredi
16 septembre
20 h 30
(s.n. Valentin
Opéra
et Concert)
MOZART
Airs de concert
Concerto pour piano
Soprano : FRANÇOISE
POLLET
Piano : JEAN-MARC
LUISADA
ORCHESTRE NATIONAL
D'ÎLE-DE-FRANCE
JACQUES
MERCIER
**ORCHESTRE
DE PARIS**
Dir. : SEMYON
BYCHKOV
Sol. : SHURA
CHERKASSKY
STRAUSS, MAHLER



Culture

La rentrée des arts

De Cézanne à Tinguely (en attendant Gauguin)

En septembre, nos institutions marchent encore à l'heure de l'été, comme la province d'ailleurs. Le centre Pompidou, par exemple, est encore plein des années 50, jusqu'en octobre. Et s'il n'y avait à la fin de cette semaine la reprise des galeries, on serait tenté d'attendre les alentours du 20 pour ouvrir l'œil — sur Cézanne, Vieira da Silva ou les artistes de l'UAM.

Octobre sera plus animé. C'est le mois de plusieurs rendez-vous annuels : celui de la « Rue vers l'art »

(du 15 au 23) propice au parcours des musées et de leurs collections, et de la FIAC ; celui aussi du Festival d'Automne qui, cette année, propose une exposition Etienne Martin. Et le Grand Palais présentera, à partir du 14, une exposition importante sur le Seicento. Puis, une à une, commenceront les manifestations du mois de la photo (novembre). Quant à l'exposition Gauguin, le grand événement de la saison, c'est en janvier qu'elle s'ouvrira (le 13, au Grand Palais).

G. B.

Vieira da Silva. — Hommage à l'artiste portugaise qui, cette année, fête ses quatre-vingts ans. Regroupées autour de quelques thèmes — scénographies, aquarelles, peintures, dessins — les quatre-vingt-dix tableaux de l'exposition (présentée au Grand Palais) évoquent plus qu'ils ne retracent le parcours de l'artiste depuis 1931.

★ Grand Palais, 24 septembre-21 novembre.



Vieira da Silva

Cézanne, les années de jeunesse. — L'œuvre de l'artiste, de la Royal Academy à la National Gallery, est présentée au Grand Palais. Les années de jeunesse de Cézanne, de 1860 à 1880, sont présentées pour la première fois en France. Elles montrent un jeune homme, calé des années 1880, un familier de Delacroix et de Daubigny, de Millet, Courbet, Caillebotte et Manet.

★ Musée d'Orsay, 21 septembre-1^{er} janvier.

Les années UAM : l'Union des artistes modernes 1929-1958. — L'UAM a été créée par un petit groupe d'artistes-décorateurs d'avant-garde refusés au Salon des artistes décorateurs de 1929. Charlotte Perriand, René Herbst, Hélène Henry, Francis Jourdain, Mallet-Stevens, en ont été les fondateurs. Le Centre Georges Pompidou, sous la direction de Jean Renaudie, a organisé une exposition de ces œuvres, dont le catalogue est paru. L'exposition, qui se déroule du 23 septembre au 27 novembre, est l'occasion de découvrir les œuvres de ces artistes, dont le style a été long-temps synonyme de modernité et de progrès, comme tout ce qui a été fait.

★ Musée des arts décoratifs, 23 septembre-27 novembre.

Gérard Garouste. — Le parcours depuis 1968 d'un artiste cultivé, passé du discours sur la peinture à la peinture tout court, sans perdre le goût de la narration, ni celui des jeux d'énigmes.

★ Centre Georges Pompidou, galeries contemporaines, 28 septembre-27 novembre.

Erik Bouletov. — En une vingtaine de tableaux, pour faire connaissance avec l'une des figures principales de la nouvelle scène artistique soviétique.

★ Centre Georges Pompidou, galeries contemporaines, 28 septembre-27 novembre.



« Passamenterie » d'Etienne Martin

Etienne Martin. — Il est l'invité du Festival d'Automne. On ne s'en plaint pas car de « demeures » en « passamenteries », de petits en grands « bois » déracinés, sa sculpture

habite est riche, et son histoire déjà longue, dont on n'a pas encore dit ni montré tout l'intérêt.

★ Chapelle de la Salpêtrière, 1^{er} octobre-10 novembre.

Seicento : la peinture italienne dans les musées français. — Des ravages du caravagisme au baroque romain triomphant, un choix de cent soixante tableaux, pour éclairer notre lanterne sur le dix-septième siècle italien, que nous connaissons mal, bien qu'il soit très largement représenté dans les collections publiques françaises.

★ Grand Palais, du 14 octobre au 2 janvier.

Le symbolisme dans les collections du Petit Palais. — Parmi les deux cents œuvres proposées, certaines n'ont jamais été montrées au public : ainsi les quatre grandes toiles des Ages de la vie d'Eugène Carrière, ou l'ensemble complet des peintures, pastels, dessins et lithos d'Odilon Redon appartenant au musée. De quel faire rêver parfois, du côté d'Orsay.

★ Petit Palais, 21 octobre-19 février.

Signar Polka. — Une rétrospective, la première en France, d'un artiste allemand qui, depuis les années 60, a entrepris de peindre la peinture. De lui on connaît surtout les amalgames systématiques d'images hétérogènes, figuratives et abstraites, qui semblent avoir inspiré plus d'un jeune peintre des années 80.

★ ARC, Musée d'art moderne de la Ville de Paris, 20 octobre-1^{er} janvier.

Dessins de Matisse. — L'ensemble des œuvres sur papier conservées au Musée national d'art moderne. Cette présentation coïncide avec la publication d'une nouvelle édition du catalogue raisonné des Matisse du musée, dont la collection s'est singulièrement enrichie depuis 1982.

★ Centre Georges Pompidou, cabinet d'art graphique, fin octobre-début janvier.

★ Musée du Luxembourg, 10 septembre-30 octobre.

Icones bulgares, école de Tryavna. — Comment, du dix-septième au dix-neuvième siècle, une petite ville du Balkan central a perpétué la tradition des icones. L'exposition est présentée à l'occasion du Festival d'art sacré de la Ville de Paris.

★ Hôtel de Sully, 13 septembre-30 octobre.

M. Ikonas et merveilles, mille ans de tradition chrétienne. — Cette fois, c'est pour célébrer le baptême de la Russie, il y a mille ans, que des fragments d'icônes et des manuscrits enluminés, aujourd'hui dispersés à travers l'Europe, du Vatican aux pays scandinaves, ont été réunis.

★ Musée, Cernuschi, 25 novembre-19 février.

Paul Abadie. — Plus controversée encore que celle de Viollet-le-Duc, l'œuvre d'un architecte restaurateur du dix-neuvième siècle ayant opéré à Notre-Dame de Paris, à Saint-Pierre d'Angoulême et à Saint-Front de Périgueux, avant de livrer son grand œuvre : la basilique du Sacré-Cœur de Montmartre.

★ Musée des monuments français, 5 novembre-16 janvier.

Le FIAC. — Le rendez-vous français des marchands d'art contemporain qui attire toujours plus de visiteurs (au moins cent mille lors des dernières éditions). On aura quinze ans cette année. On y attend cent trente expositions, dont les revues spécialisées ont fait état. Les stands se déploient comme d'habitude sous la verrière du Grand Palais. Pour changer un peu, et faire événement, le FIAC a décidé, l'année dernière, d'inviter des galeries danoises. Cette fois, c'est l'Espagne qui sera au cœur de la foire, avec onze galeries pour témoigner, espérances, du dynamisme de la création d'aujourd'hui dans la péninsule ibérique.

★ Grand Palais, 22-30 octobre. Soirée inaugurale le 21, au profit de Médecins du monde.

Du côté des galeries

Samedi 10 septembre, vernissage en série dans le quartier Beaubourg, où l'on semble manifester toujours plus de lassitude à l'égard des façons démodées de peindre, sinon de la peinture tout court. A une ou deux exceptions près.

Muntadas : galerie Gabrielle Muller.

Laurence Wiener : avec Moller-Vieville (chez Picard Surpless, mais oui !)

Combes et Carl André : chez Yvon Lambert.

Luciano Castell : chez Farid Cadot.

Patrik Tosani et Michel Permetier : chez Durand Desert.

IFF : chez Ghislaine Hussenot.

Christian Eckert : galerie Laage-Salomon.

Joel Shapiro et Alberola : chez Templon.

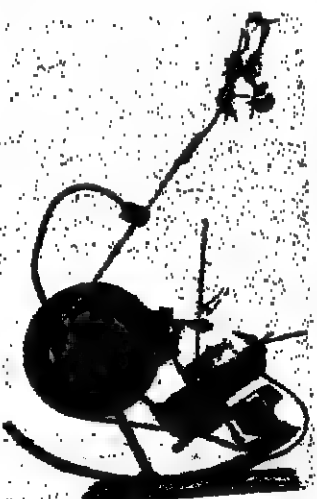
Abraham David Christian : chez Philippe Casini.

Peter Laurence Mol : galerie Marquardt.

Rockenschau : galerie Sylvana Lorenz.

Edward et Nancy Kienholz : galerie Zabriske.

A signaler aussi : Jean-Pierre Bertrand, galerie de France et Michel Seuphor, galerie Convergences — vernissage le 8. Et du côté de la rive gauche, Claude de Soria chez Marie-Hélène Montanier.



« Bascule » de Tinguely

Tinguely 1954-1987. — Tristes ou gaies, drôlement sentimentales, poétiques, humoristiques et folles, les machines sculptées, mouvementées et bruyantes, d'un ingénieur bricoleur suisse. Une grosse rétrospective mitonnée par Pontus Hultén qui du Palazzo Grassi à Venise l'a envoyée à Turin avant de la proposer pour le cinquième étage du Centre Pompidou.

★ Centre Pompidou, 1^{er} décembre-3 avril.

Trésors sacrés, trésors cachés. — Le patrimoine des églises de Seine-et-Marne, dont le conseil général, depuis 1983, a pris en main la restauration et la mise en valeur. Peintures, sculptures, manuscrits, tissus et objets liturgiques du huitième au dix-neuvième siècle.

Communication

La réforme de l'audiovisuel

Les pouvoirs publics veulent renforcer la vocation éducative de la télévision

Ministres et responsables socialistes semblent s'être donné le mot. De Laurent Fabius à Lionel Jospin, de Catherine Tasca à Jack Lang, on n'entend plus qu'un seul mot d'ordre : « La télévision doit retrouver sa vocation éducative ». A l'heure où le gouvernement fait de la formation des Français la priorité des priorités, les télévisions, chaînes publiques en tête, sont fermement priées de renouer avec le premier des trois commandements de service public : « éduquer, informer, distraire ».

Les professionnels qui ont suivi la semaine dernière cette rentrée officielle de l'audiovisuel qu'est devenue l'université d'été de Carcassonne-Maubuisson ont clairement entendu le message. Ils ne sont pas très sûrs pourtant de l'avoir bien compris. Le gouvernement socialiste veut-il bouleverser comme en 1981 les écrans de télévision au risque de perturber une fois encore les habitudes des téléspectateurs ? Ou a-t-il l'intention de réaliser un vœu déjà ancien du président de la République en créant une chaîne éducative ? Ou encore prend-il simplement ses marques pour aborder le débat parlementaire sur le Conseil supérieur de l'audiovisuel et la négociation sur les nouveaux cahiers des charges des chaînes ?

Les responsables de la télévision reconnaissent eux-mêmes, en privé, que la situation s'est sensiblement dégradée depuis deux à trois ans. Le système de la privatisation qui a

secoué le paysage audiovisuel a provoqué la disparition de nombre d'émissions traditionnelles. La télévision scolaire, qui trouvait asile, le samedi après-midi, sur TF1, doit aujourd'hui payer, au prix fort de la publicité, une seule heure hebdomadaire sur FR3.

La lanterne rouge

La France est dans ce domaine la lanterne rouge des chaînes européennes. Les magazines consacrés à l'économie, aux sciences, aux problèmes d'éducation ont pratiquement disparu des écrans. Les rares documentaires sont relégués aux heures tardives de la soirée. Les émissions culturelles, à l'exception des productions un peu élitistes de la Sept, n'ont plus droit de cité avant minuit.

En dehors des cours d'anglais cryptés de Canal Plus, l'initiation aux langues est radicalement absente. Combien de la dérive, la télévision française a été incapable de réaliser une méthode de français de réaliser des publics étrangers et a laissé ce soin à la BBC et aux chaînes allemandes, qui vendent leurs méthodes de français dans le monde entier.

Ce forfait culturel est encore aggravé par l'avalanche simultanée de séries américaines sur les écrans. Le directeur général de TF1,

Patrick Le Lay, reconnaît lui-même dans un débat à Carcassonne la situation devient préoccupante : « Il faut éviter que nos enfants imaginent, comme les jeunes téléspectateurs italiens, que la justice est toujours rendue par un shérif ! »

Face à ce constat, la puissance publique hésite encore sur la marche à suivre et ses initiatives paraissent encore un peu brouillonnées. A la demande d'Hubert Curien, M. Jacques Tasca a créé une mission de réflexion sur les émissions scientifiques, communes aux ministères de la recherche et de la communication. De son côté, Lionel Jospin a chargé M. Jacques Pomont, ancien président de l'INA, de lui faire des propositions sur les rapports entre éducation et télévision. M. Robert Chapuis, secrétaire d'Etat chargé de l'enseignement technique, a évoqué à Carcassonne la possibilité de coproductions avec les chaînes.

Tout cela n'empêche pas le ministre de la culture et de la communication de poursuivre une réflexion à plus long terme sur l'évolution de l'audiovisuel français. Deux voies s'offrent à lui : imposer des missions éducatives précises aux chaînes publiques, comme cela se fait en Grande-Bretagne et en Allemagne, ou créer, comme aux Etats-Unis et au Brésil, une chaîne à vocation éducative qui pourrait être FR3. Mais les deux solutions supposent un effort budgétaire important.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Saisie à Nîmes au début de l'été

Télé-Bleue menace de réemettre

A Nîmes, le Canal 60 s'est éteint. Les émissions de Télé-Bleue, petite chaîne hertzienne de télévision locale — non autorisée — ont été interrompues le 12 juillet dernier par saisie judiciaire, à la suite d'une plainte déposée par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) cinq mois plus tôt. Une décision que ses fondateurs, réunis dans l'Association pour la promotion régionale au travers de la télécommunication, ont tenté de faire accepter. Ils ont entrepris de se battre à coups de lettres, pétitions, recours... et — mise en demeure — au président de la République et aux ministres de l'Intérieur, M. Tasca et M. Lang, pour obtenir d'ici au 15 septembre une autorisation provisoire d'émettre. Faute de quoi, menacent-ils, la chaîne reprendra son existence pirate.

Fondée le 13 mars 1986 sur les bases de la petite Radio-Bleue, présente sur la FM nîmoise depuis plusieurs années, Télé-Bleue proposait quatre à cinq heures par jour d'actualité locale — avec deux points forts : la taumatologie et les

retransmissions de compétitions et rencontres sportives. Mais la chaîne avait aussi quelques velléités en matière d'information politique : durant les campagnes pour les élections présidentielle et législatives, on a même vu des députés du Front national et du Parti communiste s'affronter en direct à l'écran.

Avec un budget annuel atteignant à peine 300 000 F, réuni auprès de sponsors locaux (restaurateurs, concessionnaires automobiles), un émetteur de 200 watts et — une équipe d'amis très soudée — (un fabricant de parapluies pour alimenter la rubrique rock, un médecin pour commenter les reportages et un plombier derrière la caméra), la chaîne avait réussi à fidéliser, selon ses fondateurs, près de cinquante mille téléspectateurs sur un bassin allant de Nîmes à Arles.

Le public sera déçu et mécontent, clament les partisans de la chaîne, qui ne comprennent pas que l'attribution d'autorisation aux télévisions locales ne soit pas la priorité des successeurs de la CNCL...

Tout en annonçant des bénéfices stables

M. Robert Maxwell négocie avec l'éditeur Macmillan

M. Robert Maxwell ne s'estime jamais battu d'avance. Cet été, il avait lancé une offre publique d'achat (OPA) de l'ordre de 2,3 milliards de dollars (15 milliards de francs) sur l'un des grands éditeurs indépendants des Etats-Unis, Macmillan. Le 26 août, le PDG de Macmillan, M. Edward Evans, rejetait cette OPA qu'il jugeait « insuffisante ». Mardi 30 août, les deux hommes se sont pourtant rencontrés. Le magnat britannique de la presse a eu des « discussions » avec M. Edwards Evans à propos d'une éventuelle prise de contrôle d'une partie ou de la totalité du capital de Macmillan. C'est ce qu'a indiqué ensuite un communiqué de la maison d'édition américaine, en confirmant que des informations sur les activités du groupe avaient été fournies à M. Maxwell.

Le même jour, Maxwell Communication réussissait son examen de passage devant les autorités char-

gées de veiller à l'application de la loi antitrust.

Le lendemain, enfin, le groupe de communication présidé par M. Robert Maxwell annonçait que son bénéfice avant impôt pour le premier semestre 1988 était stable (71,9 millions de livres cette année contre 70,5 millions en 1987), tandis que son chiffre d'affaires — 505,7 millions de livres en 1988 — avait progressé de 36 % par rapport à l'année dernière. Le groupe a indiqué qu'il réaliserait la plus grande part de ses bénéfices au cours du second semestre de 1988. L'été aura permis à Maxwell Communication Corporation de se réorganiser en vue de l'ouverture du marché européen de 1992 : la fondation Maxwell, dont le siège est au Liechtenstein, ne détient plus que 30,1 % du capital du groupe. De ce fait, la majorité des autres actionnaires sont des résidents de la Communauté économique européenne.

M. Montanier au cabinet de M^{me} Tasca

M. Bernard Montanier, directeur du Syndicat de la presse parisienne (SPP), a rejoint, le lundi 5 septembre, le cabinet de M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, au poste de conseiller technique. Il y sera chargé du dossier de la presse écrite.

[Né le 1^{er} mars 1944, M. Bernard Montanier est diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris. Il fut

notamment administrateur de la Société générale de presse de M. Bérard-Quellin, puis secrétaire général de la Commission pour la transparence et le pluralisme de la presse instituée par la loi sur la presse de 1984 et présidée par M. Henri Caillaud, ancien ministre. Il assure à partir de 1987 la direction du Syndicat de la presse parisienne présidé par M. Jean Miot, directeur délégué du Figaro.]

En janvier dernier, M. Silberman avait cédé ses deux sociétés Greenwich et Galaxie à la société d'achat de droits Investissements Droits audiovisuels (IDA), contrôlée par Communication Développement, une filiale de la Caisse des dépôts. Au catalogue figuraient plusieurs grands films de Luis Buñuel, ainsi que *Quai des brumes*, de Marcel Carné.

P.-A. G.

Le Carnet du Monde

Naissances

Daniela DALLA GUARDA,
Donatella NARBEL,
ont la joie d'annoncer la naissance de
Sophie,
le 3 septembre 1988,
18, boulevard Jourdan,
75014 Paris.

Décès

M. Bernard BÉRAUD,
son épouse,
Et tous les membres de la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Bernard BÉRAUD,
survenu à Hyères, le 31 août 1988.

Nous rappelons à votre souvenir
Lucie C. CALIEN,
décédée le 11 août 1988, dans sa quatre-vingt-troisième année.
Et son épouse,
Guilaine R. SUPROT,
décédée le 29 juin 1982.

Comme Roland de Chambray,
son épouse,
Et tous les membres de la famille,
ont la douleur de faire part du décès de
comte Roland de CHAMBRAY,
survenu le 3 septembre 1988, à Evian, à l'âge de cinquante-cinq ans.

Les obsèques auront lieu dans l'intimité familiale.
Une cérémonie en sa mémoire sera célébrée ultérieurement à Paris.

M. Gabriel CHAMMOZZI,
survenu le 3 septembre 1988.
Le service religieux sera célébré le jeudi 8 septembre, à 14 heures, en l'église de Laveyssière (78).

Les Editions Castor, Paris et Tournai,
ont le regret de faire part du décès de leur ancien directeur général,
M. Gabriel CHAMMOZZI,
survenu le 3 septembre 1988.

Le service religieux sera célébré le jeudi 8 septembre, à 14 heures, en l'église de Laveyssière (78).
66, rue Bonaparte,
75006 Paris.

M. Jacques CROUAT,
et ses enfants,
M. et M^{me} Pierre Crouat,
M^{me} André Laviale,
et ses enfants,
Les familles Touzet, Pailh, Fréchet,
Bodin, Lafont, Galin,
Parents et amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jacques CROUAT,
chevalier de la Légion d'honneur,
ingénieur ECP,
directeur général honoraire,
ancien membre
du conseil d'administration
des Papeteries de Gascogne.
Les obsèques ont eu lieu le mardi 6 septembre 1988, à Pau.
Cet avis tient lieu de faire-part.

Michel de LA FOURNIÈRE,
ambassadeur de France en Haïti,
auront lieu le mercredi 7 septembre 1988, à 15 heures, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc.

Boulevard de Québec,
45000 Orléans.
(Le Monde du 6 septembre.)

STERN
GRAVEUR
depuis 1840
Réalisation de prestige
Cartes de luxe
le prestige de la gravure
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

M. Pierre LOUVEL,
son épouse,
M. et M^{me} Jean Louvel,
M. et M^{me} Robert Louvel,
M. et M^{me} Henri Louvel,
M. André Louvel,
M. Bernard Louvel,
M. et M^{me} Marc François,
M. et M^{me} Jean Many,
ses enfants,
M^{me} René Quémener,
sa sœur,
Ses vingt et un petits-enfants,
Et ses seize arrière-petits-enfants,
Ses neveux, nièces, cousins, beaux-frères et belles-sœurs,
Les familles Louvel, Leffevre, Ferry, Pernie du Serf, Collet, Massenet, Marchal,
M. et M^{me} Karavel,
font part du décès de

M. Pierre LOUVEL,
ancien élève
de l'Ecole polytechnique,
croix de guerre 1914-1918,
chevalier de la Légion d'honneur,
décédé dans sa quatre-vingt-onzième année, muni des sacrements de l'Eglise,
le 4 septembre 1988.

La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 7 septembre, à 15 h 30, en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc à Versailles.
Cet avis tient lieu de faire-part.
38, avenue de Villeneuve-l'Étang,
78000 Versailles.

Sylvie Marquette
demande à ceux qui l'ont connu et aimé
de garder fidèlement le souvenir de son père,
Roger MARQUETTE,
décédé le 30 août 1988, dans sa soixante-douzième année, et inhumé dans la plus stricte intimité.

« La courage, c'est de chercher la vérité et de la dire. » (Jean Jaurès, Discours à la jeunesse.)
— La famille et les amis de
M^{me} Anne MARTIN-TALBOUTIER
ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, le 17 août 1988 à Paris, à l'âge de 82 ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité suivie de l'inhumation dans le caveau de famille au cimetière du Père-Lachaise.
— M^{me} Alain Odier,
Etienne Odier,
Béatrice et Bernard Collet
et leur fils,
Edmond et Claude Odier
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Alain ODIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
ingénieur civil des mines,
survenu à Adairville, le 21 août 1988.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale.
Un service religieux sera célébré à sa mémoire, le 15 septembre, à 18 heures, à l'église réformée de l'Association, 19, rue Cortambert, Paris (16^e).

Le Père Dujardin, supérieur général de l'Oratoire,
Les Pères de l'Oratoire,
M. et M^{me} François Rivard,
Leurs enfants et leur famille,
ont la peine de faire part du retour à Dieu du

Père Michel RIVARD,
prêtre de l'Oratoire,
décédé le 2 septembre 1988, à Embrun, dans sa soixante-cinquième année, et la trente-sixième de son sacerdoce.

Les obsèques seront célébrées à l'église Saint-Jean-Baptiste de Saint-Jean-de-Braye (Loiret), le mercredi 7 septembre, à 15 heures.
Cet avis tient lieu de faire-part.

M. David SAFARS (SZAFARZ),
directeur de recherches au CNRS,
à l'Institut Curie d'Orsay,
survenu le 3 septembre 1988.

Les obsèques auront lieu le mercredi 7 septembre, à 18 heures, au cimetière nouveau de Burcy-sur-Yvette.
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

L'Institut Curie, section de biologie, a la tristesse de faire part du décès de
M. David SAFARS,
directeur de recherches au CNRS,
survenu brutalement le 3 septembre 1988.

Centre universitaire, Bâtiment 110, 91405 Orsay.
26, rue d'Ulm,
75231 Paris Cedex 05.

M. François Souchal,
M. et M^{me} Gilles Delacour,
Ludovic, Antoine
et Sébastien,
font part du décès de

M^{me} François SOUCHAL,
née Genevieve Bocher,
leur épouse, mère et grand-mère,
survenu le 4 septembre 1988.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 8 septembre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, Paris 16^e.
6 ter, rue d'Auteuil,
75016 Paris.
88, rue La Fontaine,
75016 Paris.

M^{me} Henri Stern,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
Sa sœur,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Henri STERN,
directeur de recherches honoraire au CNRS,
chargé de conférences à l'Ecole pratique des hautes études (IV^e section),
secrétaire général honoraire, fondateur de l'Association internationale pour l'étude de la mosaïque antique (AIEMA),

survenu à son domicile, dans sa quatre-vingt-sixième année, le 4 septembre 1988.
Les obsèques seront célébrées le mercredi 7 septembre, à 14 h 30, au cimetière intercommunal de Chevilly-Larue, 125, boulevard Jean-Mermoz (Val-de-Marne).

Ni fleurs ni couronnes.
Le présent avis tient lieu de faire-part.
17, allée de Trévise,
92330 Sceaux.
25, rue des Ancoles,
Garnet,
Levalloisville,
92700 Auteuil.

La direction des sciences humaines du Centre national de la recherche scientifique, Ses amis, élèves, collaborateurs et toute son équipe du CNRS, L'Association internationale pour l'étude de la mosaïque antique (AIEMA),
ont la grande tristesse de faire part de la disparition, dans sa quatre-vingt-sixième année, de

Henri STERN,
directeur de recherches honoraire au CNRS,
chargé de conférences à l'Ecole pratique des hautes études (IV^e section),
secrétaire général honoraire, fondateur de l'AIEMA.

Les obsèques seront célébrées le mercredi 7 septembre à 14 h 30, au cimetière intercommunal de Chevilly-Larue, 125, boulevard Jean-Mermoz (Val-de-Marne).
Le présent avis tient lieu de faire-part.

M^{me} veuve Ginette Sultan,
sa mère,
M^{me} Michèle Sultan,
sa sœur,
M. et M^{me} Daniel Sultan
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Viviane SULTAN,
survenue le 3 septembre 1988, dans sa trente-neuvième année.

La levée du corps aura lieu le 6 septembre, à 15 h 30, au cimetière de Montreuil, suivie à 16 h 30 de l'inhumation au cimetière de Pantin.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Louis Venaunt,
M. et M^{me} L. Laurent Venaunt
et leur fille,
M. et M^{me} Georges François
et leurs enfants,
M. et M^{me} Raymond Le Bars
et leurs enfants,
M^{me} Jean Venaunt
et ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Louis VENAUNT,
survenu le 4 septembre 1988, à l'âge de quatre-vingt-quatre ans, muni des sacrements de l'Eglise.

Ses obsèques ont eu lieu le lundi 5 septembre à Sore (Landes), dans l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
59, cour Pasteur,
33000 Bordeaux.

M^{me} Pierre Ziza,
son épouse,
Martine et Michel Clément
et leurs enfants,
Martine et Jean Samant
et leurs enfants,
M. et M^{me} Paul Ziza
et leur famille,
Ses frères, sœurs, neveux et nièces,
ont la grande douleur de faire part du décès de

Pierre, Charles ZIZA,
survenu le 1^{er} septembre 1988.
L'inhumation a eu lieu le lundi 5 septembre, au cimetière du Père-Lachaise.

**21, rue Langier,
75017 Paris.**
Remerciements
— M. et M^{me} Alexis Hocquenghem
et leurs enfants,
René Schéret,
Roland Sarraz,
Et tous les amis de
Guy HOCQUENGHEM,
expriment leurs remerciements émus à tous ceux qui leur ont apporté lors de son obseques leur sympathie.

CARNET DU MONDE
Tarif : la ligne H.T.
Toutes rubriques 79 F
Abonnés 69 F
Commentaires divers 82 F
Renseignements : 42-47-95-03

JEUNES INGÉNIEURS ANCIENS ÉLÈVES DE GRANDES ÉCOLES,
débutants ou forts d'une première expérience
PARTICIPEZ AU

1^{er}
Job Contact
Samedi 15 octobre 1988
Michel Chevalat vous présentera de grandes entreprises travaillant dans les domaines de l'informatique, l'aéronautique, l'électronique et l'automatique.

aérospatiale
april
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
Vous pourrez réaliser des entretiens individuels avec chacune des entreprises présentes. Si vous habitez la région parisienne un avion spécialement affrété par la Job Contact Organisation vous conduira à Toulouse, technopole du futur et capitale de l'aéronautique. Départ aux environs de 8 h 30, retour 19 h 30.

THOMSON-CSF
ENAC
Envoyez nous de suite votre C.V. avec votre adresse personnelle au verso en précisant les sociétés auxquelles vous ne désirez pas le voir parvenir. Nous vous retournerons une invitation.
JOB CONTACT ORGANISATION - ENAC 7, avenue E.-Belin 31055 Toulouse CEDEX.
Tél. : 61-55-79-84
Renseignements à partir du 5 septembre de 19 h à 21 h.

Profondément touchés par les nombreux témoignages qu'ils ont reçus à l'occasion du décès de
M. Yehuda RIBOH.
Son épouse,
Fanny,
Ses enfants,
Samuel Riboh (Nancy),
Simy Steinberg (Créteil),
Colette Schultes (Niamey),
Dinah Amsellem (Netanya),
Marie Rouach (Tours),
adressent ici à tous ceux qui se sont associés à leur peine l'expression de leurs sincères remerciements.

Anniversaires
— A l'occasion du premier anniversaire de la mort de
Gaston BOETSCH,
une pensée émue est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.
— Il y a quatre ans
René DESLANDES
nous a quittés.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connu, estimé et qui ont gardé son souvenir.
Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Services religieux
— Giulia Arbib,
Clémentine Pagani,
Marcos Pagani,
et Annie-Claude Toledano Pagani,
vous informent que les prières du mois pour leur cher et très regretté
Herbert PAGANI,
décédé le 16 août 1988, auront lieu le jeudi 8 septembre, à 19 h 30, à la synagogue de Neuilly.

Messes anniversaires
— A l'occasion du sixième anniversaire de la disparition du président élu,
Bechir GEMAYEL,
et de ses vingt-quatre compagnons,
une messe du souvenir sera célébrée en l'église Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, Paris (5^e), le dimanche à 11 heures.

THOMSON-CSF
ENAC
april
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
Vous pourrez réaliser des entretiens individuels avec chacune des entreprises présentes. Si vous habitez la région parisienne un avion spécialement affrété par la Job Contact Organisation vous conduira à Toulouse, technopole du futur et capitale de l'aéronautique. Départ aux environs de 8 h 30, retour 19 h 30.

THOMSON-CSF
ENAC
april
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
Vous pourrez réaliser des entretiens individuels avec chacune des entreprises présentes. Si vous habitez la région parisienne un avion spécialement affrété par la Job Contact Organisation vous conduira à Toulouse, technopole du futur et capitale de l'aéronautique. Départ aux environs de 8 h 30, retour 19 h 30.

THOMSON-CSF
ENAC
april
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
Vous pourrez réaliser des entretiens individuels avec chacune des entreprises présentes. Si vous habitez la région parisienne un avion spécialement affrété par la Job Contact Organisation vous conduira à Toulouse, technopole du futur et capitale de l'aéronautique. Départ aux environs de 8 h 30, retour 19 h 30.

Le 25 août 1978
Patrick JACQUOT,
ingénieur chimiste de Paris,
nous quitte prématurément.
Il vit dans la mémoire de ceux qui l'ont aimé.

Services religieux
— Giulia Arbib,
Clémentine Pagani,
Marcos Pagani,
et Annie-Claude Toledano Pagani,
vous informent que les prières du mois pour leur cher et très regretté
Herbert PAGANI,
décédé le 16 août 1988, auront lieu le jeudi 8 septembre, à 19 h 30, à la synagogue de Neuilly.

Messes anniversaires
— A l'occasion du sixième anniversaire de la disparition du président élu,
Bechir GEMAYEL,
et de ses vingt-quatre compagnons,
une messe du souvenir sera célébrée en l'église Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, Paris (5^e), le dimanche à 11 heures.

Services religieux
— Giulia Arbib,
Clémentine Pagani,
Marcos Pagani,
et Annie-Claude Toledano Pagani,
vous informent que les prières du mois pour leur cher et très regretté
Herbert PAGANI,
décédé le 16 août 1988, auront lieu le jeudi 8 septembre, à 19 h 30, à la synagogue de Neuilly.

Messes anniversaires
— A l'occasion du sixième anniversaire de la disparition du président élu,
Bechir GEMAYEL,
et de ses vingt-quatre compagnons,
une messe du souvenir sera célébrée en l'église Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, Paris (5^e), le dimanche à 11 heures.

THOMSON-CSF
ENAC
april
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
Vous pourrez réaliser des entretiens individuels avec chacune des entreprises présentes. Si vous habitez la région parisienne un avion spécialement affrété par la Job Contact Organisation vous conduira à Toulouse, technopole du futur et capitale de l'aéronautique. Départ aux environs de 8 h 30, retour 19 h 30.

THOMSON-CSF
ENAC
april
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
Vous pourrez réaliser des entretiens individuels avec chacune des entreprises présentes. Si vous habitez la région parisienne un avion spécialement affrété par la Job Contact Organisation vous conduira à Toulouse, technopole du futur et capitale de l'aéronautique. Départ aux environs de 8 h 30, retour 19 h 30.

THOMSON-CSF
ENAC
april
AVIONS MARCEL DASSAULT - BREGUET AVIATION
Vous pourrez réaliser des entretiens individuels avec chacune des entreprises présentes. Si vous habitez la région parisienne un avion spécialement affrété par la Job Contact Organisation vous conduira à Toulouse, technopole du futur et capitale de l'aéronautique. Départ aux environs de 8 h 30, retour 19 h 30.

مكذبا من الأصل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-jour. Signification des symboles : ■ Signifié dans « Le Monde radio-télévision » □ Film à éviter ■ On peut voir ■ Ne pas manquer ■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 6 septembre

TF 1

20.40 Football. Coupe d'Europe des clubs champions (match aller) : Valur Reykjavik-Monaco. 22.20 Magazine : Ciel mon mardi ! Présenté par Christophe Duchavanne. Invités : Isabelle Huppert. 23.35 Journal et Bourse. 23.50 Magazine : L'ère du sida. 0.05 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 0.30 Documentaire : Histoire naturelle. 1.25 Les grandes expositions. 2.15 Documentaire : Histoire naturelle. 4.35 Musique. 4.45 Documentaire : Histoire naturelle. 5.40 Les Moines et les Pisons (rediff.). 6.05 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

20.35 Les dossiers de l'écran : Tir groupé ■■ Film français de Jean-Claude Misse (1982). Avec Gérard Lamy, Véronique Jannot, Michel Constantin. 22.15 Dérail : La violence au coin de la rue. Avec : M. Henri-René Gaud (voix), M. Christine Barolomei (jeu de l'application des peines), Roger Gaudier, Paul Perruchon, M. M. Lianzon (victimes d'une agression), Gabriel Moser (psychologue social), Yannick Tisseur (inspecteur divisionnaire de la direction de la police judiciaire du Val-de-Marne). 23.30 Informations : 24 heures sur la 2. 23.50 Documentaire : Portraits d'artistes contemporains. Poirier. Réal. P.-A. Boutang.

FR 3

20.30 La dernière séance : Les Emmercés ■■ Film américain de Vincent Minnelli (1952). Avec Lana Turner, Kirk Douglas, Walter Pidgeon. 22.40 Dessein animé. Tom et Jerry. 23.50 Journal. 23.55 La dernière séance : La Roulotte du plaisir ■■ Film américain de Vincent Minnelli (1954). Avec Lucille Ball, Desi Arnaz, Marjorie Main (v.o.).

CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Mad Max □ Film australien de George Miller (1980). Avec Mel Gibson. 22.55 Flash d'informations. 23.05 Cinéma : La Famille ■■ Film franco-italien d'Ettore Scola (1986). Avec Vittorio Gassman, Stefania Sandrelli.

Mercredi 7 septembre

TF 1

13.40 Feuilleton : Côte ouest. 14.30 Club Dorothée. Sablon : Les chevaliers du zodiaque : Lami ; Gi Joe ; Les bioniques ; Bionan ; Le mot mystère ; Le top junior ; Le jeu de l'ABC : Les chansons de Dorothée. 17.55 Série : Chaps. 18.40 Avis de recherche. Émission présentée par Patrick Sabatier. 18.55 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.25 Jeu : La bête show. 20.00 Journal. Météo et Tapie vert. 20.40 Tirage du Loto. 20.45 Variétés : Sacré soirée. Émission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Pierre Besson, let. Pierre Mondy, Sparda, Chama Nandi, Herbert Léonard, Dana Dawson, Adrien Samadine. 22.30 Alain Decaux face à l'histoire. Le dernier empereur, la véritable histoire de Napoléon III. 23.30 Variétés : Wix qui peut. Télé croquet animé par Jean Garon. 0.15 Journal et Bourse. De 0.35 à 6.25 Rediffusions : 0.35 Feuilleton : Les Moines et les Pisons. 1.00 Documentaire : Histoire naturelle. 1.50 Les Moines et les Pisons (rediff.). 2.15 Alain Decaux face à l'histoire. 3.10 Documentaire : Les grandes expositions. 3.35 Musique. 3.50 Documentaire : Histoire naturelle. 5.35 Les Moines et les Pisons (rediff.). 6.00 Documentaire : Histoire naturelle.

A 2

14.30 Magazine : Chrono des glaciers. Présenté par Carole et Philip Giangreco. Lia ou le rêve olympique : Les ratons lèveurs ; Voltron ; Inspecteur Duffier ; et un dessin animé à la carte. 17.15 Magazine : Graffiti 5-15. Daffy : première mondiale : Le club des cinq : Les cinq repartent à l'aventure. 18.00 Série : L'homme qui tombe à pic. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 19.10 Actualités régionales. 19.30 Football. Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe : Metz-Anderlecht. 20.15 Flash d'informations. 20.30 Football. 2^e mi-temps. 21.25 Série : La loi, c'est la loi. 22.10 Flash d'informations. 22.15 Documentaire : La planète miracle. L'atmosphère, une protection pour la terre. 23.05 Informations : 24 heures sur la 2. 23.30 Documentaire : Portraits d'artistes contemporains. Reynaud. Réalisation Pierre-André Boutang.

FR 3

13.30 Série : Cap danger. Le bouc émissaire. 14.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Le magazine des 15-25 ans. Présenté par Pascal Sanchez. 14.30 Jeu : On va gagner à Sécoul. Présenté par Vincent Perrot. De 17.00 à 18.00 Amuse 3. 17.00 Série : La famille Daloch. La famille à bulles. 17.05 Série : Bombo. L'araignée. 17.15 Dessin animé : Inspecteur Gadget. 17.35 Les entrecués. 11. Le neveu de Sonia. La souris savante. 18.00 Série : Colorado. Le crime (2). 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.53 Dessin animé : Jouez la case. 20.02 Jeu : La classe. Présenté par Fabrice. 20.30 Téléfilm : Meurtre d'une créature de rêve. De Gabrielle Beaumont, avec Jamie Lee Curtis, Bruce Weitz. 22.05 Cinéma et Météo. 22.25 Actualité studios : Johnny Moreno. Téléfilm de Renaud Saint-Pierre, avec Jean-Luc Orolino, Philippe Caroit, Jean-Pierre Aumont. 23.45 Musique, musique. Nocturnes : Raval. Cinq mélodies populaires grecques pour voix et piano, par Christian Eida Pierre (soprano) et Alexandre Tharaud (piano).

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Le prix du sang. D'Alastair Brown, avec Edmond James, Angela Argento. 15.05 Série : La malédiction du loup-garou. 15.10 Téléfilm : An non de la race. De Joe Sargent, avec Lee Remick. 17.10 Documentaire : Audi-

max du soleil. Quand vient la nuit. 17.40 Cahen Cedis. Bravestarr : Fofur. En clair jusqu'à 20.30. 18.30 Dessin animé : Ca cartonne. Présenté par Philippe Darn. 18.45 Flash d'informations. 18.49 Top 50. Présenté par Philippe Gildas. 20.30 Football. Match aller du premier tour de la Coupe de l'UEFA : Montpellier-Benfica. 22.20 Flash d'informations. 22.25 Cinéma : Dakota Harris ■■ Film australien de Colin Eggleston (1985). Avec John Hargreaves, Meredith Phillips, Max Phillips. 23.50 Cinéma : Le Solitaire □ Film français de Jacques Deroy (1987). Avec Jean-Paul Belmondo, Jean-Pierre Malo, Michel Creton. 1.20 Cinéma : Séducteur public □ Film français de Gabriel Benazur (1987). Avec Sophie Duez, Jean-Pierre Kalfon.

LA 5

13.30 Série : Captain Power. De 14.25 à 16.50 Dessin animé. 14.25 Sandy Joystick. 14.55 Polyranna. 15.20 Sary aux fleurs magiques. 15.50 Les aventures de Chère et Tipoune. 16.20 Olive et Tom champions du foot. 16.50 Football. Coupe d'Europe de l'UEFA, en direct de Moscou : Dniepr-Bordeaux. 18.45 Journal images. 19.03 Série : L'homme qui tombe à pic. 19.58 Journal. 20.30 Téléfilm : La loi de Los Angeles. 22.15 Football. Coupe d'Europe : Montpellier-Benfica. 0.05 Tennis. 1.25 Amuse jour après jour. (rediff.). 2.10 Schmeissler, l'apôtre de l'empereur. (rediff.). 3.05 Vite la vie. (rediff.). 3.30 Le clan Beaulieu. 4.20 Top suggests (rediff.).

M 6

13.30 Série : Poigne de fer et attention. 13.55 Feuilleton : Nans le berger (rediff.). 14.20 Feuilleton : La cloche tibétaine (rediff.). 15.15 Magazine : Faites-moi 6. 16.00 Hifi, hit, hit, boum ! 16.55 Série : Hawaii police d'État. 18.00 Journal et Météo. 18.15 Série : Les routes du paradis. 19.00 Série : Les séries brisées. 19.54 Six minutes d'information. 20.30 Téléfilm : Un enfant, un seul. De William Allen, avec Alan Miller, Quincy George. 22.05 Série : Cagney et Lacey. 22.50 Série : Destination danger. 23.40 Six minutes d'informations. 23.50 Musique : Clip d'un. 0.50 Boulevard des séries. 3.25 Nans le berger. 3.50 La cloche tibétaine (rediff.). 4.45 Nans le berger (rediff.). 5.10 Magazine : Météo chaudi.

FRANCE-CULTURE

20.30 Antipodes. Spécialités de la culture créole. 21.30 Communauté des radios publiques de langue française. Sélection du prix Paul Gilson 1988. 22.40 Nuits magiques. Mais où est donc passé le ballon ? 2. Vie sociale et langue de bois. 0.05 De jour au lendemain. 0.50 Musique : Coda. Les petits labels n'ont pas peur des gros.

FRANCE MUSIQUE

20.15 Concert. (en direct de Corsoues) : David Shunderlantz pour piano, op. 6 ; Études d'après Paganini pour piano, op. 3, de Schumann ; Prélude et fugue pour piano, op. 35 ; Variations sérieuses pour piano en ré mineur, op. 54 ; Romance sans paroles pour piano ; Trois études pour piano, de Mendelssohn, par Nikita Magaloff, piano. 22.20 Cycle acoustique. (concert donné le 20 juin au grand auditorium) : Chiaroscuro (1^{re} audition), de Dhomont ; Nocturne pour basson et bande (création), de Racot. 23.07 Jazz club. Ellingtonmania. Septette du trompettiste François Biais.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 6 septembre et le mercredi 7 septembre à 0 heure UTC.

Mercredi 7, le soleil sera encore très généreux, permettant aux températures d'atteindre les 30 degrés. Vendredi, une perturbation peu active traversera notre pays. Elle se manifestera principalement par des passages nuageux parfois accompagnés d'ondées.

A partir de samedi, une hausse des pressions, devrait nous assurer un week-end agréable. Toutefois une nouvelle perturbation devrait affecter le Nord et les régions proches des côtes de la Manche dimanche après-midi.

Mercredi : très chaude journée. Ce sera à un retour en force de l'été auquel on assistera en cette journée de mercredi.

En effet, un chaud soleil brillera en toutes régions. Il faudra simplement se méfier en début de journée des brumes de brouillards sur la moitié nord de notre pays.

Il y aura également le matin des passages nuageux Nord-Picardie, les Ardennes, ainsi que sur le nord de la Lorraine et de l'Alsace.

Les températures minimales seront généralement comprises entre 13 et 15 degrés, mais pourront encore s'abaisser dans le Nord-Est, et le Nord-Est, jusqu'à 10 degrés dans le Nord-Est, alors qu'au contraire, elles ne seront que de 16 ou 17 degrés sur le littoral méditerranéen.

Les températures maximales seront élevées sur tout le pays : voisines de 24 degrés près des côtes de la Manche, elles seront comprises entre 26 et 28 degrés sur la moitié nord, atteignant les 30 degrés sur la moitié sud, et même 32 à 33 degrés dans le Sud-Ouest et sur le Languedoc-Roussillon.

Le vent sera de secteur est modéré sur la moitié nord, et de Nord à Nord-Est modéré également sur la moitié sud.

Jeudi 8 septembre : temps chaud et

Les températures minimales seront comprises entre 11 et 13 degrés dans le Nord-Est, entre 15 et 18 degrés dans le Sud-Ouest et entre 13 et 17 degrés ailleurs.

Les températures maximales évolueront entre 27 et 32 degrés, atteignant 35 dans le Sud-Ouest.

Vendredi 9 septembre : aggravation nuageuse.

Une bande nuageuse affectera le matin les régions allant de l'Aquitaine au Massif central, au bassin parisien, à la Champagne et aux Ardennes. Elle sera accompagnée de rares ondées. Sur le quart nord-ouest, le ciel sera variable mais des éclaircies feront quelques apparitions. Ailleurs, la météo sera agréable.

Dans l'après-midi, les nuages aminciront les Pyrénées orientales, l'Auvergne et les Alpes du nord. Les ondées prendront un

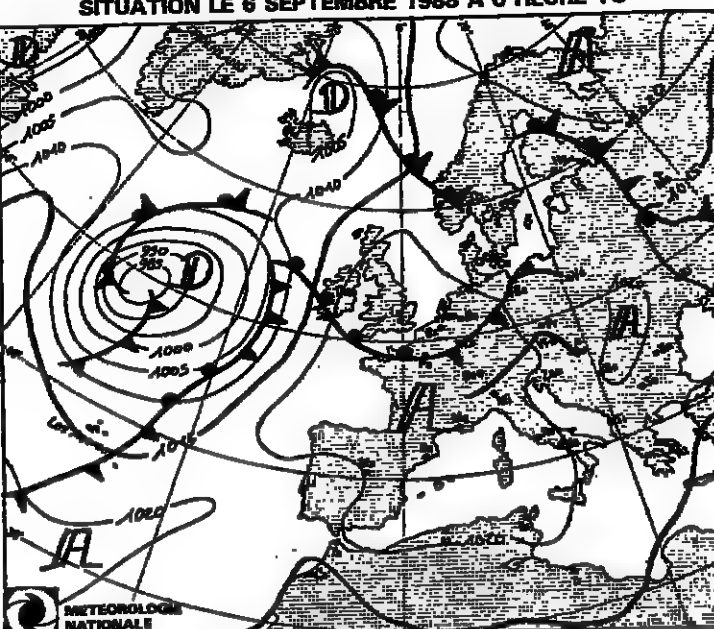
caractère orageux notamment sur le relief. Sur les autres régions exceptées l'extrême Sud-Est et la Corse qui resteront très privilégiées, des passages nuageux alterneront avec les éclaircies. Ces dernières seront belles sur l'Ouest, mais plus rares sur le Nord et le Nord-Est où des averses se produiront.

Samedi 10 et dimanche 11 septembre : beau week-end dans l'ensemble.

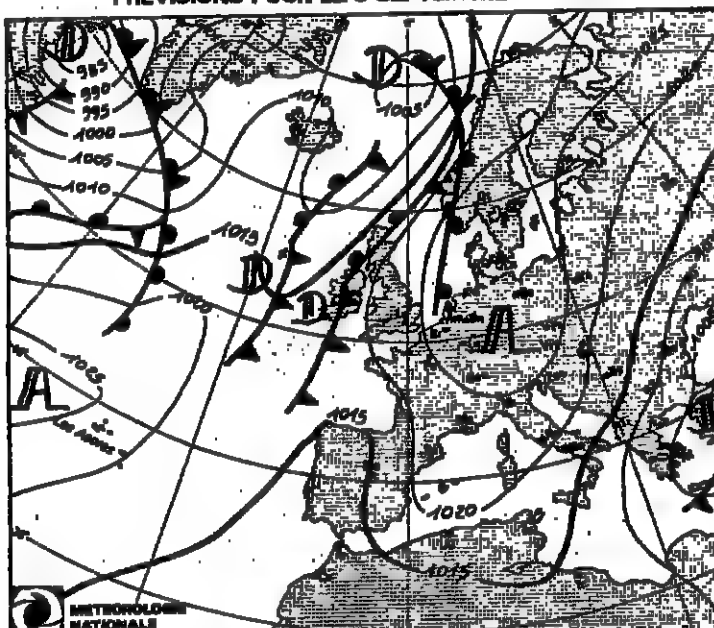
Samedi et dimanche, après dissipation des brumes et des brouillards matinaux, le soleil devrait se montrer généreux.

Cependant, quelques nuages voleront encore le ciel de la matinée de samedi en particulier sur le Nord-Est, et l'après-midi quelques ondées orageuses sont encore possibles sur les Alpes du nord. Une nouvelle perturbation apportera des nuages sur le Nord et près des côtes de la Manche, dimanche dans la journée de l'après-midi.

SITUATION LE 6 SEPTEMBRE 1988 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 8 SEPTEMBRE A 0 HEURE TU



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4825

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Fourait à maintes gens l'occasion de prendre la volant. — II. Est totalement dépourvu de sève et par conséquent fort peu goûteux. — III. Est susceptible de satisfaire celui qui pêche en eau trouble. A côté d'innombrables coups de « marteau ». — IV. Qui a donc pu éclairer. Peut donner naissance à un essaim. — V. Donne du jus. Passe en courant. — VI. Participe. On peut la trouver parmi des découpures. — VII. On n'est certes pas toujours récompensé d'avoir bien voulu les prendre en main. Serpent africain. — VIII. Sur les genoux à force d'avoir trop levé le coude. — IX. Sur lequel il n'est pas rare que l'on place un filin. Est temporairement l'habitude de s'en mettre plein la panse. — X. A un regard d'aigle. Retiré des affaires. — XI. Employée lors des manœuvres. Souvent dirigé vers les étoiles.

VERTICALEMENT

1. Table idéale pour masser. Il est préférable qu'il ait la jambe raide. — 2. Accommodées par celui qui n'aime pas les crudités. On en voit vite le bout. — 3. Met à profit un moyen de communication. S'intéressent à ceux qui sont entrés dans la légende. — 4. Permet à un « veau » de se déplacer. Près des « convertis ». — 5. Pour en savoir plus. Est bien placé pour rompre la glace. — 6. Conjonction. Sur le dos du mulet. — 7. On la soigne sans qu'elle soit malade. Femme du monde. — 8. Exerce une cruelle vengeance. N'avait pas peur de se mouiller. — 9. Éléments d'une échelle. De quoi s'ère à la fête.

Solution du problème n° 4824

Horizontalement
I. Ambassadeur. — II. Délateur. — III. Ore. Ecorce. — IV. Lis. — V. El. Elions. — VI. Sortables. — VII. Cl. Aline. — VIII. Erg. Lé. — IX. Néménie. — X. Go. Eian. — XI. Ecot. Zéro.

Verticalement
1. Adolescence. — 2. Méritoire. — 3. Blés. Gogo. — 4. Aa. Eta. Mot. — 5. Stallaire. — 6. Sec. Ibn. Nez. — 7. Auréole. Ile. — 8. Dru. Ne. Lear. — 9. Sasse. Nô.

GUY BROUTY.

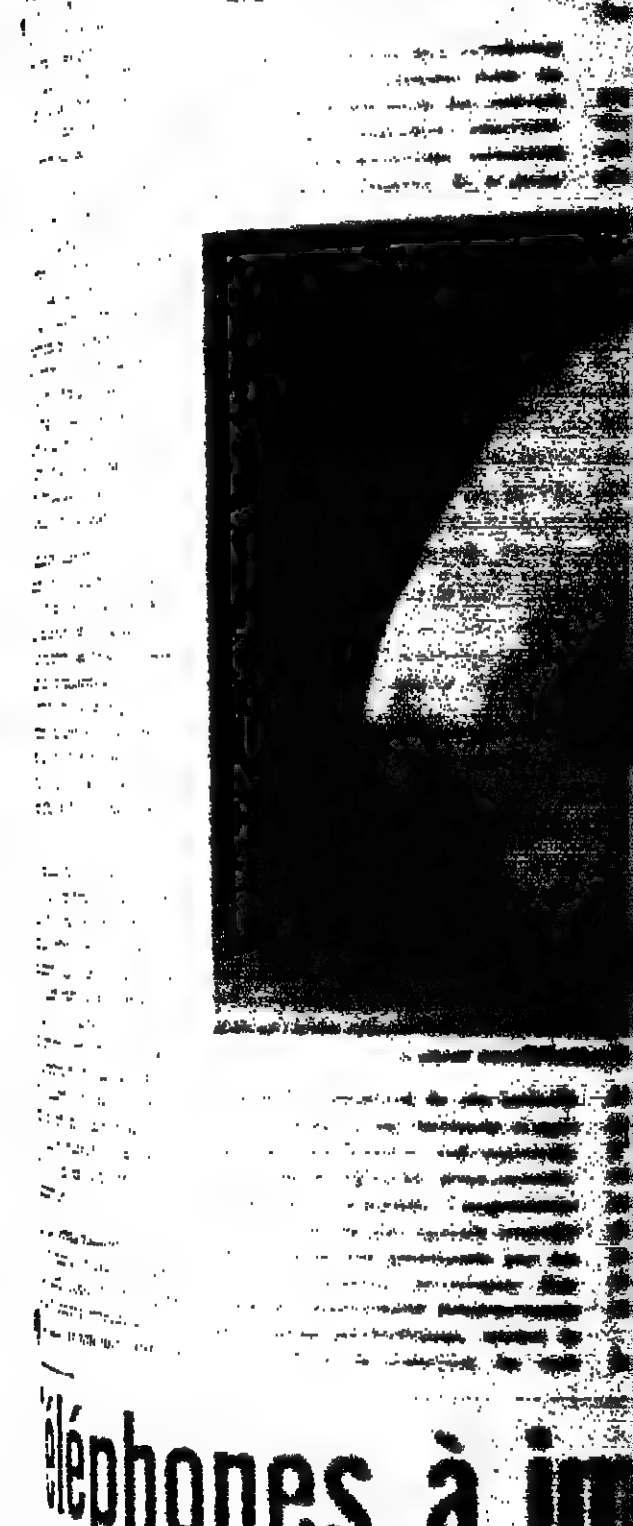
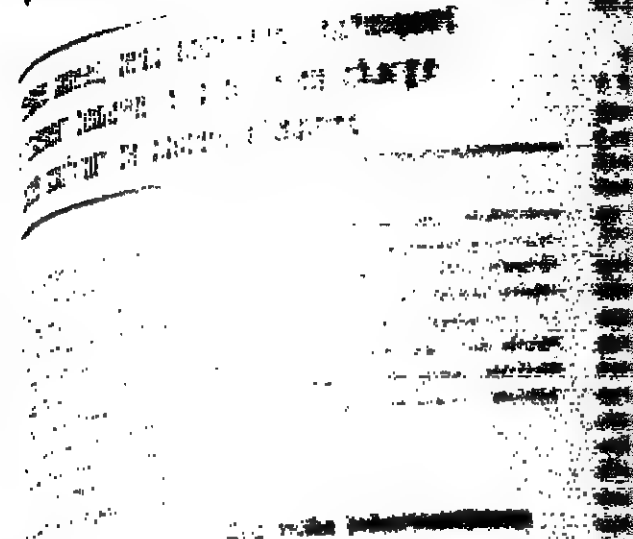
Audience TV du 5 septembre 1988 (BAROMÈTRE LE MONDE/SOFRES-NIELSEN)

Audience instantanée, France entière 1 point = 193 000 foyers

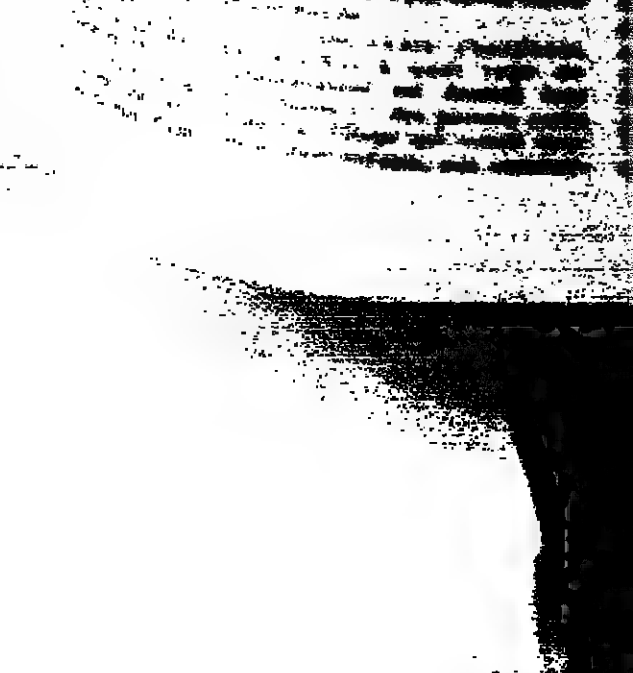
HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	42,1	23,6	5,7	5,9	1,0	2,6	3,0
19 h 45	50,2	32,6	6,4	3,0	1,1	2,6	3,0
20 h 18	64,1	32,1	15,8	8,3	0,9	2,7	3,6
20 h 55	71,2	31,0	13,8	17,4	2,8	4,7	1,6
22 h 8	65,2	30,1	20,2	6,6	2,2	6,1	1,2
22 h 44	44,7	31,6	6,6	0,1	0,7	2,3	2,8



oussières de c



éléphones à im



SCIENCES ET MEDECINE

Poussières de calculs

En quelques années, deux nouvelles techniques ont totalement bouleversé la prise en charge du malade souffrant de calculs urinaires.

A QUOI tiennent, en médecine, les révolutions ? L'histoire retiendra que l'un des outils thérapeutiques les plus performants et les plus prometteurs de ces dernières années — le lithotriteur — doit beaucoup au hasard. « L'idée de faire appel aux ondes de choc pour dissoudre les calculs a été mise par une femme médecin à un ingénieur de la grande firme Dornier, constructeur d'avions de chasse en Allemagne, suggestion faite lors d'une discussion à propos des dégâts occasionnés par les ondes de choc dans les cabines d'avions supersoniques... » (1).

C'était il y a une quinzaine d'années. Au même moment, ou presque, un chirurgien suédois devant opérer d'un calcul rénal un malade en mauvais état général décidait, par prudence, de réaliser cette intervention non pas à « ciel ouvert », comme c'était alors la règle, mais en creusant un « tunnel » en regard du calcul afin d'atteindre et de retirer ce dernier de manière moins agressive. La chirurgie percutanée des calculs rénaux voyait ainsi le jour.

En quelques années, ces deux techniques ont totalement bouleversé la prise en charge des malades souffrant de calculs urinaires, et suscitant un très vif intérêt chez les spécialistes d'urologie, comme en témoigne le 6^e congrès mondial « d'endourologie et de lithotritie extracorporelle » qui a réuni, du 1^{er} au 3 septembre, 600 spécialistes à Paris.

Ces techniques font ainsi l'objet d'un perfectionnement croissant et donc d'une intense compétition entre une dizaine de constructeurs. La lithotritie commence d'ailleurs à déborder le seul cadre de l'urologie. Les mêmes appareils peuvent être utilisés pour détruire les calculs de la vésicule biliaire, et des expérimentations sont en cours pour évaluer de quelle manière, ils pourraient être utiles en thérapeutique anti-cancéreuse.

« Le plus remarquable », explique le professeur Alain Le Duc (hôpital Saint-Louis, Paris), président de 6^e congrès mondial, c'est que ces deux techniques qui se

sont développées de manière parallèle apparaissent aujourd'hui tout à fait complémentaires. Et la chirurgie traditionnelle, « à ciel ouvert », intervention lourde où l'on dissèque le rein, n'est plus utilisée que pour des calculs monstrueux. »

Dix mille interventions

C'est à partir des sels minéraux présents à l'état dissous dans les urines que se forment les calculs urinaires, à la manière, pourrait-on dire, des concrétions calcaires des grottes du Quercy. Si le prin-

cipe et la formation de ces calculs sont connus, il est difficile d'agir sur les différents mécanismes physiopathologiques sous-jacents. Aussi, bien souvent, l'augmentation de volume des calculs interdit leur élimination spontanée par les voies naturelles, provoquant des crises excessivement douloureuses de colique néphrétique, altère la structure et la fonction du rein

sus-jacent et impose en définitive un geste chirurgical. On estime habituellement que 3 % environ de la population mondiale souffre de calculs rénaux. Cette maladie correspond aux Etats-Unis à 1 % des hospitalisations à peu près, et l'on pense qu'en France entre 10 000 et 15 000 personnes subissent chaque année une intervention chirurgicale à ce sujet. Le grand apport de la chirurgie urologique percutanée et des lithotriteurs aura été de parvenir à des résultats équivalents à ceux de la chirurgie conventionnelle, en réduisant notablement la durée d'hospitalisation ainsi que les douleurs des malades et en permettant une reprise plus rapide de l'activité professionnelle.

« Sur une série de 450 calculs urinaires traités dans notre service, nous n'avons eu recours à la chirurgie à ciel ouvert que dans six cas, explique le professeur

possibilités exactes des appareils mis à leur disposition, participé à leur amélioration et précisé leur champ exact d'utilisation, en fonction du volume, de la composition chimique, de la situation du calcul et des éventuelles anomalies des voies urinaires. Ces spécialistes estiment aujourd'hui que 85 % de l'ensemble des calculs rénaux peuvent d'emblée être traités par lithotritie, et que, sur ces 85 %, 15 % environ imposent une nouvelle intervention par voie endo-urologique (percutanée) afin de parfaire les résultats obtenus.

Vingt-cinq lithotriteurs en quatre ans

Les lithotriteurs peuvent être classés en fonction de la technique (radiographie ou ultra-sons) utilisée pour procéder au repérage du calcul, et en fonction de la

au 6^e congrès mondial), ont porté sur une série d'améliorations techniques permettant de réduire la douleur ressentie par le patient lors de la destruction du calcul (2).

« Au départ, l'utilisation du lithotriteur fut assez douloureuse pour les malades. Cela était dû à la traversée des ondes de choc dans les parties molles en regard du calcul que l'on cherchait à détruire, explique le professeur Le Duc. Grâce à diverses modifications portant sur la source d'énergie et son utilisation, les constructeurs ont fait de grands progrès. En pratique, nous donnons un simple médicament relaxant au malade, et le recours à l'anesthésie péridurale n'est nécessaire que dans moins de 10 % des cas. »

Efficace et novateur, le lithotriteur est aussi un matériel relativement coûteux : de 3 millions de francs (pour les modèles les moins perfectionnés) jusqu'à

10 millions de francs pour le « haut de gamme », avec un prix moyen situé autour de 6 millions de francs. Après l'installation, fin 1984, du premier appareil à l'hôpital Necker de Paris, on compte aujourd'hui vingt-cinq lithotriteurs dans l'ensemble des établissements hospitaliers publics ou privés français.

JEAN-YVES NAU.

(Lire la suite page 18.)

(1) Calculs du rein : la chirurgie détrônée par la médecine, communication à l'Académie nationale de médecine (16 avril 1985), de MM. René Kass et Nicolas de Fourmestraux.

(2) Parmi les divers constructeurs de lithotriteurs, on trouve les sociétés Dornier, Wolf et Siemens (RFA), Northgate et Medstone (Etats-Unis). La France est, dans ce domaine, en très bonne position. Les sociétés EDAP et Technomed ont équipé ces dernières années la quasi-totalité des établissements hospitaliers publics ou privés français.



Calcul coralliforme de 550 grammes enlevé chez une femme de quarante ans.

cipe et la formation de ces calculs sont connus, il est difficile d'agir sur les différents mécanismes physiopathologiques sous-jacents. Aussi, bien souvent, l'augmentation de volume des calculs interdit leur élimination spontanée par les voies naturelles, provoquant des crises excessivement douloureuses de colique néphrétique, altère la structure et la fonction du rein

Alain Le Duc. Les hospitalisations, qui étaient hier encore d'une dizaine de jours, sont réduites à trois jours, et certaines interventions peuvent se faire dans la journée. Enfin les malades parviennent à récupérer en une semaine au lieu de trois semaines auparavant. »

En quelques années les spécialistes d'urologie ont découvert les

source d'énergie employée de l'extérieur de l'organisme pour détruire ce même calcul : choc hydro-électrique, piézo-électricité, système électro-acoustique, etc. Les progrès majeurs accomplis dans ce domaine, et qui ont permis la mise au point des lithotriteurs dits de « seconde génération » (une douzaine de modèles ont été présentés,

PRÉVENIR OU GUÉRIR

La médecine a-t-elle encore sa place lorsque la chirurgie démontre une efficacité sans pareille ? L'urgence et le développement de nouvelles techniques thérapeutiques de lithotritie et de chirurgie urologique percutanée ont-ils ruiné tout espoir de prévention ? La « conférence de consensus » qui vient d'être réunie sur ce thème aux Etats-Unis permet de formuler des réponses claires à ces questions (1).

Les calculs du rein peuvent être de composition très différente. La plupart d'entre eux (70 à 80 %) sont formés de cristaux d'oxalate de calcium et les autres de phosphate de calcium, d'acide urique, de phosphates ammoniacaux-magnésiens ou encore de cystine. Dans la très grande majorité des cas, le traitement médical ne permet pas d'obtenir la dissolution d'un calcul déjà formé. Il peut toutefois, dans certains cas, prévenir l'augmentation de volume de ces calculs ou la formation toujours possible d'autres calculs.

Quelle que soit la nature chimique du calcul urinaire et en dehors de certains cas très spécifiques, il est conseillé de boire des quantités importantes d'eau, de manière à augmenter la dilution et à réduire ainsi les concentrations des substances à risque dans les reins. Les spécialistes américains soulignent toutefois que ce conseil, très fréquemment donné par l'ensemble des praticiens, n'a jamais fait la preuve de son efficacité.

La présence de calculs d'oxalate de calcium doit faire rechercher une série de perturbations physiologiques qui, dans certains cas, peuvent être corrigées par un traitement médicamenteux. De la même manière, les calculs d'acide urique ou de cystine peuvent bénéficier de certains traitements médicamenteux ou non.

Les spécialistes américains estiment que la lithotritie est l'essentiel efficace lorsqu'il s'agit de détruire des calculs de moins de 2 centimètres de diamètre. Si le diamètre est plus élevé, cette technique doit être associée à la chirurgie percutanée. Il n'existe pas — encore — de consensus chez les spécialistes sur la destruction des petits calculs inférieurs à 5 mm de diamètre qui n'entraînent pas de manifestations cliniques. Le document américain souligne aussi que « les effets à long terme de la lithotritie ne sont pas encore connus » et qu'une évaluation sera nécessaire avant de se prononcer sur la totale innocuité de cette technique. Des directives devraient être formulées sur les niveaux d'énergie utilisés, les fréquences de traitement et les doses cumulatives. La lithotritie devrait également être utilisée avec précaution chez les enfants et les adolescents.

En outre, hypothèse, les spécialistes américains concluent que « la lithotritie ne permet pas de remplacer la prévention médicale des calculs rénaux ». « Il est particulièrement important, pour les malades concernés, qu'ils aient ou non été traités par la lithotritie, de continuer à suivre les traitements médicaux dont ils peuvent bénéficier et de se faire surveiller à intervalles réguliers pour prévenir ou retarder les rechutes. »

J.-Y. N.

(1) « Consensus Conference : Prevention and treatment of kidney stones », JAMA (Journal of American Medical Association) daté du 19 août.

Téléphones à images

Les Japonais commencent à raffoler de ces appareils qui permettent à la fois de se parler et de se voir

NOUVEAU gadget ou premier pas vers le téléphone du futur ? Dans les boutiques du quartier d'Akihabara à Tokyo, ce grand super marché de l'électronique, et dans les grands magasins sont désormais en vente des appareils qui, depuis vingt ans, font partie de l'arsenal imaginaire de la science-fiction : ils permettent aux deux personnes en train de se parler de se voir mutuellement. Cependant, les appareils, mis en vente par cinq fabricants (Sony, Mitsubishi Electric, Matsushita, NEC et Sanyo), qui sont dernièrement parvenus à un accord de compatibilité de leurs produits respectifs, ne transmettent encore que des images fixes en blanc et noir. Au cours de cette année, les ventes devraient se chiffrer à 200 000 unités, et à 2 millions en 1992.

L'appareil qui coûte entre 53 000 et 57 000 yens, soit environ 2 500 francs, est muni d'une petite caméra et d'un écran. Une fois la communication téléphonique établie, lorsque l'on veut envoyer l'image on appuie sur un bouton et, pendant une dizaine de secondes, le temps que celle-ci soit transmise, la conversation est interrompue. Compte tenu d'un marché de l'électronique particulièrement compétitif dans le cas du Japon (qui représente quelque 36 milliards de dollars chaque année), les fabricants se doivent d'offrir sans cesse de nouveaux produits (l'un des derniers ayant été la machine automatique pour faire son pain chez soi... qui, dans un pays où le riz reste la base de l'alimentation, n'en a pas moins connu un bon succès).

Les fabricants cherchent aujourd'hui à quel type de consommateur est destiné leur « TV-phone » : des parents isolés dans leur village qui voient rarement leurs enfants, aux commer-

gants soucieux de montrer des modèles de leurs produits aux clients qui font leurs commandes par téléphone, en passant par les amateurs du « téléphone rose ». Un marché potentiel, estiment les fabricants, est celui des entreprises dont la direction souhaite renforcer les liens d'appartenance à un même groupe avec ses filiales. Mitsubishi Electric avait commencé en 1986 à commercialiser aux Etats-Unis un TV-phone, nommé Lumaphone. Matsushita puis NEC firent de même.

Un million d'unités

Le Japon est par excellence une société de communication. Les répondeurs téléphoniques y sont désormais un produit de consommation courante et la transmission par fac-similé (télécopie) y est la plus répandue au monde : des entreprises, elle passe désormais aux foyers. Une vingtaine de fabricants mettent sur le marché des produits de plus en plus sophistiqués et de moins en moins chers. La production a augmenté de 220 % en un an, pour atteindre près d'un million d'unités en 1988. Les modèles perfectionnés qui, il y a deux ou trois ans,

valaient encore quelque 800 000 yens (26 000 F) sont désormais en vente à 200 000 yens (6 500 F). Ricoh, le premier fabricant, vend dix mille unités par mois. Les téléphones destinés à un usage personnel valent dans les 100 000 yens (soit 4 500 F). Dans une telle fièvre de communication, il n'est pas impossible que les TV-phones dans des versions améliorées connaissent aussi un succès commercial.

Jusqu'à présent, les téléphones à image n'ont cependant guère suscité l'enthousiasme des consommateurs. L'image fixe, en blanc et noir de surcroît, semble dépassée. A titre expérimental, KDD (la compagnie des télécommunications internationales) et Mitsubishi Electric ont mis au point un téléphone à images mobiles et en couleurs qui coûte 6 millions de yens (250 000 F). Une centaine d'unités ont été vendues à des entreprises. L'arrivée massive sur le marché de puces de 4 mégabits à partir de 1990 devrait permettre de réduire considérablement le coût du téléphone à images mobiles.

PHILIPPE PONS.

L'EMPIRE MATHEMATIQUE

Philip J. Davis et Reuben Hersh



Aborde enfin le véritable Empire acquis par les mathématiques et l'informatique, en particulier dans les cercles stratégiques du pouvoir, de la décision de la création...

240 F

gauthier-villars

هكذا من الأصل

Aux sources de la vie

Deux chimistes américains démolissent une hypothèse : la vie n'a pu apparaître dans des sources hydrothermales au fond des océans.

LES sources hydrothermales des fonds océaniques seraient-elles trop chaudes pour avoir autorisé l'apparition de la vie ? C'est ce qu'affirment deux chimistes américains de l'université de Californie (San-Diego, la Jolla), Stanley Miller et Jeffrey Bada, dans la revue scientifique *Nature* (18 août). Après une étude détaillée du milieu régnant dans ces sources d'eau chaude, leurs conclusions ne laissent guère place au doute : dans des conditions aussi extrêmes de température et de pression, la fabrication des molécules biologiques nécessaires à la vie apparaît hautement improbable, pour ne pas dire impossible.

A l'heure actuelle, plusieurs scénarios s'affrontent pour tenter d'expliquer comment la vie est apparue sur Terre, il y a environ 3,5 milliards d'années. Les uns, d'obédience « panspermique », plaident pour une origine extraterrestre ; nés sur d'autres systèmes solaires, les premiers micro-organismes seraient parvenus jusqu'à nous en voyageant dans le cosmos. D'autres, au contraire, privilégient une genèse terrestre, d'origine minérale. Hypothèse récemment étayée par un argument de taille : la découverte, le long des dorsales sous-marines, de multiples sources hydrothermales. Des sources d'eau dans lesquelles régnent une température proche de 300°C et une pression de plusieurs cen-

taines d'atmosphères, dont la formation remonte sans doute aux origines de la Terre et autour desquelles existent des oasis grouillantes de vers géants, de bivalves, de crabes et de gastéropodes (*le Monde* du 3 avril 1985).

A première vue, ces sources hydrothermales constituaient en effet un candidat idéal pour le berceau de la vie. L'eau qui en sort, qui a froilé le magma tout proche et y a dissous de nombreux produits chimiques, contient en abondance la plupart des composants élémentaires de la matière vivante — hydrogène, azote, hydrogène sulfureux, oxyde de carbone et gaz carbonique, voire méthane. Molécules auxquelles il faut ajouter la présence de nombreux ions métalliques, une source continue d'énergie thermique et une protection permanente de l'océan contre les irradiations des rayons solaires ultraviolets.

Cocotte-minute

Bref, tous les paramètres nécessaires à l'apparition de la vie. A condition toutefois que les températures et les pressions extrêmes régnant dans ces sources sous-marines soient compatibles avec les réactions chimiques, et combien complexes, qui permettent de passer de cette soupe primitive à des molécules biologiques organisées.

Selon Stanley Miller et Jeffrey Bada, là se trouve, justement, la pierre d'achoppement de la belle hypothèse. Après avoir étudié de plus près les modalités de synthèse des chaînes moléculaires indispensables à la vie — les protéines et les acides nucléiques, après avoir reproduit, dans une sorte de cocotte-minute de laboratoire, le milieu naturel que constituent les sources hydrothermales, les deux chimistes ont formé : à de telles conditions de température et de pression, la synthèse des briques élémentaires des protéines (les acides aminés) et des acides nucléiques (les nucléotides) paraît hautement improbable. Quant à leur association en macromolécules, elle nécessiterait tout bonnement de l'utopie. Une analyse d'autant plus probante que la composition chimique des sources hydrothermales, selon les estimations des océanologues, serait restée pratiquement inchangée depuis l'origine de la Terre, il y a plus de quatre milliards d'années.

Cheminées sous-marines

« A de telles températures, la plupart des composés organiques se dégradent extrêmement rapidement », précisent S. Miller et J. Bada. Un exemple : à 250°C, la durée de vie des sucres, qui entrent dans la composition des acides nucléiques, n'excède pas quelques secondes... Même si la plupart des éléments organiques nécessaires à l'apparition de la vie sont effectivement disponibles dans les eaux hydrothermales, leur polymérisation en macromolécules et la transformation de celles-ci en organismes vivants est quasiment impensable... »

Nouvelle désillusion, donc, dans la course aux records de vie à des températures très élevées, qui survient quelques années à peine après celle des « vraies-fauxes » bactéries thermophiles. En 1983, deux chercheurs américains, les docteurs John Baross (université d'Etat de l'Oregon) et Jody Deming (université John-Hopkins, Maryland), affirmaient en effet avoir découvert au large de la côte californienne, sur la dorsale sous-marine du Pacifique oriental, des micro-organismes capables de subsister à une température de 250°C. Révélation sensationnelle qui laissait espérer remonter aux toutes premières formes de vie sur Terre, mais qui se révéla malheureusement provenir d'un artefact de manipulation.

Autant se faire une raison : dans l'état actuel des connaissances, l'espèce bactérienne la plus thermophile dont disposent les scientifiques, isolée en 1982 d'une source chaude sous-marine, cesse de se développer au-delà de 110°C. Mais si les sources hydrothermales apparaissent trop brillantes pour avoir donné directement naissance aux premiers organismes vivants, rien n'interdit de penser qu'elles ont néanmoins contribué à leur apparition. Un volume d'eau équivalent à l'océan tout entier passant à travers les cheminées sous-marines tous les dix millions d'années environ, il serait au contraire étonnant qu'elles n'aient pas participé, en modifiant périodiquement l'environnement chimique terrestre, à l'émergence de la vie sur notre planète.

CATHERINE VINCENT.

PAPILLON VORACE

UN petit papillon français de la famille des grécillidés a été massivement liché dans l'Etat australien de Victoria pour venir à bout d'une plante méditerranéenne, *Echium plantagineum*, introduite il y a environ cent ans.

Echium plantagineum (de la famille des boraginacées, comme la bourrache et la myosotis) est une plante qui produit tous les deux ans des clochettes violettes. Elle s'est répandue très vite dans le sud-est de l'Australie. Au début, son expansion fut appréciée des éleveurs de moutons australiens, auxquels elle fournissait du fourrage dans les régions très sèches. Les apiculteurs aussi appréciaient *Echium plantagineum*, qui donnait aux abeilles de quoi faire un miel particulièrement parfumé.

Mais *Echium plantagineum* s'est multipliée, dans les régions plus humides, au point d'étouffer les céréales et les plantes fourragères. On estime à 31 millions de dollars australiens (150 millions de francs environ) le manque à gagner dû à *Echium plantagineum*.

Les spécialistes du laboratoire de contrôle biologique de l'Etat de Victoria sont venus en France, il y a quelques années, pour chercher un ennemi naturel de la trop envahissante plante. Ils ont choisi un petit papillon,

Dialectica scaberrima (on pourrait dire une sorte de « taïgne »). De la taille d'une mite, blanc et brun, ce petit papillon raffole d'*Echium plantagineum* au point de faire mourir les plantes dont il mange les feuilles avec une voracité extraordinaire.

Mis en quarantaine, puis testé pendant plusieurs années, le petit papillon français a eu le feu vert et a été lâché en juillet dernier. Les autorités de l'Etat de Victoria espèrent qu'en cinq ou dix ans cette petite bestiole sera venue à bout d'*Echium plantagineum*.

En annonçant la nouvelle des lâchers de *Dialectica scaberrima*, l'ambassade d'Australie à Paris rappelle l'élimination du cactus *Opuntia monacantha* qui, importé d'Amérique, avait envahi au début du siècle des milliers de kilomètres carrés dans plusieurs Etats australiens, en particulier le Queensland. Un papillon, *Cactoblastis cactorum*, de la famille des pyralidés, importé tout exprès d'Amérique du Sud a fait pratiquement disparaître ces cactus importés. Au point que des fermiers récompensés ont élevé, à Boonarga, petite bourgade du Queensland, un monument à la gloire de *Cactoblastis cactorum*.

Y.R.

Poussières de calcul

(Suite de la page 17.)

Ces mêmes appareils viennent d'être au centre d'une polémique peu banale opposant Mme Michèle Barzach, alors ministre de la santé, à une centaine de cliniques privées groupant 133 chirurgiens urologues. Ceux-ci souhaitent pouvoir utiliser des lithotriteurs d'un nouveau type — « mobiles et itinérants » — de fabrication française et pouvant être transportés d'une ville à une autre en fonction des besoins (*le Monde* du 2 octobre 1987 et du 13 avril). En mai dernier, le tribunal administratif devait donner raison aux chirurgiens contre le ministre de tutelle.

Les progrès enregistrés ces derniers temps ne concernent pas que les lithotriteurs. La fragmentation extra-corporelle des calculs peut en effet être associée à la chirurgie percutanée, le médecin fragmentant par exemple un calcul trop volumineux pour être éliminé par les voies naturelles, avant d'aller retirer les différents morceaux via un « tunnel » de petite taille (diamètre de 10 mm), réalisé à travers la peau sous contrôle optique. D'une manière générale, cette révolution que constitue la possibilité de « broyer des pierres » (lithotritie) grâce à des ondes produites à l'extérieur de l'organisme a considérablement bénéficié des progrès des techniques de miniaturisation des enregistrements d'images. Le chirurgien urologue peut ainsi aujourd'hui guider son geste, enregistrer son intervention et même la diffuser en temps réel à l'attention de ses élèves, qui seraient sans cela privés de l'enseignement que permettrait, il y a quelques années encore, la classique intervention « à ciel ouvert ».

Tous ces bouleversements ne sont pas sans conséquences pratiques sur l'activité de la chirurgie urologique. C'est ainsi par exemple que l'on peut aujourd'hui intervenir sur des calculs qui ne se sont pas encore manifestés cliniquement. Il a aussi fallu « encadrer » cette évolution de manière à prévenir certains dérèglements dans le recours à ces nouvelles techniques : mauvaises utilisations, erreurs dans les indications... C'est d'ailleurs l'une des fonctions des congrès comme celui qui vient de se tenir à Paris que de contribuer à la formation chirurgicale continue dans ce domaine, en réunissant notamment spécialistes médicaux et constructeurs.

L'avenir de la lithotritie ? Schématiquement, deux questions se posent. La première concerne les éventuelles utilisations des lithotriteurs pour briser d'autres calculs que les calculs urinaires. Des expériences sont en cours pour définir l'efficacité de cette technique sur les calculs de la vésicule biliaire. D'autres études sont menées dans le domaine de la cancérologie. Il semble cependant encore trop tôt pour répondre de manière définitive dans les deux cas.

L'autre question concerne la diffusion à venir des lithotriteurs. Faut-il penser que les besoins sont approximativement remplis, encore que certaines régions comme le Centre, la Bourgogne ou le Limousin ne soient pas équipées ? Dans ce cas faut-il envisager la création de « centres spécialisés de lithotritie » qui ne seraient pas sans conséquences sur l'activité des services d'urologie ? Faut-il miser sur la multiplication des appareils « mobiles et itinérants » avec lesquels certaines directions d'hôpitaux publics ont pris contact malgré l'opposition de la Fédération hospitalière de France ? Il faut savoir, confie le chef de service d'un CHR de province non équipé avec ce type d'appareil, que dans notre spécialité, les lithotriteurs sont l'équivalent du Concorde. Ce sont des outils de prestige très efficaces mais, en l'état actuel, des données économiques nullement rentables.

JEAN-YVES NAU.

LIVRES DE RENTRÉE

par le Dr EscOFFIER-Lambiotte

Le combat passionné d'Emile Papiernik

Comment le fils d'émigrés polonais, tailleur de génération en génération, et dont le père périt dans un camp de concentration, est devenu au fil des ans professeur à la faculté, puis chef de l'une des maternités les plus célèbres et les plus modernes de France : c'est ce que raconte le livre passionné d'Emile Papiernik, connu dans le monde entier pour le combat sans relâche qu'il a mené en faveur et contre d'innombrables préjugés pour la sécurité de la naissance.

Le royaume dont il est le maître est certes celui de la technologie la plus avancée, et chacun sait que c'est là, à l'hôpital Antoine-Bécarré de Clamart que vit le jour Amandine, le premier bébé-éprouvette français, suivi annuellement, depuis 1982, d'une bonne cinquantaine de ces enfants de la science.

Mais ce royaume est aussi — et le professeur Papiernik le revendique hautement — celui de l'égalité absolue des femmes, gitanes ou secrétaires d'Etat, devant les douleurs, les aléas ou les merveilles de l'accouchement. Et plus de quarante mille de ces naissances se sont déroulées à la maternité de Clamart depuis son ouverture... Une maternité où tout est fait, selon la politique nouvelle de prévention adoptée grâce aux impulsions de son chef, pour éviter les naissances prématurées et les graves handicaps mentaux qu'elles peuvent entraîner. Le combat contre ces désastres, contre les accouchements scabieusement menés dans des lieux insuffisamment équipés,

Maigrir intelligemment

« Hélas ! souligne le professeur Papiernik, ce qui fut imposé aux cliniques privées ne fut pas, ne l'est toujours pas, aux hôpitaux publics, et notamment aux petites maternités rurales qui font l'orgueil des maires... C'est pourquoi on voit encore, de nos jours, des maternités dramatiquement sous-équipées, qui ne subsistent que par la volonté d'un élu local... » « Scandaleuse anomalie, qui se traduit par une inégalité flagrante devant la santé et dont seul un soudain et tardif excès de courage des pouvoirs publics pourrait venir à bout... »

Conflits

Combat pour les femmes — les quelques huit cent mille femmes qui accouchent chaque année, — mais aussi combat pour l'enfant, « qui représente bien plus que lui-même, messager, porteur du passé et de la continuité de la vie ». Et dès lors dépositaire ou victime de tous les conflits psychologiques, ce qui explique la présence active à la maternité de Clamart de psychiatres et de psychanalystes, capables parfois (ou souvent) de dénouer les causes d'une stérilité ou d'une naissance prématurée...

Des sacrifices de la mère ou des départements d'outre-mer à la justification de certains actes médicaux en France, l'inspiration, pour Emile Papiernik, est inépuisable : celle qui donne à l'exercice médical la dimension sociale, économique, humaine qui lui manque, hélas ! trop souvent.

★ *Le Prix de la vie*, par Emile Papiernik, Robert Laffont, 272 pages, 89 F.

Jean-Bernard Maillet est un généraliste, de ceux qui constituent l'infanterie et le clivé de toute la médecine de santé. De ceux qui sont effarés de voir que plus de 9 millions de Français commencent chaque année un régime, que plus de 5 millions en suivent en permanence, et... que les trois quarts de ces régimes sont aberrants.

En effet, ces Français « sont dans leur grande majorité presque totalement ignorants des principes de la nutrition et de l'alimentation équilibrée ». En outre, notre manière de nous nourrir « évolue de façon catastrophique », en raison d'impératifs multiples, économiques ou sociaux, et de la désinformation collective. Celle-ci, estime notre généraliste, quotidiennement sollicité pour des problèmes de diététique, relève surtout de revues ou de journaux « ne cherchant que le sensationnel » que de la publicité pour des produits parfois douteux, ou de livres hautement spécialisés qui ne correspondent ni aux situations individuelles ni aux contingences pratiques de la vie quotidienne, quand ils ne proposent pas, généralement de source étrangère, des régimes extravagants ou dangereux.

En somme, le docteur J.-B. Maillet a résumé en quelques quatre cents pages, y compris une table pratique de composition des aliments et de nombreuses recettes, tout ce qu'il conseille aux patients qui veulent et surtout qui doivent maigrir : des patients qu'il accompagne et soutient dans leur cheminement ; des patients qui comprennent enfin, sans privations monstrueuses et sans apports médicamenteux toxiques (vigoureusement déconseillés), comment ils peuvent échapper à la triste alternative du martyre de l'obèse, du

martyre de l'affamé et du martyre du déprimé pour cause de vains combats et de drogues dangereuses. Un ouvrage remarquable et qui honore, une fois de plus, le rôle si mal connu du médecin généraliste.

★ *Maigrir*, par le docteur Jean-Bernard Maillet, Editions Robert Laffont, 395 p., 100 F.

Une bible de la santé

Cent cinquante spécialistes, deux cent quarante articles traitent des thèmes les plus divers concernant la santé, les maladies, la biologie, leur histoire, l'économie mondiale de leurs financements : cette bible est publiée par les éditions La Découverte, et, étant donné l'intérêt évident d'ouvrage unique de référence qu'elle constitue, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM) et l'Institut français de recherches scientifiques pour le développement en coopération (ORSTOM) s'associent à cette publication.

Thérapeutiques du corps et de l'esprit, maladies des riches et celles du tiers-monde. Travaux de pointe, traités par les plus célèbres noms du monde scientifique français et sur les sujets les plus divers. Panorama complet des systèmes de santé. Tout s'y trouve, et un index de mille cinq cents mots-clés permet, avec une table des matières exhaustive, de compiler facilement ce monument au premier abord ribambelle, mais qui constitue l'outil indispensable et passionnant pour tous ceux — et ils sont nombreux — qui s'intéressent à l'état des connaissances et des recherches dans un domaine qui promet d'être la grande affaire tant sur le plan politique que économique que sur les plans médical, éthique et scientifique du siècle à venir.

★ *Santé et médecine*, sous la direction de Claire Brises et Jacques Staufflet. Editions La Découverte, 584 pages, 198 francs.

LA BIBLIOTHEQUE DES ARTS
3, place de l'Odéon - 75006 Paris - 01 45 23 10 10

FOLIE
et
FOLIES
à l'occasion du
mois de l'automne

Sylvia Saudan - Sidra
Michel Saudan

La découverte
du Monde
des jardins

Un vol, relié
pleine toile,
34,5 x 24,5 cm,
224 p. de textes,
145 illust. coul.,
95 reproductions
noir et blanc
540 F

SOMMAIRE

■ M. François Perigot, président du CNPF, invite le gouvernement à ne pas céder à la tentation du relâchement sous prétexte que plusieurs signes d'amélioration de la conjoncture apparaissent (lire ci-contre).

■ Le système monétaire européen va avoir dix ans. Après un plaidoyer en faveur d'une pleine participation de la Grande-Bretagne au SME, M. Jurgensen souligne que l'ECU constitue l'aiguillon d'une union économique et monétaire et non son contournement éventuel, comme le pensent les Allemands (lire page 20).

■ La contre-OPA du groupe Pernod-Ricard sur la totalité des actions du groupe au prix de 4,50 livres irlandaises par action (lire page 22).

La rentrée du CNPF

M. François Perigot demande au gouvernement « audace, rigueur et cohérence »

M. François Perigot, président du CNPF, a demandé avec insistance, le 5 septembre, au gouvernement et aux Français de ne pas relâcher leurs efforts et de ne pas remettre en cause le redressement économique en cours.

Lisant une longue déclaration, entouré de ses quatre vice-présidents exécutifs (1), qu'il a présentée comme les membres d'une équipe homogène d'accord sur l'essentiel, M. Perigot, qui se veut le défenseur, non des chefs d'entreprise, mais des entreprises elles-mêmes et de leurs salariés, a déclaré : « Certes, nos entreprises vont mieux, et 1988 devrait être le meilleur des écono-

M. Perigot, quant à lui, prolige en métaphores, prompt à donner des conseils, a adressé au gouvernement ce précepte qui comblera d'aise tous les chefs d'entreprise : « Une bonne politique pour les entreprises est aussi bonne pour la France (...). Apprenons à être vertueux autrement que sous l'emprise de la nécessité. » Pour lui, les patrons ont besoin d'une politique économique fondée tout à la fois sur « de l'audace, de la rigueur et de la cohérence ».

Or, précisément, le projet de budget de l'Etat pour 1989 est qu'on le discerne aujourd'hui, s'il est de nature à rassurer le patronat sur certains points, comme les allègements fiscaux, les mesures pour la formation et l'insertion des jeunes ou la maîtrise du déficit budgétaire, l'inquiète sur d'autres, et notamment sur deux chapitres :

— L'impôt de solidarité sur la fortune est toujours la bête noire du patronat. « C'est un impôt à contretemps qui pénalise la réussite et l'épargne, qui aggrave le poids de la fiscalité et qui risque de démotiver les épargnants et les chefs d'entreprise au moment précis où l'ensemble de nos concurrents européens accélèrent leur croissance. »

Quant à la réduction du taux de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, si une telle mesure était prise, elle devrait être d'au moins cinq points pour être réellement incitative en regard des réinvestissements. Cette mesure devrait admet-

tre au bénéfice du nouveau taux de 37% les dividendes qui sont distribués sous la forme d'actions.

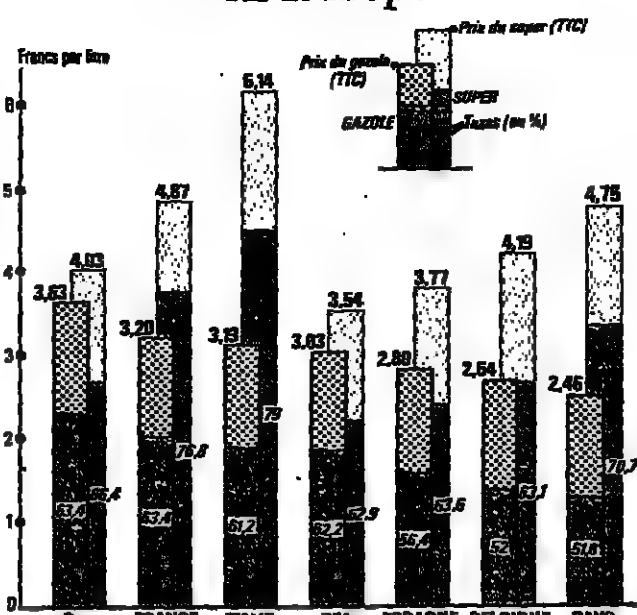
Le président du CNPF ne pouvait passer sous silence l'Euro et le grand marché de 1993. Ce sera d'ailleurs le thème des assises du patronat, le 13 décembre. « L'Euro est la priorité des priorités, car c'est une sorte de force motrice astérogène. »

Sans doute, a expliqué M. Perigot, le CNPF est conscient que si l'on donne seulement à l'édification de la CEE des motivations économiques, jamais nous ne saurons susciter l'enthousiasme de l'opinion pour faire accepter les efforts nécessaires. Mais, faisant allusion, sans les nommer, aux récents propos de MM. François Mitterrand et Jacques Delors, il a ajouté : « Il ne faut pas faire de la notion d'espace social européen un rêve irréalisable, une sorte d'espace d'illusions et de promesses que les rigueurs de la compétition économique ne permettront pas de tenir. » Des déclarations qui prouvent une signification particulière quand on sait que, depuis quelques mois, M. Perigot a été nommé vice-président de l'UNICE, c'est-à-dire la fédération des patrons européens, un organisme dont les messages et l'action ont sérieusement besoin d'une vigoureuse cure de jeunesse.

FRANÇOIS GROSCHARD.

(1) MM. Pierre Guillen, Michel Maury-Larivière, Ernest-Antoine Seillière et Pierre Bellon.

Les prix du gazole et du super en Europe



Bien qu'aucune surtaxe spécifique ne doive alourdir le prix du gazole l'an prochain, ses tarifs à la pompe devraient néanmoins augmenter, comme ceux de tous les carburants, en raison de la hausse annuelle de la taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP), indexée depuis 1981 sur la septième tranche du barème de l'impôt sur le revenu. Le maintien de cette indexation entraînera au début de l'année prochaine une augmentation de 8 centimes par litre du super, de 4,6 centimes du gazole et d'un peu plus de 1 centime par litre pour le fioul domestique.

Cette hausse aggrave encore l'écart de prix excessif existant entre le super et le gazole et alourdit le poids des taxes dans le prix de l'essence, qui est déjà le plus élevé en Europe, exception faite de l'Italie. Convertis en francs, les prix de vente de l'essence (super et ordinaire) sont en France nettement plus élevés que ceux des pays voisins (sauf l'Italie), ce qui n'est pas le cas du gazole.

« Détente salariale » sans « laxisme »

Le CNPF aborde avec sérénité la rentrée sociale. Dans leurs propos, le lundi 5 septembre, M. François Perigot, président de l'organisation patronale, comme M. Pierre Guillen, vice-président et président de la commission des salaires, ont souligné leur attachement à leur compte le nombre prononcé avancé fin juillet par le patronat de la métallurgie (UIMM) selon lequel « une détente dans le climat social risque de se produire à l'automne », avec une perspective d'une « agitation ». Il est vrai que ce regain revendicatif était prévu d'abord dans le secteur public et que, depuis, le gouvernement a eu l'habileté de calmer le jeu en augmentant de 1 % les salaires des fonctionnaires au 1^{er} août.

Tout en réaffirmant ses réserves sur un éventuel dégellement des cotisations d'allocations familiales, M. Perigot n'a joué les Cassandre sur aucun sujet social. L'emploi ? Si le nombre d'emplois salariés a progressé d'environ 50 000 au premier semestre 1988, la pression démographique et les rigidités structurelles de notre économie nous empêchent d'inverser la courbe de progression du chômage. L'emploi des jeunes reste donc une « priorité absolue », les stages d'initiation à la vie professionnelle (SIVP), critiqués pour les abus auxquels ils ont donné lieu, n'étant pour M. Guillen qu'un « problème marginal », nécessitant seulement « des ajustements à la marge ».

M. Perigot s'est également montré optimiste sur le dialogue social, qualifié de « très nourri », en espérant conclure un accord sur les mutations technologiques le 13 septembre. Mais c'est sur les salaires, « au cœur de la rentrée sociale », que M. Perigot est allé le plus à contre-courant de l'opinion générale, en récusant l'idée selon laquelle « les salariés seraient victimes d'une rigueur injuste au regard de l'indignation de la situation financière des entreprises ».

Croissance salariale de 5,1 %

Le président du CNPF s'est fondé sur les rentrées de cotisations sociales pour souligner que « le pouvoir d'achat des salariés a augmenté ». Ainsi, « la commission technique des comptes de la sécurité sociale, qui avait estimé à 3,5 % la croissance salariale, vient de constater qu'elle s'éle-

vait pour le premier semestre de 1988 à 5,1 % en rythme annuel. Est-ce à dire qu'au moment où le patronat presse le gouvernement de ne pas relâcher la rigueur salariale — à l'opposé de M. Bergeron, qui demande à l'Etat de faire « des concessions sur les salaires » des fonctionnaires — les entreprises ont déjà démarré les freins ?

M. Guillen reconnaît que les 5,1 % de croissance salariale ne s'expliquent pas que par l'amélioration de l'emploi ou la stabilité des horaires, « inconcevablement », il y a eu une « importante distribution de salaires ». « Nous constatons une détente, ajouta-t-il, nous craignons un relâchement. » M. Perigot est encore plus catégorique : « Cette détente salariale, toutefois, ne signifie pas que nous sommes en cours d'effacement, et que l'heure serait venue de la maîtrise des coûts salariaux ». Pour le président du CNPF, le pouvoir d'achat des salariés, « ce n'est pas un problème d'entreprise, mais un problème d'économie générale », car entrant en ligne de compte les impôts et les cotisations sociales. Si, dans le passé, des entreprises ont cru qu'elles se devaient de garantir le pouvoir d'achat de leurs salariés, c'était « une erreur générale ». Qu'il ne s'agit pas de renouveler sous prétexte de détente...

Si détente et relâchement ne se confondent pas pour le secteur privé — mais où est le problème pour le secteur public ? — le gain de pouvoir d'achat est attribué « à la politique de différenciation et à la politique d'intégration » préconisées par le patronat. Autant de raisons de poursuivre et de développer tant l'intégration que l'industrialisation des rémunérations mais, en prenant « certaines précautions », rappelées par M. Perigot, sur « la transparence économique, la transparence des critères et des procédures ». Le CNPF va donc recommander aux entreprises d'affiner leurs techniques d'individualisation, ce mode de rémunération devant « s'intégrer dans une politique d'ensemble, dont les cadres sont les acteurs essentiels ». Une façon de prévenir les tensions venant de salariés ressentant toujours cette individualisation comme une injustice.

MICHEL NOBLECOURT.

■ M. Pierre Bérégovoy reçoit les syndicats. — Après ses déclarations au « Grand Jury RTL-Le Monde » (le Monde du 6 septembre), M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, a reçu les syndicats dans la journée du 5 septembre. Tour à tour, les délégations de Forces ouvrières, de la CFDT et de la CGC, conduites par leurs dirigeants respectifs, ont abordé les sujets du pouvoir d'achat et de la politique salariale, demandant à M. Bérégovoy de concrétiser ses propos de la veille.

■ M. Henri Krasucki veut jouer une majorité contre l'autre. — A l'occasion de son premier meeting de rentrée, le 5 septembre, à Marseille, M. Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, a fait observer qu'il existe « deux majorités possibles pour une politique économique et sociale, ce qui donne une marge importante aux travailleurs ». Dans ce contexte, qualifié de « situation complexe qui grandit et coïncide avec une évolution de la situation politique », il a d'ailleurs annoncé une journée nationale d'action pour les salariés et le service public, le 27 septembre, ainsi qu'une « initiative spécifique des cadres et techniciens » en novembre.

REPÈRES

Hélicoptères

Percée française au Japon

L'Aérospatiale française a confirmé, en 1988, sa percée au Japon en plaçant 82 hélicoptères depuis le début de l'année, soit 43 « Ecureuil » et 39 « Dauphin » auprès de l'administration, des pompiers et des entreprises privées. Aérospatiale est représentée au Japon par les firmes Nisski, Sony et Japan Flying Service, une filiale de Toyota. Au total, Aérospatiale a vendu trois cents hélicoptères au pays du Soleil-Levant.

RFA

Recul du chômage

En RFA, le chômage a baissé de 1,5 % en août par rapport à juillet (- 32 200), selon des statistiques établies en données brutes. Le taux de chômage par rapport à la population active est revenu à 7,6 % en août après 7,7 % en juillet.

Stagnation du PNB au deuxième trimestre

Le produit national brut allemand est resté inchangé au deuxième trimestre par rapport aux trois premiers mois de l'année, indiqua le ministère fédéral de l'économie. Le PNB avait progressé de 1,6 % au premier trimestre sur le tri-

mestre précédent et de 4,2 % en année mobile. Entre avril et juin, il enregistra une progression de 3,4 % par rapport à la période correspondante de 1987. La consommation privée a enregistré une hausse de 0,5 %, contre une hausse de 0,5 % durant le premier trimestre, la consommation publique une hausse de 1 % après une stabilisation, et la construction un recul de 3,8 %, contre une hausse de 0,5 %, assez exceptionnelle, compte tenu d'un hiver clément.

Paiements courants Excédent français au premier trimestre

La balance française des paiements courants, corrigée des variations saisonnières, a été excédentaire de 7,4 milliards de francs au premier trimestre 1988, alors qu'elle avait été déficitaire de 600 millions au premier trimestre 1987.

Le ministère des finances, qui vient de fournir ces chiffres provisoires, indique également que, en données brutes, la balance des paiements courants a été déficitaire de 3,9 milliards de francs au premier trimestre 1988. Le déficit avait été, sur les mêmes bases, de 10,3 milliards au premier trimestre 1987.

Le ministère de l'économie a, en outre, revu en baisse le chiffre du déficit de la balance des paiements sur l'ensemble de l'année dernière. Celui-ci est un peu inférieur à ce qui avait d'abord été annoncé : 24,5 milliards contre 26,7 milliards. L'année 1986 avait été excédentaire de 20,5 milliards de francs.

Selon l'OCDE

La Suède reste la championne du monde pour le poids des prélèvements obligatoires

La Suède est de loin le pays industrialisé où les prélèvements obligatoires (impôts et cotisations sociales) sont les plus lourds par rapport à la richesse nationale : ils ont représenté l'an dernier dans ce pays 55,8 % du produit intérieur brut (PIB), selon un rapport sur les recettes publiques que vient de publier l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).

Le Danemark, la Norvège, les Pays-Bas et la Belgique sont les pays où les habitants supportent les prélèvements les plus lourds avec un taux supérieur à 45 %. La France se classe au sixième rang avec 44,7 % en 1987.

Parmi les pays membres, c'est la

Turquie qui a les prélèvements les plus faibles (24,4 % en 1987), devant le Japon (28,8 % en 1986, le chiffre de 1987 n'étant pas encore disponible), les Etats-Unis (28,9 % en 1986) et l'Espagne (32,8 % en 1987).

Le contenu des prélèvements varie du tout au tout selon les pays. Si la France est avec les Pays-Bas le pays où les cotisations sociales sont les plus élevées, les Français paient peu d'impôts sur le revenu des personnes physiques (IRPP) — seulement 5,7 % du PIB. Alors qu'au Danemark l'IRPP atteint un taux de 24,2 %, en RFA, en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, son poids est de 10 % à 11 %.

Si le Danemark a l'IRPP le plus lourd, les cotisations sociales dans ce pays sont très faibles (1,6 % du PIB), la protection sociale étant financée par l'impôt.

Seuls deux pays font peser une grosse partie des cotisations sociales sur les employeurs : la Suède avec 12,9 % du PIB et la France avec 12,1 % (chiffres de 1986). Tous les autres membres de l'OCDE ont des taux qui ne dépassent pas les 10 %.

Le Monde
PUBLICITE FINANCIERE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

AFFAIRES

Un accord Cellulose du Pin-Svenska Cellulosa

Papier journal : une nouvelle usine dans les Landes

Les groupes papetiers français Cellulose du Pin, filiale de Saint-Gobain, et suédois Svenska Cellulosa ont annoncé, lundi 5 septembre, leur projet de construire ensemble une usine de papier journal dans le sud-ouest de la France.

Svenska Cellulosa (15,67 milliards de couronnes suédoises de CA et 17 000 salariés) et Cellulose du Pin (8,49 milliards de francs de CA et 9 920 personnes) envisagent d'implanter une machine d'une capacité de 210 000 tonnes située aux abords de l'usine de la Cellulose du Pin à Tartas (Landes). Le nombre d'emplois directs créés serait de l'ordre de 250 personnes et l'usine

représentera un investissement de 1,7 à 2 milliards de francs.

La machine démarrerait fin 1990, au moment où SCA arrêterait la production de 110 000 tonnes par an de papier journal en Suède par conversion d'une machine au papier magazine. C'est la réussite de récents essais industriels sur la fabrication de papier journal à base de pin maritime qui a conduit les deux groupes à s'engager.

Quant aux débouchés, la future usine vise le marché européen (évalué à 5 millions de tonnes avec une croissance de 5 % par an) et notamment la péninsule ibérique.

IBM acquiert la licence de la carte à puce française

Succès pour M. Roland Moréno, l'inventeur français de la carte à puce : IBM vient d'acquiescer une licence d'exploitation mondiale pour sa carte et son lecteur. Le numéro mondial de l'informatique pourrait utiliser cette licence pour intégrer un lecteur de cartes à mémoire dans ses micro-ordinateurs, a précisé M. Moréno.

■ Hausse de 35,4 % des bénéfices de l'Australien TNT. — Le groupe australien TNT annonce une hausse de 35,4 % de ses bénéfices nets à 206,6 millions de dollars australiens (1 milliard de francs) au cours de l'exercice fiscal clos le 30 juin, par rapport à l'année précédente. Le chiffre d'affaires a augmenté de 18,9 % au cours de la même période à 3,7 milliards de dollars australiens (18,5 milliards de francs). TNT envisage également d'étendre ses activités en Amérique latine, particulièrement en Argentine et au Brésil. TNT annonce, par ailleurs, avoir constitué une société commune (50-50 %) dans le secteur du fret aérien avec le gouvernement hongrois. Cette société mixte devrait commencer à opérer en novembre ou décembre.

■ L'afficheur Dauphin achète la société espagnole Poster. — Déjà présent en Belgique, Dauphin, troisième afficheur français, vient de franchir les Pyrénées, en achetant la firme barcelonaise Poster. Avec trois mille cinq cents panneaux en Catalogne et à Madrid, Poster réalise un chiffre d'affaires de 35 millions de francs environ. Faisant suite aux opérations d'Avenir en Espagne et en Belgique (le Monde du 8 mai), cet achat confirme l'intérêt des afficheurs pour un développement international, notamment en Espagne, considérée comme un des terrains d'expansion les plus prometteurs.

Chargeurs cède Spontex à 3 M pour 1,1 milliard de francs

Chargeurs SA et 3 M ont annoncé, le mardi 6 septembre, leur accord de principe sur la cession de Spontex par le groupe français de M. Jérôme Seydoux à la multinationale de St-Paul (Minnesota). Le prix des activités mondiales du numéro un international des articles de ménage a été fixé à 1,1 milliard de francs, soit l'équivalent de son chiffre d'affaires annuel.

Comme nous l'indiquions (voir le Monde du 1^{er} septembre), cette cession marque la volonté du groupe de M. Seydoux de se recentrer sur ses activités principales (transport et textile), qui, selon la firme, « doivent connaître un développement rapide et qui nécessitent des investissements très importants en France et à l'étranger ».

Après la vente de Spontex, Chargeurs disposerait d'environ 4,1 milliards de francs de trésorerie. De son côté, cette acquisition permettra à 3 M (9,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 1987 dans 51 pays) de se développer davantage dans le secteur des produits de grande consommation. Spontex emploie 1650 personnes dans 10 pays et distribue ses éponges et « outils d'essuyage » dans 80 pays.

Économie

La préparation du marché unique européen de 1993

POINT DE VUE

L'ECU sauvera l'union

par Philippe Jurgensen
ancien directeur des relations
économiques extérieures
administrateur général
du Conseil des entrepreneurs

Le système monétaire européen (SME) va bientôt fêter son dixième anniversaire. Créé par le conseil européen de Bruxelles en décembre 1978, il est en effet entré en fonctionnement le 13 mars 1979. Cet enfant encore jeune a surpris par sa vigueur — en dépit des poussées de fièvre — correspondant à onze réajustements monétaires — ce qui augurait mal de sa survie. Mais il a dépassé ceux qui espéraient mieux et plus vite, en se référant aux promesses successives fixant à 1990 l'année d'achèvement de l'union économique et monétaire ou prévoyant un « passage à la phase définitive du SME » deux ans après son lancement.

A la vérité, tel l'horizon, l'unification économique de la CEE semble reculer au fur et à mesure que l'on progresse vers elle. Resterait-elle toujours un rêve ? Les propos récents de M^{rs} Thatcher repoussant toute idée de coordination économique ou de monnaie commune et appelant la Communauté à se préoccuper uniquement des problèmes commerciaux peuvent le faire croire.

Cependant, l'Europe s'est peu à peu dotée d'une véritable monnaie : l'ECU. Un slogan qui a eu son heure de gloire était : « l'ECU sauvera le franc ». On peut penser aujourd'hui, avec peut-être de meilleures chances de succès, que l'ECU sauvera l'union (économique et monétaire).

La coordination des politiques économiques et monétaires est activement recherchée au sein de la CEE depuis longtemps. Des progrès réels ont été accomplis en ce sens : accord de Gensac en septembre 1986 pour stabiliser les parités de monnaies ; décisions concertées en matière de taux d'intérêt fin 1987 ; création début 1988 du Conseil économique et financier franco-allemand. Mais cette coordination connaît des défaillances. Les tensions provoquées — aujourd'hui comme naguère — par des réajustements jugés intempestifs des taux d'intérêt allemands ou anglais, ou les querelles sur la priorité à donner à la lutte contre l'inflation, en témoignent.

L'important est que les contraintes de la monnaie commune soient en train de supplanter ces défaillances.

On sait en effet que la mise en œuvre effective de la liberté des mouvements de capitaux d'ici à

1^{er} juillet 1990 (octobre 1989 pour les OPCVM) (1), bouleversera nos économies. Dès à présent, elle a conduit à un large démantèlement du contrôle des changes, qui permet le déplacement des capitaux « fébriles ». D'ici peu, l'application de la « deuxième directive sur les mouvements de capitaux » permettra à tout citoyen de détenir en France ou ailleurs des avoirs en devises, de placer son épargne ou d'ouvrir des comptes bancaires dans n'importe quel pays de la Communauté, etc. Dès lors, les flux de capitaux réguleront eux-mêmes l'activité économique. Par exemple, un freinage de la demande interne ou des taux d'intérêt trop élevés en RFA provoqueraient des entrées de capitaux massives qui obligeraient ce pays à desserrer l'étréme. Inversement, un pays qui tenterait de relancer artificiellement l'activité chez lui en injectant dans l'économie des liquidités verrait celles-ci se déplacer purement et simplement vers d'autres pays membres.

Ainsi, les progrès de la monnaie européenne tendent à substituer des politiques convergentes imposées par les faits à une convergence voulue par les gouvernements.

Développement continu

On déplore souvent les retards des décisions publiques attendues pour améliorer les mécanismes du SME — encore que les accords de Palerme en 1985 et de Nyborg en 1987 aient permis des progrès significatifs vers une acceptabilité plus complète de l'ECU en règlement (y compris pour des interventions facultatives) et son utilisation comme avoir de réserve hors de la Communauté.

Mais, dans le même temps, l'ECU connaît un développement considérable comme instrument de placement sur les marchés privés qui pourrait faciliter de nouveaux progrès à venir. Il est devenu la cinquième monnaie mondiale pour les émissions : 5 % des emprunts émis en 1987 sur le marché mondial étaient libellés en ECU. Un nombre croissant d'entreprises, telles que Saint-Gobain, Fiat, Lésieur, ont adopté la facturation interne et même parfois externe de leurs livraisons en ECU. Les particuliers peuvent utiliser des euro-chèques et des chèques de voyage en ECU, faire des virements en cette monnaie, et (mais pas encore en France) ouvrir des comptes de dépôts ou d'épargne en ECU. Enfin, les prêts bancaires en ECU se sont considérablement développés, atteignant un encours de 75 milliards en 1987.

Ils sont couverts à hauteur de 65 milliards par les dépôts en ECU d'organismes officiels, de banques ou de particuliers. La fraction restante provient d'une véritable fabrication d'ECU par les banques, à partir des monnaies européennes qui le composent.

Ainsi l'ECU, devenu un instrument de marché (2), se crée tout seul, selon la vieille loi bancaire d'après laquelle « les prêts font les dépôts », et prend son essor par lui-même. De ce fait il prolonge, amplifie et parfois anticipe les décisions gouvernementales.

Certes, on ne doit pas pousser ce raisonnement aux extrêmes. L'ECU, qui sert de référence aux transactions privées, est bien l'ECU public tel qu'il est défini par les règlements européens, même si rien n'oblige théoriquement à une telle identification. Par ailleurs et surtout, le développement du marché privé de l'ECU suppose, s'il atteint une certaine dimension, une instance régulatrice. Celle-ci — la future Banque centrale européenne — devrait pouvoir surveiller la bonne tenue des interventions du marché et le réguler par des réserves obligatoires ou en y effectuant des opérations d'open market, c'est-à-dire en fournissant ou retirant de la liquidité au marché en fonction des besoins. Des décisions volontaristes des autorités politiques, telles que le gouvernement français les a proposées, deviennent maintenant indispensables.

Il reste que, par un curieux retournement, c'est le développement de l'ECU privé qui sert maintenant, on l'a vu à plusieurs reprises, de base aux décisions européennes conduisant à la nécessité d'une relance du SME « dont l'intérêt est démontré par les progrès de l'ECU privé » (3). Autrement dit, c'est désormais l'ECU qui sert la locomotive du SME, et derrière lui de l'union économique et monétaire.

Le malaise des abstentionnistes

Les difficultés rencontrées du côté de plusieurs partenaires pour faire progresser le SME ont conduit certains, dont le président de la Commission européenne, Jacques Delors, à avancer l'idée d'une « Europe monétaire à six vitesses ». Ce concept peut donner le moyen de progresser en montrant par l'exemple le réalisme des propositions. En outre, il exerce une pression bien utile sur ceux des partenaires qui préfèrent prendre les trains en marche... Cependant, on voit mal, à terme, un marché unique fonctionner avec des

monnaies divisées. Cela conduirait inévitablement à des distorsions.

Or le développement de l'ECU devrait rendre de plus en plus incontestable à l'avenir la politique d'abstention pratiquée, rappelons-le, non seulement par la Grande-Bretagne, mais par trois autres pays : Grèce, Espagne et Portugal. Un tiers des membres de la CEE...

Même si le Royaume-Uni ne s'astreint pas à l'obligation de maintenir sa parité, il est entraîné malgré lui par la solidarité monétaire européenne, dans la mesure où le livre sterling, elle, est partie intégrante du panier de monnaies de l'ECU, dont elle influence le cours par ses variations. Cela a des conséquences importantes notamment en matière budgétaire et agricole.

Cette situation fautive est de moins en moins bien supportée par les partenaires de la Grande-Bretagne, dont les pressions s'accroissent. Mais le pragmatisme anglo-saxon devrait, si la monnaie européenne continue à se développer, faire comprendre les avantages d'une pleine participation au SME : d'une part, pour les échanges commerciaux britanniques, qui sont désormais orientés pour plus de la moitié vers les pays de la CEE et ont besoin de parités plus prévisibles et plus stables ; d'autre part, pour les activités financières de la City, qui prennent actuellement du retard sur les marchés de l'ECU et souhaitent s'exercer à armes égales avec leurs concurrents européens.

D'ores et déjà d'ailleurs, les banquiers britanniques, qui ont compris cet enjeu, sont en faveur d'une pleine participation au SME. On peut donc espérer que les progrès constants de l'ECU finissent par venir à bout des a priori idéologiques et conduisent à une évolution, elle-même décisive, pour déterminer les autres pays abstentionnistes. Ce serait, là encore, un obstacle essentiel à l'union économique et monétaire qui serait levé.

L'ECU, monnaie de l'Europe, sera-t-il le « couronnement » de l'union économique et monétaire ou en sera-t-il le véritable base ? Une certaine orthodoxie — notamment celle développée par les rapports de la Bundesbank et des ministres allemands — veut que la monnaie et la banque centrale communes ne fassent que parachever une union économique déjà concrétisée par une complète convergence des économies. On peut au contraire penser que c'est grâce à l'existence de l'ECU, à ses progrès, aux contraintes qu'il exerce et aux solidarités croissantes qu'il implique que les obstacles actuels à la convergence seront levés.

N'est-ce pas autour d'une monnaie commune que se sont constituées bien des nations, avant même de songer à avoir une politique économique ?

- (1) Organisme de placements collectifs des valeurs mobilières.
- (2) Qui fait l'objet d'une cotation officielle quotidienne et, depuis 1986, d'une compensation directe portant sur 10 milliards d'ECU par jour en moyenne, sous l'égide de la BRL à Bâle.
- (3) Cette idée figure dans les conclusions de plusieurs conseils européens et conseils des ministres ; l'Acte unique, introduisant un volet monétaire dans le traité de la CEE, vise par exemple « les expériences acquises grâce à la coopération dans le cadre du SME, et notamment l'ECU ».

La Commission de Bruxelles propose une charte sociale

(Suite de la première page.)

Le risque de dumping social, synonyme de concurrence déloyale, n'existe, de manière limitée, que pour les industries de main-d'œuvre, dont l'importance ne cesse de diminuer dans la Communauté.

La Commission tient d'autant plus à relativiser le menaçant qu'elle considère comme irréaliste, voire dangereuse, une politique qui chercherait à harmoniser de manière systématique les législations sociales des États membres. Il faut l'entreprendre où c'est possible et bien penser auparavant les « coûts relatifs de la diversité et d'un rapprochement ». La Commission a ainsi présenté, début 1988, une série de propositions dont l'objet est de garantir aux travailleurs des normes minimales de sécurité et d'hygiène sur les lieux de travail : ces textes sont actuellement examinés par les représentants des Douze, et certains d'entre eux ont déjà été adoptés.

En dépit de sa prudence, la Commission annonce d'autres propositions, qui auront trait aux contrats de travail (y compris aux contrats atypiques, comme le temps partiel ou l'intérim), à l'information et à la consultation des travailleurs, au renforcement des dispositions sur l'égalité de traitement entre hommes et femmes. Elle insiste pour que les gouvernements adoptent rapidement sa proposition de société anonyme européenne.

Dans une communauté qui compte plus de seize millions de sans-emploi, « toute politique sociale doit avoir comme objectif prioritaire de contribuer à résoudre le grave problème du chômage ». Selon une récente étude bruxelloise (le rapport Cecchini), l'achèvement du marché intérieur entraînera la création d'environ 5 millions de postes de travail. Mais la Commission admet que « la création d'un grand nombre de nouveaux emplois s'accompagnera également de la disparition de beaucoup d'autres, et, même si le solde doit être positif à moyen terme, les nouveaux postes de travail créés ne se situeront pas dans les mêmes secteurs. Ils ne demanderont pas non plus les mêmes qualifications, et ils ne seront pas localisés dans les mêmes régions que les postes disparus ». De plus, les disparités d'emplois, souvent rapides et brutales, précéderont les créations d'emplois, qu'on prévoit, au contraire, lentes et progressives.

La courbe décrivant l'évolution de l'emploi dans la Communauté durant les années de mise en place du grand marché prend, de la sorte, la forme d'un J : le chômage est appelé à croître, avant d'être raboté en raison des effets bénéfiques de la libération généralisée des échanges. Comment tempérer ce processus douloureux et politiquement gênant, puisqu'il implique, dans une première phase, des sacrifices supplémentaires pour les travailleurs ? La Commission insiste sur la nécessité d'anticiper, « de déceler à temps les conséquences que la création du marché intérieur peut avoir sur l'emploi de catégories de personnes ou de régions déterminées, pour les prévenir, dans la mesure du possible, ou, à tout le moins, d'adopter les mesures compensatoires nécessaires ».

L'idée serait, pour les secteurs ou les régions sensibles, de piloter astucieusement le programme de libéralisation ou d'intégration et de parvenir, de la sorte, à « atténuer et même éliminer la branche descendante de la courbe ».

Liberté de circulation et d'établissement

Ces préoccupations paraissent si importantes à la Commission qu'elle place cet objectif en tête des « initiatives prioritaires » qui pourraient constituer « la charte européenne des droits sociaux ». Elle plaide pour le développement d'une « fonction permanente d'observation et de dialogue, afin de connaître à temps les effets exercés sur l'emploi par la réalisation du marché intérieur et de mettre au point, en collaboration avec les syndicats, les aménagements appropriés ».

Philippe Lemaître.

Deuxième tête de chapitre de cette charte : l'élimination complète des barrières qui limitent la liberté de circulation des travailleurs et la liberté d'établissement. Cela signifierait notamment un meilleur accès au bénéfice du droit communautaire pour les familles des migrants, le renforcement du droit de séjour des travailleurs au chômage ou exerçant des emplois de courte durée, le libre accès aux emplois du secteur public, le droit pour les chômeurs ou les préretraités de continuer à toucher leurs indemnités s'ils changent de pays de résidence.

La Commission est convaincue que les courants de migration intracommunautaires — qu'il faut encourager, à condition qu'ils soient équilibrés — concerneront surtout des techniciens et des travailleurs hautement qualifiés. C'est dire l'importance de la reconnaissance mutuelle des diplômes, sur laquelle les Douze viennent de s'entendre. Le conseil européen de Hanovre a souhaité qu'elle soit suivie d'une reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. Les travaux en cours concernent l'hôtellerie-restauration, la réparation automobile, la construction, l'électrotechnique, l'agriculture, le textile-confection.

Outre l'harmonisation des règles concernant la santé et la sécurité des travailleurs, et la proposition de société anonyme européenne, le projet de charte insiste sur le renforcement de la cohésion économique et sociale, c'est-à-dire sur l'effort de solidarité qui, tant au niveau national qu'au niveau communautaire, doit accompagner la réalisation du grand marché. Le doublement des crédits des fonds structurels d'ici à 1993 (de 7 à 13,5 milliards d'ECU) devrait faciliter les rattrapages. La Commission met l'accent sur les besoins de formation, qualifiés de priorité absolue.

Selon la Commission, cet effet positif du marché unique serait amplifié et les gains en matière d'emplois maximisés si la Communauté s'efforçait, dans le même temps, de relancer la croissance. C'est d'autant plus possible, explique Bruxelles, que l'instauration du marché unique « entraîne, normalement, la réduction des prix d'un grand nombre de produits et de services », augmentant d'autant la marge de manœuvre des gouvernements.



...baigne dans
...ou les
...est
...affaire po
...peuv
...à cause
...inadapt
...West peut
...trésorien
...Compte q
...peuvent
...de ma
...riez-vous
...flottant
...vous déterm
...un lau

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédit Mutuel

une banque à qui parler

CRÉATION DE SICAV

ÉPARGNE COURT TERME

Société d'Investissement à Capital Variable

Avec le concours des Caisses Fédérales du Crédit Mutuel, la Caisse Centrale du Crédit Mutuel a créé la SICAV "ÉPARGNE COURT TERME".

"ÉPARGNE COURT TERME" est une SICAV destinée à des placements à échéance courte, dont l'objectif est de fournir aux souscripteurs (particuliers, entreprises, associations) une rentabilité globale comparable à celle offerte par des placements monétaires à court terme.

La gestion s'oriente vers la recherche d'une progression régulière de l'action en privilégiant la préservation et la disponibilité des capitaux investis. De la sorte, l'investissement dans "ÉPARGNE COURT TERME" présente un haut degré de sécurité.

Le portefeuille est composé essentiellement d'obligations à taux variable indexées sur les taux long terme ou d'obligations à taux fixe à durée de vie très courte.

La date d'ouverture au public d'"ÉPARGNE COURT TERME" a été fixée au :

LUNDI 12 SEPTEMBRE 1988
La valeur de l'action a été fixée à 500 F. Les souscriptions sont reçues dans toutes les caisses du Crédit Mutuel inscrites sur la liste tenue par la Confédération Nationale du Crédit Mutuel et tous autres établissements financiers.

DÉPOSITAIRE :
CAISSE CENTRALE DU CRÉDIT MUTUEL

Pour tout renseignement, appeler le (16-1) 42.27.03.32.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président

Monsieur Pierre FILLIGER, Directeur Général de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Méditerranéen.

Administrateurs

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Maine-Anjou et Basse-Normandie, représentée par Monsieur Raymond PAILLARD, Directeur Général Adjoint.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel du Centre, représentée par Monsieur Alain BONGIORNI, Directeur Général Adjoint.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Bourgogne Champagne, représentée par Monsieur Remy D'HAILLY, Responsable du Département des Affaires Bancaires et Financières.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Midi-Atlantique, représentée par Monsieur Bernard D'HAILLY, Directeur Général Adjoint.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Loire-Atlantique et du Centre-Ouest, représentée par Monsieur Roger FLAMENT, Directeur Général Adjoint.

Caisse Centrale du Crédit Mutuel Artois-Picardie, représentée par Monsieur Joël VISEUX, Directeur du Service Financier.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel d'Anjou, représentée par Monsieur Bernard HEUZE, Directeur Administratif et Financier.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel d'Ile-de-France, représentée par Monsieur Fernand TOUBIANA, Directeur Financier.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel de Bretagne, représentée par Monsieur Marcel QUEMENEUR, Sous-Directeur.

Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Champagne-Ardenne, représentée par Monsieur Yves COLSON, Chef du service Exploitation Bancaire.

Caisse Centrale du Crédit Mutuel, représentée par Monsieur Jean-Patrice DALEM, Directeur Général Adjoint.

Directeur
Xavier MATHVIN

VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP

64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MENTEL 36.15 CODE A3T

puis OSP

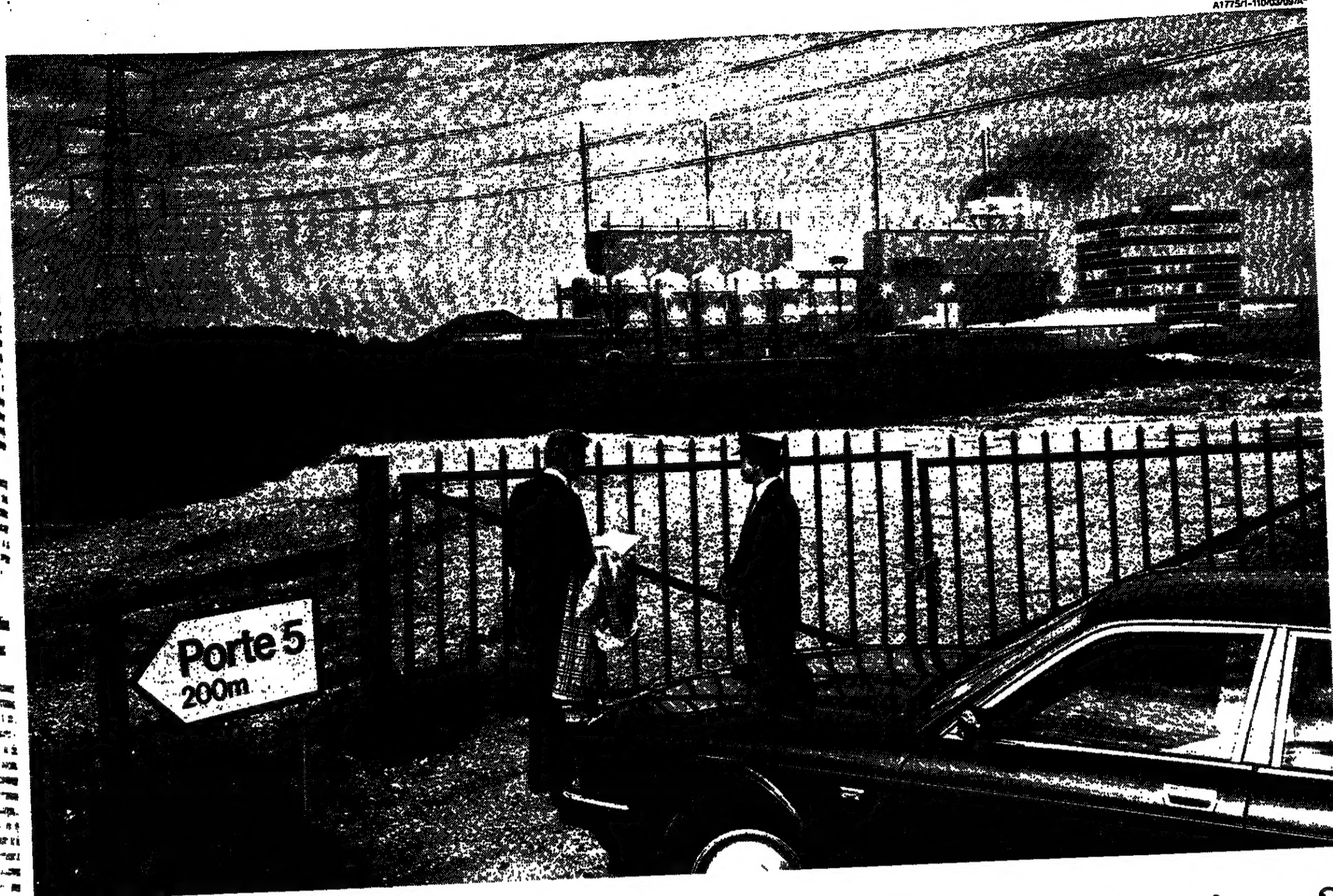
Cabinet SCPA J. et F. MALPEL, CADIX-MALPEL, MORIN-FAUCONNET et RIZON, avocats associés, 17, rue Louvois, MELUN (77) - Tél. 64-39-38-38. VENTE sur saisie immobilière. Palais de Just. MELUN le JEUDI 29 SEPT. 1988, à 14 heures.

UNE PROPRIÉTÉ à BARBIZON (77)
19, rue Antoine-Barry, cad. sec. AK, n° 165 pour 7 a 90 - 166 pour 96 ca. Cam. pour ench. 30 000 F (chèque de banque). Pour consulter le cahier des charges, s'adresser à la SCPA sus-nommée ou à tout avocat possédant près le T.G.L. de MELUN. VENTE le 29 septembre 1988, de 15 h à 15 h 45.

SERVICE DES DOMAINES
Adjudication le mardi 27 septembre 1988 à 14 h, à St-Malo. Saisie Chancet (bâtiment municipal), place Boreet.

SAINT-MALO - 44, bd Rochebonne
VILLA « Les Fougères » - LIBRE
Excellent état : rez-de-chaussée : 2 étages aménagés - jardin.

MISE A PRIX : 1 000 000 F
Contenance : 30 000 F chèque certifié.
Renseignements : Drouot, centre des ventes immobilières, 2, bd Magenta - 35031 Rennes Cedex. Tél. : 99-31-55-11 - Poste 237 (entré du ROAD).



Tout baigne dans l'huile. Et si les taux glissaient ?

Dans un monde où les taux d'intérêts sont volatiles, le risque est là. Du jour au lendemain, une affaire prospère, une entreprise dynamique, peuvent devenir fragiles ou déficitaires à cause d'une politique de taux d'intérêts inadaptée.

Ce risque, NatWest peut vous aider à le neutraliser. Nos trésoriers, en liaison avec le Directeur de Compte qui sera votre contact personnel, peuvent vous aider à trouver la stratégie de taux la mieux adaptée.

Peut-être devriez-vous passer d'un taux fixe à un taux flottant - ou l'inverse. Peut-être devriez-vous déterminer aujourd'hui, pour l'avenir, un taux favorable.

Nous trouverons ensemble la solution qui vous donnera le plein bénéfice des mouvements positifs en limitant au minimum les variations de taux qui pourraient pénaliser votre société.

Swaps, FRA, Cap, Floor : ces produits nous sont familiers. Notre expérience des marchés internationaux sera un atout pour votre société.

NatWest, un groupe bancaire représentant plus de 850 milliards de francs d'actifs, une présence dans 36 pays, un rating AAA, l'un des tout premiers noms de la finance internationale.

NatWest & The Action Bank
La Maîtrise du Risque

Contact: International Westminster Bank PLC, 18, place Vendôme 75001 Paris. Tél. (1) 42 60 37 40. Télex: 210393 - Australie 177326 - Bahamas NS20111 - Bahrain 8559 - Belgique 21208 - Brésil 2190051 - Canada 06-22572 - Corée du Sud K33 282 - Espagne 23572 - Grèce 216673 - Hong Kong 61672 - Irlande 25166 - Italie 320663 - Japon 28292 - Malaisie 33044 - Mexique 17 71 786 - Monaco 489588 - Nouvelle-Zélande NZ3903 - Pays-Bas 50641 - République Fédérale Allemande 416500 - Royaume-Uni 885361 - Singapour 28491 - Suède 15050 - Suisse 812186 - URSS 413258 - USA 233563

مكذبا من الأصل

PARIS :

PARIS, 6 septembre

TOKYO - A new

Les autorités ont déjà sauvé quatre-vingt-seize institutions du même genre depuis le 1^{er} janvier. Le président de l'agence fédérale chargée de l'épargne, M. Danny Wall, a précisé que l'agence verserait au moins 1,5 milliard de dollars en liquide et 500 millions de dollars sous forme de prêts étalés sur dix ans, pour sauver l'American Savings and Loan Association of Stockton. Le financier Robert M. Bass, de Fort-Worth (Texas), a versé également 550 millions de dollars à la banque de 11 milliards de l'American Savings and Loan Association bancaire. L'agence fédérale chargée de l'épargne acquiert, pour sa part, 30 % du capital de l'institution d'épargne sauvée.

sur le second marché. — La caisse régionale du Crédit agricole du Loiret sera cotée sur le second marché de la Bourse de Paris, le 16 septembre. Elle émettra, à partir de cette date, des certificats coopératifs d'investissements dans le cadre d'une augmentation de capital. Dans l'attente du feu vert de la COB (Commission des opérations de Bourse), le détail de l'opération n'est pas encore définitivement arrêté. Les emprunteurs envisagent d'émettre 230 000 titres, dont le prix d'émission se situerait entre 300 F et 400 F. Les caisses régionales du Crédit agricole d'Ile-de-France, de la Loire, du Morbihan et de Toulouse avaient déjà fait appel à l'épargne publique.

CHANGES		BOURSES	
Dollar = 6,2885 F =		PARIS (INSEE, base 100: 31-12-67)	
Marchés très calmes, mardi en début de journée, sur l'ensemble des places financières, les investisseurs attendant la reprise des transactions aux Etats-Unis, après la fermeture, lundi, en raison du Labour Day. A Tokyo, le dollar s'échangeait à 135,60 yens, contre 136,03 yens la veille. A Paris, il redescendait à 6,2885 F, contre 6,3050 F au fixing de lundi.		2 sept. 5 sept.	
FRANCOFORT	5 sept. 6 sept.	Valeurs françaises ..	128,9 121,3
Dollar (en DM) ..	1,8554 1,8586	Valeurs étrangères ..	114,5 112,5
TOKYO		(Sbf, base 100: 31-12-61)	
Dollar (en yens) ..	136,83 135,60	Indice général CAC ..	344,8 359,1
MARCHE MONÉTAIRE (cette privée)		(Sbf, base 1000: 31-12-67)	
Paris (6 sept.) ..	19/167-17/165	Indice CAC 40 ..	1 277,76 1 286,32
New-York (5 sept.)		
		NEW-YORK (Indice Dow Jones)	
		2 sept. 5 sept.	
		Industrielles	2 054,59 Cles
		LONDRES (Indice Financial Times)	
		2 sept. 5 sept.	
		Industrielles	1 485,9 1 426,5
		Mines d'or	191,4 186,9
		Fonds d'Etat	84,28 86,58
		TOKYO	
		5 sept. 6 sept.	
		Nickelée Dow Jones	371,34 381,72
		Indice général	2 112,61 2 119,40

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ Insa + bourse	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
E.-U.	6,376	- 48 - 23 -	- 78 - 45 -	- 290 - 118 -
Can.	5,1090	5,1126	- 109 - 72 -	- 168 - 498 -
Fin (180)	4,678	4,6527	+ 126 + 131 +	+ 243 + 761 +
Fin	3,0119	+ 72 + 94 +	+ 152 + 175 +	+ 450 + 510 +
Fin (180)	16,2175	+ 43 + 141 +	+ 122 + 135 +	+ 353 + 734 +
RS	4,0469	+ 143 + 168 +	+ 244 + 308 +	+ 945 + 919 +
Fin	10,6714	+ 489 + 348 +	+ 767 + 776 +	+ 1.000 + 1.024 +

SE-AL	7 7/8	8 1/8	8 3/16	8 5/16	8 1/4	8 3/8	8 11/16	8 13/16
SE-AL	4 5/8	4 7/8	4 13/16	4 15/16	4 13/16	4 15/16	5 1/4	5 3/8
SE-AL	5 1/8	5 5/8	5 3/8	5 1/2	5 7/16	5 9/16	5 5/8	5 3/4
SE-AL	3 7/8	3 7/8	3 15/16	3 11/4	3 7/16	3 3/8	3 7/16	3 7/8
SE-AL	3 7/8	3 13/16	3 3/8	3 1/2	3 7/16	3 3/8	3 7/16	3 7/8
SE-AL	10 5/8	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 1/2	11 3/8	11 3/8	11 3/4
SE-AL	10 13/16	11 1/8	11 1/8	11 7/8	12	12 1/8	12 3/16	12 5/16
SE-AL	7 1/2	7 1/2	7 3/4	7 7/8	7 15/16	8 1/16	8 7/16	8 9/16

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en francs de matière par une grande base de la place.

Marchés financiers

BOURSE DU 6 SEPTEMBRE

Règlement mensuel

Compan- ies	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compen- sation	VALEURS	Cours prédict.	Prémier cours	Dernier cours	% +/-	Compen- sation
3820	C.M.E. S.P. ★	3825	3820	3820	- 0.13		3825	3820	3820	3820	- 0.13		3825	3820	3820	3820	- 0.13		3825	3820	3820	3820	- 0.13	
3820	S.A.T. ★	3825	3820	3820	- 0.13		3825	3820	3820	3820	- 0.13		3825	3820	3820	3820	- 0.13		3825	3820	3820	3820	- 0.13	
3820	C.G.P. T.P. ★	3825	3820	3820	- 0.13		3825	3820	3820	3820	- 0.13		3825	3820	3820	3820	- 0.13		3825	3820	3820	3820	- 0.13	
1380	C.M.E. S.P. ★	1385	1380	1380	- 0.36		1385	1380	1380	1380	- 0.36		1385	1380	1380	1380	- 0.36		1385	1380	1380	1380	- 0.36	
1380	Rennet T.P. ★	1375	1370	1370	- 0.36		1375	1370	1370	1370	- 0.36		1375	1370	1370	1370	- 0.36		1375	1370	1370	1370	- 0.36	
1742	St-Gabriel T.P. ★	1738	1730	1730	- 0.46		1738	1730	1730	1730	- 0.46		1738	1730	1730	1730	- 0.46		1738	1730	1730	1730	- 0.46	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64	
1255	Tramway T.P. ★	1258	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		1258	1250	1250	1250	- 0.64		125					

Comptant (selection)

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Préal. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préal. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préal. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préal. incl.	Rachet net	VALEURS	Emission	Préal. incl.	Rachet net
Obligations										Étrangères										Hors-cote											
Emp. 6,80 % 77	128 50	2 580	Chenabroy (M.)	978		Local	744	746	Tunis-Anglais	185	267	A.A.A.	825 85	815 50	Parcels Pave				95 50	82 72			Perrier			588 42	5				
5,80 % 78/83	102 26	1 530	Claytonville (M.)	142		Louis Valois	655	850	Tour Eiffel	257	198	Asfin	206 96	201 44	Francs Négats				950 06	861 22			Paris Placements			251 80	5				
10,80 % 78/84	106 20	0 088	C.L.C. (France) d.	145		Louise (Chil)	1880	1860	Union S.M.D.	520	620	Assura France	427 27	411 83	Francs-Associations				27 86	27 86			Paris Invest.			646 24	5				
12,25 % 80/88	105 50	3 488	C.L.C. (France) d.	680	655	Louise (Chil)	1228	1235	U.A.P.	279	279	Assura affectations	532 38	513 16	Francs-Engage				27 82	26 85			Placements A.			877 36	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886	C.L.C. (France) d.	2200	2200	Machine Bull		123 20	U.A.P.	1660	1650	Audiford	571 57	570 50	Francs-Engage				32 15	31 71			Placements A.			722 05	5				
12,25 % 80/88	105 50	8 886																													

Cote des changes				Marché libre de l'or			
MARCHÉ OFFICIEL	COURS prix.	COURS 6/9	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 6/9
			Achat	Vente			
Gene-Suisse (S 1)	6 305	6 288			Or fin (dole en barre)	86950	86950
ECU	7 042	7 032		350	Or fin (en lingot)	86950	87050
Allemagne (100 DM)	16 329	16 222	15 450	16 450	Prix français (20 fr)	501	502
Belgique (100 BF)	15 308	301 290	29	311	Prix français (10 fr)	375	
France (100 F)	88 480	88 320	84	91	Prix suisse (20 fr)	457	458
Deutsche (100 M)	31 840	31 820	87	94	Prix suisse (10 fr)	635	633
Norvège (100 kr)	10 420	10 693	10 300	111	Suomela	30110	30400
Grande-Bretagne (S 1)	4 190	4 195	3 500	4 600	Prix de 20 dollars	15150	15320
Italie (100 lire)	4 587	4 581	3 500	4 600	Prix de 10 dollars	875	
Suisse (100 fr)	4 950	4 950	3 500	4 600	Prix de 5 dollars	3235	3260
Quatre (100 sc)	37 870	37 870	391	413	Prix de 50 pesos	520	519
Spain (100 p)	403 870	403 800	95	101	Prix de 10 florins	427	427 65
Sweden (100 kr)	48 310	48 360	46 900	48 500	Or Londres	428 50	427 50
Austria (100 sch)	5 113	5 119	4 850	4 850	Or Zurich	428 50	427 50
Espagne (100 pes)	4 124	4 123	3 750	4 450	Or Hongkong		
Portugal (100 esc)	5 114	5 108	4 520	5 320	Argent Londres		
Couverts (S can 1)	4 641	4 640	4 500	4 720			
Japan (100 yen)							

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

45-55-91-82, poste 4330

•

: marché continu

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 La préparation de l'élection présidentielle américaine. 4 Des réfugiés kurdes irakiens décident de passer en Iran. 5 La conduite de la politique extérieure de la France. 6 Les inondations au Bangladesh.	8 Les socialistes embarrassés par les propositions personnelles de M. Barre pour contrer l'extrême droite. 9 La RPR et son chef de file « en recherche » : au-delà de la ferveur militante... — Nouvelle-Calédonie : trois « ultras » inculpés.	10 La rentrée scolaire. — La « rêve déçu », de Léon Schwartzberg. 11 Le prix du bicentenaire de la Révolution. — Sports : les Internationaux de tennis de Flushing Meadow.	12 Cinéma : le Festival du film américain à Deauville. — Arts : Jack Lang et la patrimoine. — Les soldes Elton John. 13 La rentrée des arts. — Communication.	19 La rentrée du CNPF. 20 La préparation du marché unique européen. — Point de vue : l'ECU sauvera l'union, par Philippe Jurgensen. 22-23 Marchés financiers.	Abonnements 2 Cartes 15 Météorologie 16 Mots croisés 16 Radio-Télévision 16 Spectacles 14	• Pisto ou gros porteur, le nouveau service Bourse est enfin arrivé BOURSE • Le marché de l'art sur internet ARTLINE 38-15 taping LEMONDE • Ventes, échanges, achats : vos livres pour la rentrée scolaire 88 (collèges, lycées et universités) LIVRE 38-15 taping LM

L'image du Christ y étant « défigurée »

Les cardinaux Decourtray et Lustiger protestent contre la diffusion du film de Martin Scorsese

A la veille de la présentation au Festival de Venise de la *Dernière Tentation du Christ* de Martin Scorsese, les cardinaux Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, et Albert Decourtray, archevêque de Lyon et président de la Conférence épiscopale française, ont publié, le mardi 6 septembre, un communiqué mettant en cause le choix et le traitement cinématographique d'un tel sujet. Les deux principaux représentants de la hiérarchie catholique française se fondent sur le roman de Nikos Kazantzakis, dont l'œuvre de Scorsese est l'adaptation, pour condamner un film qui n'est pas vu et dont la sortie en France n'est prévue qu'à la fin du mois.

Aux Etats-Unis, et dans divers pays d'Amérique latine notamment (Brésil, Colombie, etc.), des autorités catholiques et protestantes ont déjà dénoncé le caractère « blasphématoire » de ce film.

« Nous n'avons pas vu le film de M. Scorsese, la *Dernière Tentation du Christ*, déclarent les cardinaux Decourtray et Lustiger. Nous ignorons la valeur artistique de cette œuvre. Et, cependant, nous protestons d'avance contre sa diffusion. Pourquoi ? Parce que vouloir porter à l'écran, avec la puissance réaliste de l'image, le roman de Kazantzakis est déjà une blessure pour la liberté spirituelle de millions d'hommes et de femmes, disciples du Christ. »

« Ils réclament le respect pour ce qu'ils ont de plus précieux au monde : leur foi dans le Christ qui meurt sur la croix. Ces millions d'hommes et de femmes ne veulent pas imposer leur foi à ceux qui ne la partagent pas. Parlant en leur nom, nous ne voulons pas non plus attenter à la liberté de la création artistique ; nous ne voulons pas davantage censurer la pensée d'autrui ni juger les intentions du romancier et du cinéaste. »

« Nous demandons le respect pour Jésus, le Seigneur de notre vie, et pour la vérité au témoignage des Évangiles. Nous demandons le respect pour la foi de tous les disciples de Jésus qui donnent leur vie, avec lui, par amour. Il faut respecter ceux qui acceptent de mourir avec le Christ, pour que soit respectée la liberté de tous. »

« La mort de Jésus n'appartient pas aux romanciers ni aux scénaristes, mais à la foule innombrable de ses disciples, morts ou vivants. Y aura-t-il assez d'hommes et de femmes sensibles au droit d'autrui pour comprendre combien s'empare de Jésus et en défigure l'image nous blesse profondément dans notre dignité ? »

« La liberté de chacun repose sur le respect d'autrui. Il est juste temps de le comprendre. »

« La FN de Savoie demande l'interdiction du film. — Les responsables du Front national de Savoie vont demander au préfet de leur département de prendre toutes les dispositions nécessaires pour interdire la projection de la *Dernière Tentation du Christ*, film de Martin Scorsese. « Nous nous opposons physiquement, par la force s'il le faut, à sa sortie sur les écrans », a déclaré M. Christian Veillieux, conseiller régional, estimant que cette production « scandaleuse » portait atteinte à l'image de la chrétienté. « On n'imagine pas un film qui dénigrerait la religion juive ou musulmane », a-t-il ajouté, alors que le film n'a toujours pas été présenté en France. S'adressant à l'archevêque de Savoie, Mgr Claude Faidt, il a par ailleurs indiqué que « sa responsabilité serait pleine et entière s'il n'intervenait pas pour s'associer à cette demande d'interdiction ». — (Corresp.)

Le référendum sur la Nouvelle-Calédonie

M. Julia (RPR) : les raisons de l'abstention

M. Didier Julia, ancien député national du RPR aux DOM-TOM, député de Seine-et-Marne, prend position en faveur de l'abstention au référendum sur la Nouvelle-Calédonie et il explique ainsi pourquoi : « Si le gouvernement organise un référendum, c'est que la question met en cause la Constitution française. Contrairement à ce que va croire le public, il ne s'agit pas de voter pour l'indépendance à terme ou pour la Calédonie française. Non, le référendum ne va pas consister à demander aux Français d'approuver un objectif mais une procédure, qui va durer dix ans et s'achèvera par une consultation de la population sur place. Michel Rocard demande un référendum parce qu'il ne veut pas se contenter d'une bénédiction du gouvernement et qu'il ne peut pas soumettre le projet à l'approbation du Parlement. Le texte comporte, en effet, une disposition contraire à la Constitution et donc, même votée par le Parlement, elle serait cassée par le Conseil constitutionnel : il s'agit de la limitation du suffrage universel. »

« C'est vraiment là le point gênant : l'article 3 de la Constitution prévoit qu'en France « le suffrage est toujours universel. Sont électeurs tous les nationaux français majeurs jouissant de leurs droits civiques. » Or, le texte prévoit de bloquer le recensement en 1988 pour 1998, à l'exception des personnes nées en Nouvelle-Calédonie, comme si on figeait chez nous le corps électoral en excluant dix ans à l'avance le vote des émigrés naturalisés ou comme si les Corréziens ou les Bretons montés à Paris ne pouvaient voter pendant dix ans en région parisienne. »

« Si le RPR et l'UDF s'engagent sur la voie d'une approbation du texte proposé à référendum, ils demandent au peuple non pas d'approuver les accords de Matignon — ce qu'une simple loi pourrait faire — mais d'approuver solennellement le principe d'une restriction du suffrage universel sur une parcelle du territoire national. C'est la seule question qui ne peut être ratifiée par le Parlement et justifie le recours au référendum. »

« Je n'approuve donc pas la procédure référendaire parce qu'elle consiste à demander au peuple de voter pour un principe contraire à la morale et au droit républicain. »

M. Chevènement à Bonn

Les positions française et ouest-allemande sur les armes chimiques se rapprochent

BONN
de notre correspondant

La brigade franco-allemande n'a pas encore de casernement défini, mais les ministres de la défense de France et de RFA se sont au moins mis d'accord sur le port d'une cravate commune — fond bleu et fines rayures bleu-blanc-rouge et soit rouge et or — pour apparaître en public, le lundi 5 septembre. La rencontre de travail entre M. Rupert Scholz et M. Jean-Pierre Chevènement avait un ordre du jour chargé, en raison du retard accumulé dans la mise en œuvre des décisions prises au plus haut niveau sur le renforcement de la coopération entre les deux pays en matière de défense, de sécurité et de fabrication d'armement.

Grogne dans les ambassades de France

Les diplomates français en poste à l'étranger protestent. Certains d'entre eux, en poste à l'ambassade de Washington, ont même appelé à une « grève d'overseas », de deux heures pour le 8 septembre. A l'origine de cette grogne : la décision annoncée ces derniers jours de réduire les indemnités de résidence qui représentent une part considérable de leur rémunération. Ces indemnités font l'objet de réajustements périodiques, à la hausse ou à la baisse, pour tenir compte des variations des monnaies, notamment du dollar.

Le problème est qu'il existe un décalage dans le temps entre le moment où l'écart est constaté et celui où s'applique la décision de réajustement. La dernière prévoit des baisses de 5 à 15 %. Les agents en poste dans les pays de la zone dollar, les plus concernés, font valoir qu'entre le moment où ces taux ont été calculés et maintenant la tendance du dollar s'est retournée et qu'ils sont ainsi doublement pénalisés.

Les « points de détail » qui étaient encore en suspens entre les deux pays sur la mise en place de la brigade ont fait l'objet d'échanges qualifiés d'« extrêmement francs et amicaux » par M. Scholz. M. Chevènement a affirmé de son côté que le calendrier prévu sera respecté. L'état-major de la brigade sera mis en place dès le mois prochain à Böblingen, près de Stuttgart, et le ministre a précisé que le contingent français affecté à cette brigade serait composé de deux unités de la force d'action rapide transférées de France en Allemagne. Les deux ministres ont laissé entendre que les questions posées de nature à immobiliser les relations au cantonnement de ces unités étaient en passe d'être réglées.

L'autre volet du dispositif franco-allemand, la mise en place d'un conseil commun de défense et de sécurité, a été évoqué au cours des discussions, mais, tant du côté français que du côté allemand, on attend la fin du processus de ratification par les Parlements des deux pays du protocole additionnel au traité de l'Élysée de 1963 pour en dire plus. L'opposition du Parti social-démocrate à la mention, dans ce protocole, de la nécessité de la dissuasion nucléaire, une attitude jugée « préoccupante » par les socialistes français, risque de provoquer un débat intérieur en RFA que le gouvernement ouest-allemand ne souhaite pas. Aucune date n'a été fixée pour cette ratification qui devait, selon le scénario prévu par le chancelier Helmut Kohl et M. François Mitterrand, s'effectuer le même jour en France et en République fédérale d'Allemagne.

Le tour d'horizon effectué par M. Scholz et M. Chevènement sur la situation de la sécurité en Europe et dans le monde a confirmé la convergence de vues sur la nécessité d'une

Le numéro du « Monde » daté 6 septembre 1988 a été tiré à 546 254 exemplaires

Sur le vif

Chère protection

— Allô ! C'est toi ? C'est Jean-Roger. T'as vu hier dans « le Monde » les gants en caoutchouc utilisés par le personnel soignant, ça vaut pas un clou, ça laisse tout passer, question SIDA, HIV, tout ça. Parfait qu'il faut en porter deux paires l'une sur l'autre. Tu te rends compte un peu ?

— Oui, et alors ? Qu'est-ce que ça peut te faire ? Tu bosses pas dans un hôpital.

— Non, je suis directeur commercial chez Protégex. Et je comprends pas l'attitude de ton journal.

— Pourquoi ? Qu'est-ce qu'on s'en fait ?

— En bons intellos de gauche, vous tuez l'esprit d'entreprise. Vous savez pas quoi inventer pour torpiller les affaires et flatter le côté grigou, radin, du Français moyen. Au lieu de lui foutre la trouille, vous lui dites qu'un doigt de gant et une capote ça n'a rien à voir, et qu'un seul préservatif, ça suffit bien. Pas la peine d'en mettre deux. Qu'est-ce que vous en savez d'abord ?

— Ce que vous nous semez à longueur de spots sur la totale franchisés de votre latex, gonflé, tiré, pouvant supporter deux

cents fois la charge habituelle, enfin garanti sans risques.

— Ouais, bon, on n'en est plus si sûr. On va revêtir en vitesse notre campagne de pub et promouvoir la double protection, vendue dans le même étui. Le cache-zizi et sa parure assortie à enfiler par-dessus. Le petit ensemble, tu vois.

— Et ça va coûter combien ? Le prix d'un Chanel !

— Non, quand même pas ! Mais, bon, vu que SIDA ou pas SIDA, 85 % des Français n'ont rien changé à leurs habitudes vestimentaires à ce niveau-là, on s'adressera forcément à une clientèle très élégante, très cosmopolite, très...

— Moi je trouve ça scandaleux ! C'est toujours pareil dans ce pays, il n'y a que pour les fricques, les autres peuvent bien crever, vous vous en foutez.

— Arrête, tu veux ! On y a pensé à tes peurs. On va leur distribuer en prêt-à-porter une rondelle adhésive en toile caoutchouée...

— Une rustine, quoi !

— Exactement. Sauf qu'il faut la coller avant, pas après la cravate.

CLAUDE SARRAUTE.

L'Irak décrète une amnistie pour les Kurdes

Bagdad (AFP). — L'Irak a décrété, le mardi 6 septembre, une « amnistie générale » pour les Kurdes irakiens, à l'exception du dirigeant kurde Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Un décret du Conseil de commandement de la révolution irakienne (plus haute instance en Irak), publié par l'agence irakienne INA, précise que cette amnistie porte sur « toute action sanctionnée par la loi, qui aurait été commise avant la promulgation de ce décret ».

Le texte appelle « ceux qui entendent profiter de ce décret à retourner dans leur pays dans un délai de trente jours ».

La décision de Bagdad, sur laquelle on ne disposait d'aucune autre précision mardi en début d'après-midi, intervient alors que les forces irakiennes mènent depuis plusieurs semaines une offensive féroce contre les rebelles kurdes du nord du pays, présents notamment dans les régions frontalières avec la Turquie. (Lire page 4.)

LUC ROSENZWEIG.

Passionné(e) par l'industrie automobile rejoignez l'ISCAM

VOUS

Titulaire d'une maîtrise universitaire ou diplômé d'un enseignement supérieur commercial, vous souhaitez faire carrière dans l'industrie automobile.

NOUS

Au Mans, haut-lieu de l'automobile, sous la tutelle du Ministère du Commerce, et géré par le CCI du Mans, notre Institut, unique en France et en Europe vous offre :

La formation spécifique internationale que recherche l'industrie automobile (nombreuses offres d'emploi pour chaque diplômé).

Ecrire ou téléphoner à :

ISCAM

(Institut Supérieur du Commerce Automobile du Mans)
139, rue Henri Champion, 72100 LE MANS
Tél. : (16) 43.84.01.32

SVM
SCIENCE & VIE MICRO

175
ORDINATEURS
AU BANC D'ESSAI

37
CONSTRUCTEURS
PASSÉS AU CRIBLE

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE
DU NUMÉRO DE SEPTEMBRE :

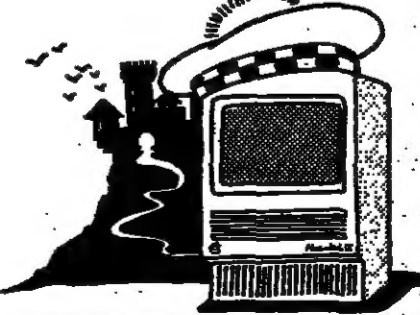
- Full Write, un traitement de texte exceptionnel
- Sauvegarde : comment éviter la catastrophe

N° 1 DE LA PRESSE
INFORMATIQUE

DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
COSTUMES MESURE
à partir de 2 150 F
PANTALONS 890 F VESTONS 1 460 F
3 000 tissus
Luxueuses draperies
anglaises
Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS sur MESURE
UNIFORMES ET INSIGNES MILITAIRES
LEGRAND Tailleur
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au vendredi de 10 h à 18 h
Samedi à partir du 24 septembre

**MON ROYAUME
POUR CE PRIX-LÀ !**

14 900 F HT
ÉCHANGE de votre Macintosh Plus
pour un Macintosh SE
disque dur 20 Mo interne



**INTERNATIONAL
COMPUTER**

La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.25.26
64, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03

JEAN R